

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les créances et les dettes dans l'économie belge à la fin de 1961 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LES CREANCES ET LES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE A LA FIN DE 1961

Introduction

Dans le numéro de février 1963 du *Bulletin*, on a publié une série de tableaux relatifs, d'une part, aux encours des créances et des dettes des différents secteurs de l'économie belge à la fin de 1957, 1958, 1959 et 1960, d'autre part, aux mouvements de ces créances et de ces dettes en 1958, 1959 et 1960.

Cette série statistique vient d'être complétée par les données sur les encours des créances et des dettes à la fin de 1961 et les mouvements de ces créances et de ces dettes au cours de l'année 1961. Les chiffres relatifs à l'année 1961 figurent dans la partie « Statistiques » de ce *Bulletin*, aux tableaux XII-1b et XII-2 ⁽¹⁾.

Dans l'article susmentionné, on a expliqué que la statistique des encours et des mouvements des créances et des dettes constitue une synthèse de plusieurs statistiques monétaires et financières et qu'elle est agencée de façon à faire ressortir les liaisons financières entre les différents secteurs de l'économie. Les tableaux des *encours* font apparaître les endettements et les créances de chaque secteur vis-à-vis de chacun des autres secteurs de l'économie à un moment donné : ils donnent de la sorte une image

instantanée de la structure financière du pays. Les tableaux des *mouvements* des créances et des dettes recensent les changements nets intervenus au cours d'une période donnée dans cette structure financière. Ces changements sont, en ordre principal, provoqués par de nouveaux flux effectifs entre des unités en surplus financier et des unités en déficit financier.

Aussi bien dans les tableaux des encours que dans les tableaux des mouvements, les créances et les dettes sont ventilées suivant leur nature. Les indications sur la nature des créances et des dettes permettent de décrire les formes techniques des financements intersectoriels et, en outre, d'apprécier dans une certaine mesure la liquidité des différents secteurs de l'économie ainsi que son évolution. La valeur de cette dernière appréciation est évidemment tributaire de la précision avec laquelle est effectué le classement, selon le degré de liquidité ou d'illiquidité, des différents instruments financiers recensés dans les tableaux. Dans l'article susmentionné, on a fait maintes réserves à ce sujet ⁽¹⁾.

Les données des encours et des mouvements des créances et des dettes peuvent servir de base à un grand nombre d'analyses. Mais elles ne fournissent pas de réponses automatiques aux différents problèmes financiers qu'on pourrait soulever. Pour l'ana-

⁽¹⁾ Comme le tableau relatif aux encours des créances et des dettes à la fin de 1960 a dû servir aux calculs des mouvements en 1961 et que le tableau précédemment publié a été rectifié sur quelques points, on a également reproduit dans la partie « Statistiques » de ce *Bulletin* le nouveau tableau des encours des créances et des dettes à la fin de 1960 (Tableau XII-1a.) .

⁽¹⁾ p. 127.

Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	33,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	266,4	7,8	308,3
2. Paraétatiques d'exploitation	19,6	0,5	4,5	0,4	...	25,0	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	21,9	0,3	55,0
3. Etat (Trésor)	107,3	3,6	—	4,3	1,6	116,8	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	249,0	8,8	420,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,9	5,1	3,7	0,1	...	25,9	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	68,2	3,6	98,1
5. Sécurité sociale	12,1	...	2,3	...	...	14,4	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	16,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	179,1	10,3	12,0	5,0	9,6	216,0	54,2	217,5	6,7	125,4	108,6	148,0	606,2	21,5	897,9
7. Etranger	9,0	1,1	23,8	...	...	33,9	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	122,5	0,3	156,7
8. Organismes monétaires	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	294,5	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	21,8	8,5	360,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	11,0	0,1	13,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	130,5	0,6	...	...	3,4	134,5	...	0,2	...	0,1	0,6	0,2	1,2	2,2	137,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	146,1	...	0,6	...	1,1	147,7	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	6,9	1,8	156,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	87,1	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	50,4	5,7	145,8
13. Total des intermédiaires financiers	625,4	3,8	17,3	13,6	6,6	666,7	38,1	31,3	6,7	19,9	32,1	1,1	91,2	18,2	814,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,4	1,3	— 1,5	— 1,3	— 3,2	4,2	9,9	0,5	1,0	— 0,8	— 3,2	7,4	—	8,4
15. Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	913,3	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	827,4	40,0	1.877,2
16. Solde des créances et des dettes .	+ 500,9	— 37,3	— 366,0	— 81,0	— 1,2	+ 15,4	— 60,2	+ 11,6	+ 0,9	+ 9,9	— 12,6	+ 3,3	+ 13,2	+ 31,6	...

lyse de questions particulières, ces données doivent être restructurées et éventuellement combinées ou comparées avec d'autres statistiques et renseignements économiques.

Dans le présent article, on procédera à une série de regroupements des données contenues dans le tableau des encours des créances et des dettes à la fin de 1961 et on y consacrera un commentaire succinct. L'objectif est, d'une part, de montrer, à titre d'exemple, comment les données détaillées peuvent être synthétisées en vue de certaines analyses sectorielles limitées et, d'autre part, de dégager les principales caractéristiques de la structure financière de la Belgique à la fin de 1961. L'examen des modifications survenues dans cette structure financière pendant la période 1958-1961 fera l'objet d'un article ultérieur dans ce *Bulletin*. Il s'appuiera sur les mouvements des créances et des dettes des différents secteurs de l'économie au cours de la période envisagée.

Dans cet article, on essaiera surtout de mettre en lumière la dépendance financière réciproque des différents secteurs de l'économie à la fin de 1961. A cet effet, on a tout d'abord simplifié le tableau détaillé

des créances et des dettes en éliminant les types d'engagements. On a ainsi obtenu un tableau ne donnant que le total des dettes (créances) de chaque secteur envers (sur) chacun des secteurs recensés, c'est-à-dire un tableau carré de type ordinaire, dans lequel le nombre de lignes — comprenant les secteurs débiteurs — est égal au nombre de colonnes — comprenant les secteurs créditeurs. Ce tableau simplifié est reproduit ci-contre. Dans l'examen ci-après des liens financiers entre les différents secteurs de l'économie, plusieurs chiffres de ce tableau feront l'objet de ventilations plus détaillées.

Dans les cas où la clarté de l'analyse l'exigera, on complétera l'image des relations financières intersectorielles par une description de la nature des créances ou des dettes qui relient les différents secteurs.

On ne fera pas de commentaire exhaustif du tableau des encours des créances et des dettes à la fin de 1961. On essaiera uniquement de relever les indications saillantes. Celles-ci concernent essentiellement les créances et les endettements des secteurs « Entreprises et particuliers », « Etat » et « Intermédiaires financiers ».

CHAPITRE I

Les créances des entreprises et particuliers à la fin de 1961

Avant d'entamer l'analyse des créances des « Entreprises et particuliers » à la fin de 1961, deux remarques préliminaires s'imposent. Il convient de rappeler tout d'abord que dans les tableaux ci-après, les actions ne sont pas recensées comme des créances. Les raisons de leur élimination ont été énumérées dans le premier article consacré aux encours et mouvements des créances et des dettes dans l'économie belge ⁽¹⁾.

Il convient de souligner ensuite les insuffisances du matériel statistique. Celles-ci ont fait que, dans certains cas, le montant recensé ne couvre qu'une partie du montant réel des créances. Certains chiffres des tableaux ci-après sont donc sous-évalués et ces sous-évaluations sont plus ou moins importantes suivant les possibilités de recensement qui ont prévalu. Ces possibilités ont été largement insuffisantes dans le cas des créances sur l'étranger et des créances intrasectorielles, c'est-à-dire les créances que des entreprises et particuliers détiennent sur d'autres entreprises et particuliers. Par contre, le matériel statistique disponible a sans doute permis de cerner

d'assez près la structure fondamentale des créances des entreprises et particuliers sur les intermédiaires financiers, sur l'Etat et sur les autres secteurs publics.

Lorsque les entreprises et particuliers donnent une affectation à leur épargne financière, ils ne se proposent nullement de financer des secteurs déterminés, mais ils cherchent à acquérir des créances qui répondent à des critères bien définis (liquidité, rendement, sécurité, etc.). Un tableau qui reprend les créances des entreprises et particuliers suivant le seul critère de la personnalité du débiteur de ces créances, ne peut donc servir à l'analyse du comportement de ces agents économiques que dans la mesure où chaque secteur distingué dans le tableau émet un type propre de titre d'endettement. Or, ceci n'est nullement le cas. Plusieurs secteurs émettent des titres d'endettement analogues. Par exemple, des obligations à moyen et à long terme sont émises par l'Etat et par des organismes dont la dette est garantie par l'Etat, notamment des parastatiques d'exploitation et des organismes publics de crédit non monétaires, et le public y souscrit indifféremment. La part relative des obligations de chaque secteur émetteur dans le portefeuille global des

⁽¹⁾ *Bulletin d'Information et de Documentation*, février 1963, pp. 124-126.

entreprises et particuliers peut, en grande partie, dépendre du volume d'obligations émises par chaque secteur. C'est pourquoi, dans le tableau ci-après, les créances des entreprises et particuliers ont été regroupées suivant leur nature, sans tenir compte des secteurs débiteurs de ces créances. Elles ont été classées en quelques grandes catégories sur base du critère de leur liquidité. On a essayé au surplus de séparer les créances des particuliers de celles des entreprises, mais à défaut de matériel statistique suffisamment détaillé, cette distinction n'a pas été possible dans la plupart des cas.

Tableau I.

**Créances des entreprises et particuliers
à la fin de 1961**

Répartition suivant leur nature

	Entreprises - Particuliers (milliards de francs)	(en pour cent du total)
Monnaie	217,4	26,9
Dépôts à terme	29,0	3,6
Dépôts d'épargne et dépôts reçus en carnets ou sur livrets	133,5	16,5
Autres dépôts	11,8	1,4
Obligations et bons de caisse	232,6	28,7
Prêts à moyen et à long terme	10,4	1,3
Réserves de sécurité sociale	26,8	3,3
Réserves mathématiques ...	129,0	15,9
Divers	18,7	2,4
Total ...	809,2	100,0

On constate que, à la fin de 1961, la monnaie et les liquidités quasi monétaires (dépôts à terme, dépôts d'épargne et autres dépôts) représentaient près de la moitié du total des créances des entreprises et particuliers.

Les obligations et bons de caisse qui, à la fin de 1961, représentaient 28,7 p.c. de l'ensemble des créances des entreprises et particuliers, constituent, quant à leur degré de liquidité, une catégorie d'actifs financiers très hétérogène. Tout d'abord, les dates de remboursement des titres détenus par le public sont très disparates : certains bons de caisse et obligations sont près de leur échéance, d'autres en sont éloignés de plusieurs années. Ensuite, la négociabilité n'est pas la même pour les obligations émises par grosses tranches qui sont cotées en bourse, et pour les bons de caisse et obligations émis au robinet qui ne le sont pas. En outre, pour les titres cotés en bourse, la négociabilité diffère suivant qu'il s'agit

d'obligations dont les cours sont surveillés ou non par le Fonds des Rentes.

On ne dispose pas des indications statistiques nécessaires pour classer les bons de caisse et obligations détenus par le public suivant leur échéance. En ce qui concerne leur négociabilité en bourse, on peut faire remarquer que les obligations détenues par le public et émises par l'Etat, les paraétatiques d'exploitation et le secteur public non compris ailleurs sont, en règle générale, cotées en bourse, tandis que celles émises par les banques et les caisses d'épargne privées ne le sont pas; les obligations détenues par le public qui sont émises par les autres secteurs, ne sont cotées en bourse que pour une partie, d'ailleurs non chiffrable. Classés suivant les secteurs émetteurs, les obligations et bons de caisse détenus par le public se répartissaient comme suit :

	(en pour cent du total)
Entreprises non financières	3
Etat	45
Paraétatiques d'exploitation	6
Secteur public non compris ailleurs	7
Organismes monétaires	4
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	4
Organismes publics de crédit non monétaires ...	27
Etranger	4
	<hr/>
	100

La partie de l'épargne financière des entreprises et particuliers qui présente peu ou pas de liquidité, c'est-à-dire les réserves mathématiques, les réserves de sécurité sociale et les prêts à moyen et à long terme, n'intervenait que pour 20,5 p.c. dans le total.

Cette image instantanée de la structure des créances des entreprises et particuliers ne permet évidemment pas de tirer des conclusions générales quant au comportement de ces agents économiques. A cet effet, elle doit être complétée par l'analyse des fluctuations de cette structure à travers les différentes phases de la conjoncture. Un premier essai dans ce sens fera l'objet d'un article ultérieur dans ce *Bulletin*.

Après cet aperçu de la nature des créances des entreprises et particuliers à la fin de 1961, on essaiera de démontrer comment leur choix de créances s'est répercuté sur le financement des secteurs collecteurs de ressources financières. Cet objectif peut être atteint en classant les créances des entreprises et particuliers suivant les secteurs débiteurs de ces créances. Pareil classement est effectué dans le tableau suivant.

Abstraction faite des réserves formulées au début de ce chapitre, il apparaît qu'à la fin de 1961, les trois quarts des créances recensées des entreprises et

Tableau II.

Créances des entreprises et particuliers à la fin de 1961

Totaux sectoriels

	(milliards de francs)	(en pour cent du total)
<i>Créances sur :</i>		
1. Secteurs nationaux non financiers	179,1	22,1
dont : Entreprises et particuliers (créances intrasectorielles)	23,2	2,9
Secteurs publics	155,9	19,2
dont : Paraétatiques d'exploitation	(19,6)	(2,4)
Etat (Trésor)	(107,3)	(13,2)
Secteur public non compris ailleurs	(16,9)	(2,1)
Sécurité sociale	(12,1)	(1,5)
2. Etranger	9,0	1,1
3. Intermédiaires financiers	625,4	77,3
dont : Organismes monétaires	277,3	34,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	130,5	16,1
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	146,1	18,0
Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	8,8
4. Secteurs indéterminés et ajustements	- 4,2	- 0,5
Total général ...	809,2	100,0

particuliers constituaient des actifs financiers indirects, c'est-à-dire des créances sur des intermédiaires financiers. Ceci démontre clairement l'importance du rôle des intermédiaires financiers en tant que créateurs d'actifs financiers que le public veut détenir. Les créances des entreprises et particuliers sur les *organismes monétaires* intervenaient pour près de 45 p.c. dans le total des créances sur les intermédiaires financiers et pour un peu plus d'un tiers dans l'ensemble de leurs créances. On ne perdra cependant pas de vue que les créances des entreprises et des particuliers sur les organismes monétaires n'englobent pas uniquement leurs encaisses monétaires, mais également des liquidités quasi monétaires et des bons de caisse émis par ces organismes. A la fin de 1961, leurs créances sur les organismes monétaires se répartissaient comme suit :

	(en pour cent du total)
Monnaie	78
Dépôts à terme, dépôts sur livrets et dépôts en devises	18
Obligations et bons de caisse	3

Après les organismes monétaires, c'est sur les *organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension* que le secteur « Entreprises et particuliers » a accumulé le plus de créances. En fait, ces créances appartiennent aux particuliers uniquement, car les entreprises ne se constituent pas des réserves mathématiques auprès des organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension. A la fin de 1961, ce secteur financier

général 18 p.c. de l'ensemble des créances des entreprises et particuliers.

Par sous-secteurs, les créances sur les organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension se répartissaient comme suit :

	(milliards de francs)	(en pour cent du total du secteur)
Fonds de pension	75,4	52
Assurance-vie	56,1	38
Accidents de travail	14,6	10
Total ...	146,1	100

Il apparaît ainsi que la plus grande partie (62 p.c.) des créances des particuliers sur le secteur « Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension » constitue une épargne contrainte; la formation de réserves mathématiques auprès des fonds de pension et auprès des caisses d'assurance contre les accidents de travail résulte, en effet, essentiellement d'obligations imposées par la loi ou par le contrat d'emploi. Quant aux créances sur les organismes d'assurance sur la vie, elles constituent une épargne contractuelle; ceci implique que l'acheminement de l'épargne des particuliers vers ces organismes acquiert une certaine automaticité une fois que le contrat d'assurance a été conclu.

Sur un total de 130,5 milliards de créances que les entreprises et particuliers détenaient sur les *caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation*, 86,7 milliards étaient logés dans la seule Caisse d'Epargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Quant aux créances des entreprises et particuliers sur les *organismes publics de crédit non monétaires* — 71,5 milliards à la fin de 1961 —, elles concernaient presque exclusivement des actifs financiers sur le Crédit Communal (42,3 milliards) et la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (26,2 milliards). On sait que ces deux organismes parastataux se financent en grande partie par l'émission au robinet de bons de caisse et d'obligations de 1 an à 20 ans à l'aide d'un réseau étendu de collecte de fonds.

En dehors des intermédiaires financiers, c'est l'*Etat* (Trésor) qui absorbe la plus grande partie de l'épargne des entreprises et particuliers. Par voie d'émissions publiques, il alimente régulièrement le marché en titres à moyen et à long terme. La demande du public pour ces titres est généralement soutenue à cause de leurs caractéristiques de sécurité et de négociabilité. Il convient de souligner que les actifs financiers directs que les entreprises et particuliers peuvent acquérir sur l'*Etat* se limitent pratiquement à des titres à moyen et long terme. On sait, en effet, que le marché des certificats de trésorerie à court terme n'est pas accessible aux particuliers, ni aux entreprises privées non financières.

Les actifs financiers des entreprises et particuliers sur l'*Etat* intervenaient pour près de 60 p.c. dans l'ensemble de leurs créances sur les secteurs nationaux non financiers (179,1 milliards ou 22 p.c. du total général à la fin de 1961).

Le montant des *créances intrasectorielles* du secteur « Entreprises et particuliers » (23,2 milliards à la fin de 1961), c'est-à-dire des créances de certaines

unités du secteur sur d'autres unités du même secteur est peu significatif. Il ne fait pas de doute que ce chiffre est largement sous-estimé. Il ne concerne que les créances intrasectorielles qu'on a pu recenser dans la documentation statistique utilisée, notamment les prêts hypothécaires que des entreprises et des particuliers accordent à d'autres unités de leur secteur. Il ne comprend notamment pas tous les délais de paiement que les entreprises privées non financières s'accordent mutuellement sans intervention des organismes monétaires ou d'autres intermédiaires financiers (*trade credit*).

Le montant recensé des créances des entreprises et des particuliers sur l'*Etranger* (9 milliards à la fin de 1961) appelle également beaucoup de réserves. Dans l'article sur les « Encours et mouvements des créances et des dettes dans l'économie belge », on a fait remarquer que c'est pour le secteur « Etranger » que le recensement des encours d'endettement souffre le plus de lacunes et que les sous-évaluations sont importantes et les plus grandes dans le cas des avoirs des particuliers et des entreprises sur l'étranger; ne sont notamment pas compris dans le recensement leurs avoirs en comptes auprès d'intermédiaires financiers étrangers ou leur portefeuille d'obligations émises à l'étranger par des entreprises et des pouvoirs publics ⁽¹⁾. En fait, le montant recensé n'englobe guère que les avoirs des entreprises et particuliers en titres de la dette publique du Congo émise en Belgique et en obligations émises en Belgique par des sociétés ayant leur principal siège d'exploitation à l'étranger.

(1) *Op. cit.*, p. 158.

CHAPITRE II

Les dettes des entreprises et particuliers à la fin de 1961

Comme pour l'analyse des créances au chapitre précédent, on a tout d'abord regroupé les dettes des entreprises et particuliers suivant leur nature, c'est-à-dire suivant les types d'endettement auxquels ces agents économiques ont recouru pour leur financement. On a essayé en même temps de séparer les dettes des entreprises de celles des particuliers, mais, par suite de l'insuffisance du matériel statistique, cette distinction n'a été possible que dans certains cas.

Le tableau III montre que les entreprises et particuliers se financent en ordre principal par recours à des emprunts à moyen et long terme. Parmi cette

catégorie d'emprunts, on a pu isoler, comme emprunts des entreprises (44,9 milliards), les crédits accordés au secteur privé par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et l'Institut National de Crédit Agricole. Le restant des autres emprunts à moyen et long terme (143,8 milliards) ne peut être réparti avec certitude entre entreprises, d'une part, et particuliers, d'autre part, mais comme il s'agit, en majeure partie, d'emprunts hypothécaires, on peut présumer qu'ils sont, en ordre principal, contractés par des particuliers en vue de la construction de maisons d'habitation.

Tableau III.

Dettes des entreprises et particuliers à la fin de 1961

Répartition suivant leur nature

	Entreprises — Particuliers		Total	En pour cent du total
	(milliards de francs)			
Acceptations, effets commerciaux et promesses	11,4 ¹	32,1	43,5	14,1
Engagements en comptes courants ou d'avances		29,2	29,2	9,5
Obligations	22,6		22,6	7,3
Autres emprunts à moyen et long terme	44,9	143,8	188,7	61,2
Divers		24,4	24,4	7,9
Total ...			308,3	100,0

¹ Montant des crédits accordés sous forme d'acceptations.

L'ensemble des « Autres emprunts à moyen et long terme » (188,7 milliards) des entreprises et particuliers se répartissait comme suit, suivant les secteurs prêteurs de fonds :

	(en pour cent du total)
Entreprises et particuliers (dettes intrasectorielles)	5,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	40,5
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	14,0
Organismes publics de crédit non monétaires	40,0
	100,0

Les emprunts à moyen et long terme que les entreprises et particuliers ont contractés éventuellement auprès des organismes monétaires, se trouvent englobés dans les rubriques « Acceptations, effets commerciaux et promesses » et « Engagements en

comptes courants ou d'avances ». D'ailleurs, l'ensemble du recours à court et à moyen et long terme des entreprises et particuliers aux organismes monétaires est comptabilisé sous ces deux rubriques.

La répartition, par secteur prêteur, de toutes les catégories de dettes des entreprises et particuliers à la fin de 1961 est indiquée dans le tableau IV.

En interprétant ce tableau, on ne peut perdre de vue que les dettes des entreprises et particuliers envers l'étranger, de même que leurs dettes intrasectorielles sont largement sous-estimées. Tout comme dans le cas de leurs créances sur ces mêmes secteurs, l'insuffisance du matériel statistique a fait que les dettes recensées ne couvrent qu'une partie des dettes réelles. Quant aux dettes des entreprises et particuliers envers la Sécurité sociale (7,9 milliards à la fin de 1961), elles sont d'une nature spé-

Tableau IV.

Dettes des entreprises et particuliers à la fin de 1961

Totaux sectoriels

	(milliards de francs)	(en pour cent du total)
<i>Dettes envers :</i>		
1. Secteurs nationaux non financiers	33,6	11,0
dont : Entreprises et particuliers (dettes intrasectorielles)	23,2	7,5
Sécurité sociale	7,9	2,5
2. Etranger	0,2	0,1
3. Intermédiaires financiers	266,4	86,4
dont : Organismes monétaires	59,4	19,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	81,2	26,3
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	46,5	15,1
Organismes publics de crédit non monétaires	79,4	25,7
4. Secteurs indéterminés et ajustements	7,8	2,5
Total général ...	308,3	100,0

ciale. Elles englobent notamment des cotisations courues, mais non encore échues (1).

Si l'on fait abstraction de ces réserves, il apparaît que la grande majorité des dettes des entreprises et particuliers est localisée dans les intermédiaires financiers. Parmi ceux-ci, les secteurs « Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation » et « Organismes publics de crédit non monétaires » sont les crédeurs les plus importants. Le premier secteur accorde en ordre principal des crédits à la construction (prêts hypothécaires), tandis que le second secteur, dont la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est l'organisme financier le plus important, octroie surtout des crédits industriels et commerciaux.

Si l'on envisage l'ensemble des relations financières des entreprises et particuliers avec les intermédiaires financiers, la comparaison des données du tableau II avec celles du tableau IV nous apprend que les créances des entreprises et particuliers sur les intermédiaires financiers (625,4 milliards) excèdent largement leur endettement envers ces mêmes organismes (266,4 milliards). Cette constatation se vérifie pour chaque secteur financier, sauf pour celui des organismes publics de crédit non monétaires :

	Créances des entreprises et particuliers sur	Dettes des entreprises et particuliers envers	Solde des créances et des dettes
(milliards de francs à la fin de 1961)			
Organismes monétaires	277,3	59,3	+218,0
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	130,5	81,2	+ 49,3
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	146,1	46,5	+ 99,6
Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	79,4	- 8,0
Total ...	625,4	266,4	+395,0

A l'exception des organismes publics de crédit non monétaires, dont il sera question plus loin, les intermédiaires financiers émettent, en ordre principal, des types d'endettements (monnaie, dépôts à terme, dépôts d'épargne, réserves mathématiques) dont les entreprises et particuliers sont les principaux, sinon les seuls acquéreurs. D'autre part, ils pratiquent une politique de diversification des crédits et des placements, ce qui fait qu'une partie seulement de leurs créances représente des créances sur les entreprises et particuliers. La diversité des actifs de ces intermédiaires financiers, qui aboutit à une diversité des secteurs financés, repose d'ailleurs en partie sur la

(1) Cf. *Bulletin* de février 1963, p. 124.

législation réglementant les placements de ces intermédiaires. Un facteur spécial influence, en outre, la structure sectorielle des créances des organismes monétaires. Parmi ces organismes, la Banque Centrale doit s'efforcer de détenir un volume relativement important de créances sur l'étranger, c'est-à-dire des liquidités internationales sous forme d'or et de devises, pour pouvoir faire face aux besoins qui naissent des relations avec l'extérieur. Il est donc tout à fait normal que les intermédiaires financiers autres que les organismes publics de crédit non monétaires soient des débiteurs nets des entreprises et particuliers.

La situation est différente dans le cas des organismes publics de crédit non monétaires. Ceux-ci se financent essentiellement au moyen d'un type d'endettement, c'est-à-dire les obligations et bons de caisse, qui, en dehors des entreprises et particuliers, trouve les autres intermédiaires financiers comme acquéreurs importants (1). Certains de ces organismes ont, au surplus, obtenu des avances de l'Etat. Par ailleurs, l'objet social de la plupart des organismes publics de crédit non monétaires (Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Caisse Nationale de Crédit Professionnel, etc.) les oblige à orienter la majeure partie de leurs crédits vers les entreprises et particuliers. Une position débitrice nette de ces derniers envers les organismes publics de crédit non monétaires ne peut donc étonner. Cette position débitrice nette se trouve néanmoins fortement réduite du fait que le Crédit Communal contracte des dettes importantes vis-à-vis des entreprises et particuliers et n'accorde guère de crédits à ce secteur.

*
**

Au total, l'épargne financière nette du secteur « Entreprises et particuliers », c'est-à-dire la différence entre l'encours des créances et l'encours des dettes de ces agents économiques, s'élevait, à la fin de 1961, à 500,9 milliards. Ce montant représente en fait la fortune financière, nette des endettements, de l'ensemble des entreprises non financières et des particuliers ou, en d'autres termes, toutes les épargnes financières que ceux-ci ont accumulées jusqu'à la date du 31 décembre 1961 (2). Pour situer son importance, on peut faire remarquer que la valeur de cette fortune financière dépassait de 16,2 milliards le revenu national net de 1961 (484,7 milliards).

(1) Lorsque des obligations des organismes publics de crédit sont détenues par d'autres intermédiaires financiers (par exemple, les caisses d'épargne), elles constituent en fait une dette indirecte des organismes publics de crédit envers les entreprises et particuliers.

(2) Il importe de rappeler encore une fois que les actions n'ont pas été prises en considération dans le calcul des épargnes financières des entreprises et particuliers.

CHAPITRE III

Les créances et les dettes de l'Etat à la fin de 1961

On rappellera tout d'abord que la situation financière de l'Etat, telle qu'elle apparaît dans la statistique des encours des créances et des dettes, est établie à partir de documents officiels — principalement la « Situation générale du Trésor public au 1^{er} janvier 1962 » et les documents budgétaires — complétés par des données contenues dans les bilans d'autres organismes ou secteurs. Certaines créances sur/ou dettes envers l'Etat, qui apparaissent dans les bilans d'autres organismes ou secteurs, ne figurent pas dans les documents officiels relatifs à la situation financière de l'Etat.

Sur base des sources susmentionnées, les dettes de l'Etat s'élevaient, à la fin de 1961, à 420,4 milliards et les créances à 54,4 milliards. Il importe d'attirer l'attention sur le caractère *sui generis* des créances de l'Etat. Certaines de ces créances, comme celle sur le Fonds Monétaire International, sont la contrepartie exacte d'engagements de même nature, d'autres constituent des créances dont le caractère récupérable est douteux.

Près de 45 p.c. de l'ensemble des créances de l'Etat consistaient en créances sur l'étranger : notamment sa participation au Fonds Monétaire International (8,9 milliards), à la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (2,3 milliards), à la Banque Européenne d'Investissement (1,1 milliard), des avances récupérables pour l'équipement économique et le développement social du Ruanda-Urundi (5,2 milliards) et la créance sur le Grand-Duché de Luxembourg (1,4 milliard) résultant de la mise à la disposition du Grand-Duché de billets belges nécessaires pour le retrait des marks mis en circulation sur son territoire pendant la guerre 1940-1945 (convention du 31 mai 1944).

Parmi les autres encours importants de créances de l'Etat, il y avait les créances sur les organismes publics de crédit non monétaires (10,3 milliards), les paraétatiques d'exploitation (4,5 milliards) et le secteur public non compris ailleurs (3,7 milliards).

Les créances de l'Etat sur les organismes publics de crédit non monétaires concernaient pour plus de la moitié des créances sur la Société Nationale du Logement (anciennement, Société Nationale des Habitations et Logements à Bon Marché). Cette société a reçu pendant les périodes 1920 à 1925 et 1948-1949 des avances de l'Etat remboursables en 66 ans et le solde restant dû à la fin de 1961 s'élevait à 1,7 milliard; elle a, par ailleurs, bénéficié

des souscriptions de l'Etat (3,9 milliards) à ses emprunts émis en vertu des lois du 15 avril 1949 (loi Brunfaut) et du 27 juin 1956. La première de ces lois disposait : « l'Etat est tenu de souscrire aux emprunts de la Société Nationale du Logement et de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne, dans la mesure où cette souscription est nécessaire pour assurer à ces sociétés des investissements annuels respectivement de 2.000 millions et de 450 millions de francs, pour chacune des années 1950 à 1955 inclusivement ». Par la loi du 27 juin 1956, les montants prévus dans la loi Brunfaut ont été portés respectivement à 2.400 et 600 millions pour chacune des années 1956 à 1960 inclusivement. Les souscriptions de l'Etat aux emprunts de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne émis en vertu des lois mentionnées atteignaient, à la fin de 1961, 0,6 milliard, tandis que les avances de l'Etat à cette même Société se chiffraient à 0,7 milliard. Le restant des créances de l'Etat sur les organismes publics de crédit non monétaires représentait essentiellement des créances sur la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Celle-ci a reçu des capitaux de l'Etat pour le financement des crédits réalisés ou à réaliser sous le régime des lois budgétaires du 30 mai 1949 et du 26 juillet 1952, de la loi du 23 août 1948, article 6bis, et des conventions du 25 novembre 1960 et du 21 juin 1961 : il s'agit de capitaux pour le Fonds d'aide « Marshall » (1,7 milliard), le Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes (1,2 milliard), le Fonds d'aide à des entreprises exerçant leur activité au Congo (6 millions) et le Fonds d'aide à l'industrie charbonnière (66 millions).

Les créances de l'Etat sur les paraétatiques d'exploitation concernaient presque exclusivement des avances diverses à la Société Nationale des Chemins de fer belges (4,3 milliards) ⁽¹⁾.

Les créances de l'Etat sur le secteur public non compris ailleurs se rapportaient pour une large part (2,2 milliards) à une dette de la Banque d'Emission (organisme dont la liquidation n'était pas achevée en 1961); cette dette vise principalement le reliquat de sommes déposées par le Trésor à la Banque

(1) Ce montant n'englobe pas les avances budgétaires qui ont été consenties à la S.N.C.B. pendant la période 1940 à 1946 (loi du 29 juin 1948) et qui s'élèvent à 12,7 milliards.

Ces avances budgétaires qui, dans la « Situation générale du Trésor public au 1^{er} janvier 1962 », figurent parmi les créances de l'Etat, n'ont pas été prises en considération, la S.N.C.B. ne les reprenant pas comme engagements dans son bilan.

d'Emission pendant la guerre de 1940-1945, en vertu de l'arrêté du 31 juillet 1940 (1,9 milliard).

En ce qui concerne les dettes de l'Etat, elles étaient localisées dans les secteurs suivants :

On observe dès l'abord qu'à la fin de 1961 plus de un tiers de la dette de l'Etat était logé dans les organismes monétaires. Cette situation était, en bonne partie, liée à des dispositions légales. La Ban-

Tableau V.

Dettes de l'Etat à la fin de 1961

Totaux sectoriels

	(milliards de francs)	(en pour cent du total)
<i>Dettes envers :</i>		
1. Secteurs nationaux non financiers	116,8	27,8
dont : Entreprises et particuliers	107,3	25,5
Secteurs publics ¹	9,5	2,3
2. Etranger	45,7	10,9
3. Intermédiaires financiers	249,0	59,2
dont : Organismes monétaires	149,7	35,6
Fonds des Rentes	4,9	1,2
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	35,4	8,4
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	39,4	9,4
Organismes publics de crédit non monétaires ..	19,7	4,7
4. Secteurs indéterminés et ajustements	8,8	2,1
Total général ...	420,4	100,0

¹ Paraétatiques d'exploitation, Secteur public non compris ailleurs, Sécurité sociale.

que Nationale détenait à ce moment une dette consolidée de l'Etat de 34 milliards, en vertu de la loi du 28 juillet 1948 (art. 3, § b) et de la loi du 19 juin 1959 (art. 3), ainsi que des effets publics pour un montant de 6,5 milliards ⁽¹⁾ en vertu de la convention du 14 septembre 1948. Les banques de dépôts, de leur côté, avaient un portefeuille de certificats A (19,8 milliards) et de certificats B (8 milliards), ainsi que d'autres titres de la dette de l'Etat d'une valeur nominale de 41,2 milliards, dont la majeure partie était détenue en vertu des obligations du régime des coefficients de couverture bancaire ⁽²⁾. A la fin de 1961, les banques avaient néanmoins un « excédent de couverture » ⁽³⁾ de 4,9 milliards. L'Office des Chèques Postaux qui, pour les besoins de l'analyse, a été considéré comme un organisme monétaire dissocié du Trésor ⁽⁴⁾, avait à la fin de

1961 une « créance » de 32,8 milliards sur le Trésor, résultant de ses propres engagements envers des tiers.

Les secteurs groupant des placeurs institutionnels, à savoir les caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et les organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension détenaient également une partie importante de la dette de l'Etat (17,8 p.c. de l'ensemble). Ces secteurs, du moins les organismes privés qui en font partie, sont obligés d'affecter une partie de leurs ressources à des achats de fonds publics ⁽¹⁾.

Il serait néanmoins erroné d'imputer l'importance de la dette de l'Etat détenue par ces secteurs aux dispositions du contrôle légal des placements. En analysant ci-après la structure des créances des différents groupes d'intermédiaires financiers, on montrera que, dans les organismes qui sont tenus à des normes quantitatives de placement, les placements effectifs en titres publics dépassent nettement les minima légaux requis. La faveur dont jouissent les titres publics auprès de ces groupes d'intermédiaires financiers semble essentiellement due au fait qu'ils répondent aux impératifs d'une politique prudente de placement (sécurité, régularité du rendement, liquidité) que suivent les organismes d'assurances et les caisses d'épargne. On a également formulé l'hypo-

⁽¹⁾ Le Trésor belge dispose d'une marge de 10 milliards auprès de la Banque Nationale de Belgique.

⁽²⁾ Depuis la réforme du marché monétaire du début de 1962, le coefficient de couverture a été abrogé pour tout accroissement ultérieur des dépôts par rapport à une période de référence; cet assouplissement continuait à imposer aux banques la détention d'un montant minimal d'effets publics (« plancher ») jusqu'au 1^{er} janvier 1963, date à laquelle cette disposition a été abrogée par un arrêté de la Commission bancaire.

⁽³⁾ Des titres et fonds publics que les banques détenaient librement en dehors des obligations de couverture.

⁽⁴⁾ L'article 163 de l'arrêté royal du 10 septembre 1936 codifiant la législation postale en service intérieur, stipule : « Les opérations financières du service des chèques sont consignées dans la comptabilité générale de l'Etat; les fonds disponibles du service sont gérés par le Département des Finances ».

⁽¹⁾ Dans le chapitre V, on donnera des détails à ce sujet.

thèse que certains de ces intermédiaires n'ont pas trouvé d'occasions suffisantes de procéder à d'autres placements.

Les entreprises et les particuliers détenaient environ un quart de la dette de l'Etat. On a vu ci-avant que, dans l'ensemble de leurs créances, leurs avoirs sur l'Etat intervenaient pour 13 p.c.

La dette de l'Etat envers l'Etranger, qui atteignait 45,7 milliards à la fin de 1961, se décomposait en certificats à court terme (19,9 milliards) et en obligations accessibles et non accessibles à tout plaçant (25,7 milliards). Les certificats à court terme englobaient notamment les certificats remis au Fonds Monétaire International (8,9 milliards) en représentation, à due concurrence, de la quote-part de la Belgique, ainsi que des certificats en or et en monnaies étrangères logés dans des banques étrangères (6,8 milliards). D'une façon générale, la dette de l'Etat envers l'Etranger, telle qu'on l'a calculée, comprend la dette directe en francs belges que l'on sait logée à l'étranger, ainsi que toute la dette directe et indirecte en monnaies étrangères, sauf la partie de cette dette, qui, d'après les statistiques disponibles, est localisée dans les organismes monétaires et financiers établis en Belgique (1).

La dette de l'Etat envers l'Etranger à la fin de 1961 était presque deux fois aussi importante que les créances extérieures de l'Etat (23,8 milliards). Abstraction faite des créances et des dettes qui n'ont pas donné lieu à un flux effectif de financement, à savoir les créances et les dettes résultant de l'intervention de l'Etat dans la participation de la Belgique au Fonds Monétaire International (8,9 milliards) et la dette envers le Ruanda-Urundi sous

(1) Faute de documentation, on a admis que les entreprises non financières et les particuliers belges ne détiennent pas des titres de la dette directe et indirecte en monnaies étrangères; il en résulte que le montant mentionné ici de la dette de l'Etat envers l'Etranger est surévalué.

forme de certificats à court terme en francs belges (0,1 milliard), les créances et les dettes de l'Etat vis-à-vis de l'Etranger se chiffraient respectivement à 14,9 et à 36,7 milliards.

*
**

D'une façon générale, l'Etat avait, à la fin de 1961, une dette nette, c'est-à-dire un excédent des dettes sur les créances envers chacun des secteurs de l'économie, sauf envers les paraétatiques d'exploitation et les organismes de la Sécurité sociale. Sur ces deux derniers secteurs, il avait une créance nette de faible importance. On a déjà vu ci-avant que l'Etat a fait d'importantes avances à la Société Nationale des Chemins de fer belges, tandis qu'en raison de leur objet social, les paraétatiques d'exploitation affectent une très faible partie seulement de leurs ressources à des placements en fonds publics. Des éléments analogues expliquent la position débitrice des organismes de Sécurité sociale vis-à-vis de l'Etat : ceux-ci, notamment le Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité et l'Office National de l'Emploi, ont reçu des avances assez importantes de l'Etat et leurs placements en titres de la dette de l'Etat n'ont pas atteint le même niveau.

Au total, l'Etat avait, à la fin de 1961, une dette nette de 366 milliards envers l'ensemble des autres secteurs de l'économie. Ce montant représente les déficits financiers de l'Etat, cumulés jusqu'à la fin de 1961. Il ne correspond cependant pas à une désépargne de l'Etat. En effet, il n'y a désépargne de l'Etat que dans la mesure où celui-ci s'endette pour financer des dépenses courantes. On ne dispose pas de statistique sur la valeur nette des investissements effectués jusqu'à la fin de 1961 à l'aide des moyens financiers de l'Etat. Mais il ne fait pas de doute qu'une grande partie de l'endettement de l'Etat a des investissements comme contrepartie.

CHAPITRE IV

Les dettes des intermédiaires financiers à la fin de 1961

On a vu dans le premier chapitre de cet article que les trois quarts des créances recensées des entreprises et particuliers constituaient des actifs financiers indirects, c'est-à-dire des actifs qui avaient des dettes d'intermédiaires financiers comme contrepartie. Au total, les ressources collectées (ou créées dans le cas des engagements à vue des organismes monétaires) par les différents groupes d'inter-

médiaires financiers (1) appartenaient aux secteurs suivants :

(1) Dans cette analyse de l'ensemble des dettes des intermédiaires financiers, on n'a pas tenu compte des dettes du Fonds des Rentes. De même, dans le chapitre suivant, relatif à l'ensemble des créances des intermédiaires financiers, on ne prendra pas en considération les créances du Fonds des Rentes. En raison de son rôle tout à fait particulier sur les marchés (Voir suite de la note à la page suivante.)

Tableau VI.

Dettes des intermédiaires financiers à la fin de 1961

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Organismes monétaires	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires ¹	Total
<i>Dettes envers :</i>					
1. Secteurs nationaux non financiers .	294,5	134,5	147,7	87,1	663,8
dont : Entreprises et particuliers .	277,3	130,5	146,1	71,4	625,3
Secteurs publics ²	17,2	4,0 ³	1,7 ⁴	15,6	38,5
dont : Etat	(3,6)	(...)	(0,6)	(10,3)	(14,5)
Secteur public non compris ailleurs ...	(10,3)	(...)	(...)	(3,3)	(13,6)
2. Etranger	35,3	...	0,1	2,6	38,0
3. Intermédiaires financiers	21,8	1,2	6,9	50,4	80,3
4. Secteurs indéterminés et ajustements	8,5	2,2	1,8	5,7	18,2
Total général ...	360,2	137,9	156,5	145,8	800,4

¹ Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour leur activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique, Institut National de Crédit Agricole, Institut de Récompte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Office Central de Crédit Hypothécaire, Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie, Société Nationale du Logement, Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
² Paraétatiques d'exploitation, Etat, Secteur public non compris ailleurs, Sécurité sociale.
³ Dont 3,4 milliards envers la Sécurité sociale.
⁴ Dont 1,1 milliard envers la Sécurité sociale.

Il ressort de ce tableau que pour l'ensemble des intermédiaires financiers considérés, l'origine des ressources financières s'établit comme suit :

	(en pour cent du total)
Entreprises et particuliers	77
Secteurs publics non financiers	5
Etranger	5
Intermédiaires financiers	11
Secteurs indéterminés et ajustements	2
	<hr/> 100

Si l'on exclut les passages de fonds entre les intermédiaires financiers pour ne dégager que l'origine de leurs ressources nettes (723 milliards), on obtient la répartition suivante :

	(en pour cent du total)
Entreprises et particuliers	87
Secteurs publics non financiers	5
Etranger	5
Secteurs indéterminés et ajustements	3
	<hr/> 100

Cette structure d'ensemble relative à l'origine des ressources des intermédiaires financiers ne se

(Suite de la note de la page précédente.)

monétaire et financier, on n'a pas voulu confondre l'activité de cet organisme avec celle des autres intermédiaires financiers. On remarquera cependant que le Fonds des Rentes n'a pas pu être exclu de l'analyse dans la mesure où les autres intermédiaires financiers ont des dettes envers cet organisme (chapitre IV) ou des créances sur cet organisme (chapitre V).

retrouve pas au niveau de chaque secteur financier. En ce qui concerne la part des *entreprises et particuliers* dans les ressources totales de chaque groupe d'intermédiaires financiers, elle varie d'un secteur à l'autre, ainsi qu'il ressort des pourcentages ci-après :

Ressources provenant des entreprises et particuliers

	(en pour cent des ressources totales ¹)
Organismes monétaires	77
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	95
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	93
Organismes publics de crédit non monétaires ...	49

¹ Y compris les ressources provenant d'intermédiaires financiers.

En comparant ces pourcentages aux indications du tableau VII, il apparaît clairement que la part des entreprises et particuliers dans les ressources totales de chaque groupe d'intermédiaires financiers est étroitement liée aux types d'endettement qu'émettent ceux-ci.

On constate que les placeurs institutionnels (caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension) s'endettent principalement sous forme de dépôts d'épargne ou de réserves mathématiques, c'est-à-dire des types d'endettement que n'acquiert que les particuliers. Par contre, les organismes publics de crédit non monétaires se

Tableau VII.

Dettes des intermédiaires financiers à la fin de 1961

Répartition suivant leur nature

(en pour cent du total des dettes)

	Organismes monétaires	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Ensemble des intermédiaires financiers
Monnaie	65,9	—	—	—	29,7
Dépôts à terme	7,6	3,4	—	3,0	4,5
Dépôts d'épargne, dépôts reçus en carnets ou sur livrets	4,5	82,2	—	2,6	16,7
Autres dépôts	2,2	2,8	—	1,0	1,7
Obligations et bons de caisse	2,4	6,5	4,5	80,5	17,8
Réserves mathématiques	—	0,4	82,1	—	16,1
Divers	17,4 ¹	4,7	13,4	12,9	13,5
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

¹ Y compris les engagements envers l'étranger.

financent en majeure partie par émission d'obligations et de bons de caisse, qui sont achetés, en guise de placements, non seulement par les entreprises et particuliers, mais également par les intermédiaires financiers.

Les organismes monétaires occupent une position particulière. Leur principal type d'engagement, la monnaie, dont ils sont les seuls émetteurs, peut être acquis par tous les secteurs de l'économie, mais la majeure partie est détenue par les entreprises et particuliers. Il en est de même de leurs engagements sous forme de dépôts non monétaires et d'obligations et bons de caisse ⁽¹⁾. Ces organismes sont aussi les seuls intermédiaires financiers qui contractent des engagements relativement importants vis-à-vis de l'étranger ⁽²⁾.

S'il est vrai que chaque groupe d'intermédiaires financiers a un type d'endettement spécifique et dominant, on constate néanmoins que plusieurs groupes d'intermédiaires financiers se financent à la fois au moyen de dépôts à terme et de dépôts d'épargne et d'émissions de bons de caisse et d'obligations.

⁽¹⁾ On ne dispose pas d'indications sur la localisation sectorielle des obligations et bons de caisse émis par les banques. On a, dès lors, supposé que l'entière de leurs obligations et bons de caisse est détenue par les entreprises et particuliers. Une même solution arbitraire a d'ailleurs dû être choisie en ce qui concerne la localisation des obligations et bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées. L'erreur ainsi commise est sans doute relativement peu importante. En tout cas, un perfectionnement récent du matériel statistique nous permettra de déterminer la localisation exacte des obligations et bons de caisse émis par les banques et les caisses d'épargne privées, à partir de la fin de 1962.

⁽²⁾ Il est cependant probable que, par suite de l'insuffisance des possibilités de recensement, les dettes envers l'étranger des autres catégories d'intermédiaires financiers aient été sous-estimées.

L'encours global, à la fin de 1961, de chacune de ces trois formes d'endettement se répartissait comme suit entre les différents secteurs émetteurs :

	Dépôts à terme	Dépôts d'épargne, dépôts reçus en carnets ou sur livrets	Obligations et bons de caisse
(en pour cent du total)			
Organismes monétaires	75	12	6
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	13	85	6
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	—	—	5
Organismes publics de crédit non monétaires	12	3	83
	100	100	100

Il convient de faire remarquer ici que les obligations et bons de caisse ne constituent nullement des instruments de financement courants pour le secteur « Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension ». Parmi les organismes financiers de ce secteur, il n'y a, en fait, que deux fonds de pension — la Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie et l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants ⁽¹⁾ — qui ont recouru à ce mode de financement. Les obligations émises par ces fonds de pension (7,1 milliards) ne sont d'ailleurs pas accessibles au public; elles sont en majeure partie (5 milliards) détenues par d'autres fonds de pension et par des organismes d'assurance-vie et accidents de travail.

⁽¹⁾ Anciennement, Fonds de Solidarité et de Garantie.

On a déjà pu constater plus haut que les organismes publics de crédit non monétaires constituent le seul groupe d'intermédiaires financiers dont la grande majorité des ressources ne provient pas directement du secteur « Entreprises et particuliers ». On a également fait remarquer que cette situation est liée au fait que ces organismes se financent principalement par émissions d'obligations et bons de caisse. Une partie relativement importante (20,7 milliards) de l'encours total des obligations et bons de caisse émis par les organismes publics de crédit non monétaires (117,4 milliards) comporte des titres non accessibles à tout placeur ⁽¹⁾. En ce qui concerne leurs obligations et bons de caisse accessibles à tout placeur (96,7 milliards), ils étaient localisés en dehors du secteur « Entreprises et particuliers » à concurrence d'un tiers environ. L'encours total des obligations et bons de caisse — accessibles et non accessibles à tout placeur — émis par les organismes publics de crédit non monétaires se répartissait comme suit entre les principaux secteurs détenteurs :

	<i>(en pour cent du total)</i>
Entreprises et particuliers	53
Organismes monétaires	6
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	14
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	21
Autres secteurs	6
	100

On constate que les organismes publics de crédit non monétaires se financent, en bonne partie, auprès

⁽¹⁾ Il s'agit, en ordre principal, d'obligations et bons de caisse émis par la Société Nationale du Logement (12,7 milliards), la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (4,3 milliards) et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique (2,3 milliards).

des organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension et des caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation. Ceci constitue, en fait, un financement indirect par les entreprises et particuliers, car les ressources de ces deux groupes d'intermédiaires financiers proviennent quasi intégralement de ces agents économiques.

En dehors des organismes publics de crédit non monétaires et du Fonds des Rentes, il n'y a pas d'autres catégories d'organismes financiers qui récoltent une partie relativement importante de leurs ressources auprès d'autres *intermédiaires financiers*. Le tableau VIII donne l'endettement réciproque des intermédiaires financiers à la fin de 1961. Contrairement au principe énoncé au début de ce chapitre, on y a également tenu compte des dettes du Fonds des Rentes, en raison de sa dépendance financière vis-à-vis des autres secteurs financiers.

Les engagements des intermédiaires financiers envers l'Etat (14,5 milliards : voir tableau VI ci-avant) ne constituent qu'une très petite fraction de l'ensemble de leurs ressources. Ils n'atteignent une certaine ampleur que dans le cas des organismes publics de crédit non monétaires : 7 p.c. de leurs moyens financiers. Dans le chapitre relatif aux créances de l'Etat, on a vu que les engagements de ces organismes envers l'Etat concernent essentiellement des avances ou crédits du Trésor à la Société Nationale du Logement et à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

Les dettes des intermédiaires financiers envers le secteur public non compris ailleurs (13,6 milliards : voir tableau VI) concernent en majeure partie des dettes des organismes monétaires et plus spécialement des engagements monétaires du Crédit Communal envers les provinces, les communes et d'autres administrations subordonnées (6,3 milliards) et des

Tableau VIII. **Endettement réciproque des intermédiaires financiers à la fin de 1961**
(milliards de francs)

	Organismes monétaires	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Fonds des Rentes	Total
<i>Dettes envers :</i>						
Organismes monétaires	(12,0)	0,2	0,9	7,3	11,0	31,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	2,2	(0,1)	0,1	17,6	...	19,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	1,4	0,6	(5,8)	24,2	...	32,1
Organismes publics de crédit non monétaires	0,4	0,2	...	(0,5)	...	1,1
Fonds des Rentes	5,8	...	...	0,9	...	6,7
Total ...	21,8	1,2	6,9	50,4	11,0	91,2

avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux (3,7 milliards).

Les dettes recensées des intermédiaires financiers envers l'*Etranger* (38,1 milliards à la fin de 1961) concernent presque exclusivement des engagements

des organismes monétaires (35,3 milliards). Il s'agit en grande partie d'engagements des banques de dépôts qui ont comme contrepartie des créances sur l'étranger de la Banque Nationale et des banques de dépôts.

CHAPITRE V

Les créances des intermédiaires financiers à la fin de 1961

Classées suivant les secteurs débiteurs, les créances des intermédiaires financiers — à l'exception de celles du Fonds des Rentes (1) — présentaient à la fin de 1961 la structure suivante :

(1) Voir note (1) au bas de la page 271.

Tableau IX.

Créances des intermédiaires financiers à la fin de 1961

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Organismes monétaires	Cuisses d'épargne sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total
<i>Créances sur :</i>					
1. Secteurs nationaux non financiers .	217,5	125,4	108,7	148,0	599,6
dont : Entreprises et particuliers .	59,4	81,2	46,5	79,4	266,4
Secteurs publics ¹	158,1	44,3	62,0	68,6	333,0
dont : Etat	(149,7)	(35,4)	(39,4)	(19,7)	(244,2)
Paraétatiques d'exploitation	(4,5)	(4,6)	(8,6)	(3,6)	(21,3)
Secteur public non compris ailleurs .	(3,9)	(4,3)	(13,4)	(45,3)	(67,0)
2. Etranger	113,1	1,4	3,9	3,1	121,6
3. Intermédiaires financiers	31,3	19,9	32,1	1,1	84,4
4. Secteurs indéterminés et ajustements	9,9	1,0	- 0,8	- 3,2	6,9
Total général ...	371,8	147,8	143,9	149,1	812,6

¹ Paraétatiques d'exploitation, Etat, Secteur public non compris ailleurs, Sécurité sociale.

Il ressort du tableau ci-dessus qu'au total les créances de tous les intermédiaires financiers réunis se répartissaient comme suit entre les secteurs bénéficiaires :

	(en pour cent du total)	(pour mémoire)
Entreprises et particuliers	32	(77)
Secteurs publics non financiers ...	41	(5)
dont : Etat	(30)	(2)
Etranger	15	(5)
Intermédiaires financiers	11	(11)
Secteurs indéterminés et ajustements	1	(2)
	100	(100)

Les pourcentages entre parenthèses de la colonne pour mémoire rappellent l'importance relative de chacun des secteurs considérés comme source de fonds pour l'ensemble des intermédiaires financiers. La confrontation des deux séries de pourcentages permet de constater qu'à la fin de 1961, les entreprises et particuliers avaient une position nettement créditrice vis-à-vis des intermédiaires financiers, tandis que l'inverse se vérifiait pour les secteurs publics non financiers, notamment l'Etat, et pour l'Etranger.

La répartition sectorielle des créances, relevée ci-dessus pour l'ensemble des intermédiaires financiers, constitue une synthèse de situations assez dif-

férentes au niveau de chaque groupe d'intermédiaires financiers. Aussi cette image d'ensemble doit-elle être complétée par une description des créances de chacun de ces groupes si l'on veut se faire une idée exacte du rôle des intermédiaires financiers dans le financement des secteurs nationaux et de l'Etranger.

A. *Les créances des organismes monétaires.*

Par secteurs débiteurs, les créances des organismes monétaires, à la fin de 1961, se répartissaient comme suit :

	(en pour cent du total)
Entreprises et particuliers	16
Secteurs publics non financiers	43
dont : Etat	(40)
Etranger	30 ¹
Intermédiaires financiers	8
Secteurs indéterminés et ajustements	3
	100

¹ Y compris l'or de la Banque Nationale. Il est, en outre, bon de rappeler qu'une partie des créances sur l'étranger des organismes monétaires constitue simplement la contrepartie d'engagements envers l'étranger de ces mêmes organismes.

On constate que, parmi les créances des organismes monétaires, les actifs sur l'Etat constituaient de loin le poste le plus important. On a déjà signalé ci-avant, dans le chapitre relatif aux dettes de l'Etat, que les engagements de celui-ci envers les organismes monétaires représentaient plus d'un tiers de la dette totale de l'Etat. On a également expliqué à ce moment que la localisation d'une partie importante de la dette publique dans les organismes monétaires s'expliquait en grande partie par des dispositions légales.

Classées d'après leur nature, les créances des organismes monétaires sur l'Etat (149,7 milliards) présentaient la structure suivante :

	(en pour cent du total)
Fonds de tiers ¹	21
Certificats à court terme	34
Obligations	45
dont : Obligations accessibles à tout placeur	(20)
	100

¹ Il s'agit de la contrepartie des avoirs des particuliers auprès de l'Office des Chèques Postaux ainsi que de l'avoir du Fonds Monétaire auprès du Trésor.

Les obligations non accessibles à tout placeur, qui représentent plus de la moitié du total des obligations d'Etat détenues par les organismes monétaires, concernent presque exclusivement la créance consolidée sur l'Etat logée à la Banque Nationale.

On a déjà signalé ci-avant que les organismes monétaires constituent le seul groupe d'intermédiaires financiers qui détient d'importantes créances sur l'Etranger (113,1 milliards). La majorité de ces

créances était localisée à la Banque Nationale (93,8 milliards), qui, en raison de ses fonctions dans les relations monétaires internationales, détenait de l'or (62,4 milliards), des monnaies étrangères (20,4 milliards) et d'autres actifs comme la créance (8 milliards) sur le Fonds Monétaire International.

Les créances des organismes monétaires sur les *entreprises et particuliers* et sur les *paraétatiques d'exploitation* (63,9 milliards) étaient presque intégralement logées dans les banques de dépôts. A la fin de 1961, la Banque Nationale n'en détenait que pour 2,7 milliards, sous forme d'acceptations et d'effets commerciaux. Pour l'ensemble des organismes monétaires, les créances sur les entreprises et particuliers et sur les paraétatiques d'exploitation se répartissaient en :

	(en pour cent du total)
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	49
Crédits en comptes courants ou d'avances	47
Obligations (des paraétatiques d'exploitation) ...	4
	100

Les créances sous forme d'acceptations, effets commerciaux et promesses et sous forme de crédits en comptes courants et d'avances concernent, en ordre principal, des crédits à court terme aux entreprises. Elles englobent également des crédits à moyen et à long terme aux entreprises, mais les statistiques disponibles ne permettent pas d'établir le montant exact de ceux-ci. Une partie importante des crédits que les banques accordent sous forme de prêts personnels et pour le financement des ventes à tempérament échoit à des particuliers. D'après les données de l'Institut National de Statistique, l'encours global des crédits bancaires finançant des ventes à tempérament s'élevait, à la fin de 1961, à 3,8 milliards.

Les créances des organismes monétaires sur les *intermédiaires financiers* (31,3 milliards) englobaient notamment des certificats du Fonds des Rentes (11 milliards), des obligations et bons de caisse émis par les organismes publics de crédit non monétaires (7,2 milliards) et des créances intrasectorielles du secteur des organismes monétaires (12 milliards) ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Ces créances intrasectorielles se décomposaient comme suit :

	(milliards de francs)
Pièces et billets détenus par des organismes monétaires	2,9
Autres créances des banques de dépôts sur la Banque Nationale	4,0
Autres créances des banques de dépôts sur les organismes publics monétaires	1,8
Créances des banques de dépôts sur d'autres banques de dépôts	3,0
Créances des organismes publics monétaires sur les banques de dépôts	0,3

B. *Les créances des caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation.*

La structure des créances du secteur « Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation » est largement déterminée par la Caisse Générale d'Epargne. L'importance financière de cette seule caisse d'épargne publique dépasse de loin celle de l'ensemble des caisses d'épargne privées et des sociétés hypothécaires et de capitalisation : à la fin de 1961, la Caisse Générale d'Epargne détenait 70 p.c. des créances totales du secteur sous revue.

Ventilées suivant les secteurs débiteurs, les créances de ces organismes se répartissaient comme suit à la fin de 1961 :

	Caisse Générale d'Epargne	Caisse d'épargne privées, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Ensemble du secteur
	<i>(en pour cent du total des créances)</i>		
<i>Créances sur :</i>			
Entreprises et particuliers	52	64	55
Secteurs publics non financiers	34	21	30
dont : Etat	(27)	(16)	(24)
Etranger	1	...	1
Intermédiaires financiers	13	15	14
	100	100	100

On remarque que la majorité des créances de ce secteur consiste en crédits aux entreprises et particuliers. La prépondérance de cette catégorie de crédits est plus accentuée dans les caisses d'épargne privées que dans la Caisse Générale d'Epargne. Un tiers des créances de celle-ci — contre un cinquième dans le cas des caisses d'épargne privées — comprend des actifs financiers sur l'Etat et des administrations publiques subordonnées. Les créances des caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation sur les intermédiaires financiers (19,9 milliards) concernaient essentiellement des créances sur les organismes publics de crédit non monétaires (17,6 milliards).

En ce qui concerne la nature des créances du secteur sous revue, les créances sur les entreprises et particuliers comprenaient en majeure partie des prêts hypothécaires, tandis que les créances sur l'Etat, les autres secteurs publics non financiers et les organismes publics de crédit non monétaires étaient représentées essentiellement par des obligations et bons de caisse. L'importance relative de ces deux catégories d'actifs dans l'ensemble des créances de la

Caisse Générale d'Epargne et des caisses d'épargne privées, ressort des pourcentages ci-après :

	Caisse Générale d'Epargne	Caisse d'épargne privées, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Ensemble du secteur
	<i>(en pour cent du total des créances)</i>		
Prêts hypothécaires	37	56	43
Obligations et bons de caisse .	42	32	39
Autres créances	21	12	18
	100	100	100

La répartition, suivant les secteurs débiteurs et suivant leur nature, des créances du secteur « Caisse d'épargne, société hypothécaires et de capitalisation » peut avoir été influencée par les dispositions légales concernant les opérations actives des organismes du secteur en question. Aussi bien dans le cas des caisses d'épargne privées que dans le cas de la Caisse Générale d'Epargne, le législateur énumère limitativement les types d'opérations de crédit et de placement qu'elles peuvent effectuer. Les caisses d'épargne privées ne peuvent, par exemple, pas détenir des obligations industrielles ou des actions de sociétés en contrepartie de leurs dépôts d'épargne. Les placements définitifs qu'elles peuvent faire au profit direct des entreprises et particuliers se limitent pratiquement aux prêts hypothécaires. Mais on ne peut pas perdre de vue que d'autres catégories d'affectation de leurs ressources, notamment leurs souscriptions aux obligations et bons de caisse des organismes publics de crédit, profitent indirectement aux entreprises et particuliers.

Les placements autorisés des caisses d'épargne privées — et non pas ceux de la Caisse Générale d'Epargne — sont, au surplus, soumis à certaines normes quantitatives pour autant qu'ils constituent la contrepartie de dépôts d'épargne à moins de deux ans. Un minimum légal est imposé pour des placements en titres du secteur public — 24 p.c. (1) des dépôts d'épargne à moins de deux ans —, mais ce plancher est largement dépassé. En effet, à la fin de 1961, les placements des caisses d'épargne privées en fonds publics et valeurs assimilées attei-

(1) Ce pourcentage ne figure pas comme tel dans l'arrêté royal du 24 juin 1935, qui édicte les règles de placement des fonds récoltés sous forme de dépôts d'épargne. Il est déduit des dispositions de cet arrêté : d'une part, les placements définitifs doivent représenter au moins 60 p.c. du total des dépôts d'épargne, d'autre part, au moins 40 p.c. des placements définitifs des dépôts d'épargne à moins de deux ans doivent consister en placements en fonds publics et valeurs assimilées.

gnaient un montant qui représentait 62 p.c. des dépôts à moins de deux ans et environ 41 p.c. des ressources totales des caisses d'épargne privées (1). Pour les catégories de placements autorisés autres que les titres du secteur public, le législateur a prescrit des proportions maxima. Par exemple, les prêts hypothécaires peuvent représenter au maximum 40 p.c. des placements définitifs effectués en contrepartie des dépôts d'épargne à moins de deux ans. Moyennant autorisation de l'Office Central de la Petite Epargne, cette proportion peut être portée de 40 p.c. à 50 p.c. au maximum (2). En fait, les caisses d'épargne privées les plus importantes ont demandé et obtenu cette autorisation de l'Office Central.

Il n'est pas possible de déterminer exactement, à partir de statistiques relatives aux ressources et aux placements de l'ensemble des caisses d'épargne privées, la proportion des prêts hypothécaires dans les placements définitifs effectués en contrepartie de dépôts d'épargne à moins de deux ans. On peut simplement constater qu'à la fin de 1961, les prêts hypothécaires intervenaient pour 54 p.c. (3) dans l'ensemble des créances des caisses d'épargne privées. En appréciant ce pourcentage global, on ne perdra pas de vue que les dépôts d'épargne à deux ans et plus, le produit des émissions d'obligations et de bons de caisse et les ressources propres des caisses d'épargne privées peuvent être affectés intégralement à des prêts hypothécaires. Il n'est donc pas anormal que l'ensemble des prêts hypothécaires accordés par les caisses d'épargne privées dépasse le plafond prévu pour l'affectation des seuls dépôts à moins de deux ans.

Il semble qu'au total les dispositions légales régissant les placements des caisses d'épargne ne soient pas le seul facteur explicatif ni même le facteur explicatif le plus important de la structure des créances de ces organismes. Si celles-ci comportent essentiellement des prêts hypothécaires et des titres du secteur public, c'est sans doute avant tout parce que ces deux catégories d'actifs financiers répondent à un ensemble de conditions que recherchent les caisses d'épargne dans la poursuite de leur politique prudente de placements.

(1) Il convient de signaler que les placements en fonds publics et valeurs assimilées, qui peuvent entrer dans la couverture minimale de 24 p.c. des dépôts d'épargne à moins de deux ans, se trouvent répartis, dans le tableau IX, comme créances sur plusieurs secteurs : créances sur l'Etat, sur le secteur public non compris ailleurs, sur les parastatiques d'exploitation et sur les intermédiaires financiers (organismes publics de crédit non monétaires).

(2) Aux termes de l'article premier de l'arrêté royal du 12 septembre 1936.

(3) On a vu ci-avant que ce pourcentage atteint 56 p.c. si, en plus des caisses d'épargne privées, on tient compte des sociétés hypothécaires et de capitalisation.

C. Les créances des organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

Classées suivant les secteurs débiteurs, les créances du secteur « Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension » se répartissaient comme suit, à la fin de 1961 :

	<i>(en pour cent du total)</i>
Entreprises et particuliers	32
Secteurs publics non financiers	43
dont : Etat	(27)
Etranger	3
Intermédiaires financiers	22
	100

La prépondérance des créances sur les secteurs publics qui caractérise la structure des actifs de ce groupe d'intermédiaires financiers ne se retrouve pas au niveau de chacun des trois sous-secteurs que comprend le secteur considéré, à savoir les organismes d'assurance sur la vie, les organismes d'assurance contre les accidents de travail et les fonds de pension :

	Assurance-vie	Accidents de travail	Fonds de pension
	<i>(en pour cent du total des créances)</i>		
<i>Créances sur :</i>			
Entreprises et particuliers	46	29	24
Secteurs publics non financiers	32	50	49
dont : Etat	(23)	(35)	(29)
Etranger	6	1	1
Intermédiaires financiers	16	20	26
dont : Organismes publics de crédit non monétaires	(14)	(19)	(18)
	100	100	100
<i>Pour mémoire :</i>			
Total des créances à la fin de 1961 (milliards de francs) .	51,3	15,0	77,6

1. Assurance-vie.

Le sous-secteur « Assurance-vie » est le seul dont les crédits aux entreprises et particuliers constituent la catégorie de créances la plus importante. Mais, à l'intérieur de ce sous-secteur, il existe encore une forte différence entre l'orientation des placements et des crédits des organismes publics d'assurance-vie — les Caisses d'Assurance-Vie de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne — et celle des placements et des crédits des organismes privés (1). Dans le total des créances de ces derniers, les crédits aux entreprises et particuliers intervenaient à la fin de 1961 pour 51 p.c., dans le total des créances des organismes publics, pour 12 p.c. seulement; en ce

(1) Les sociétés privées d'assurance-vie intervenaient à concurrence de 86 p.c. dans le total des créances du sous-secteur « Assurance-Vie » à la fin de 1961.

qui concerne les créances sur les secteurs publics non financiers, les pourcentages respectifs s'établissaient à 30 p.c. et à 43 p.c. Les organismes publics affectent donc une part beaucoup plus importante de leurs ressources à des crédits au secteur public que les sociétés privées d'assurance-vie. Mais même dans ces dernières, les créances sur l'Etat et les autres pouvoirs et organismes publics dépassent nettement la proportion minimale qu'a imposé le législateur pour l'affectation des réserves mathématiques (1). Ceci ressort clairement du tableau ci-après dans lequel les quotités légales de placements sont confrontées aux proportions effectives des différentes catégories de placements à la fin de 1961 :

Principaux actifs des sociétés privées d'assurance-vie
Sociétés belges et étrangères

	Quotités légales	Quotités de fait relevées à la fin de 1961
	(en pour cent)	
Fonds d'Etat et valeurs assimilées	15 min.	36
Obligations de sociétés belges .	50 max. 1) 10 max. 2)	15
Actions de sociétés belges	15 max. 1	6
Fonds publics étrangers	20 max.	5
Immeubles et prêts hypothécaires	65 max.	34
Divers	3	5

1 Sociétés qui, depuis cinq ans consécutifs au moins, ont fait face, à l'aide de leurs ressources ordinaires, à tous leurs engagements.
2 Sociétés qui ne remplissent pas la condition mentionnée sub 1.
3 Une circulaire ministérielle du 25 juillet 1960 autorise les compagnies d'assurance sur la vie à placer au maximum 5 p.c. des réserves en fonds communs de placement.

Les plafonds légalement autorisés pour les catégories de placements autres que les fonds d'Etat et valeurs assimilées sont loin d'être atteints. En ce qui concerne les obligations de sociétés belges, « il est probable que le peu d'importance relative de ces placements résulte davantage d'un manque d'occasions de souscrire ou d'acheter des obligations que d'une abstention des compagnies d'assurances » (2). En effet, depuis plusieurs années, les émissions d'obligations de sociétés belges sont restées à un niveau très bas.

Quant aux prêts hypothécaires, on constate non seulement que leur montant reste nettement au-dessous de la quotité légale autorisée, mais aussi que ce type de créances n'atteint pas l'importance relative qu'il a dans la structure des placements des caisses d'épargne privées (54 p.c. du total). Ceci provient peut-être du fait que les compagnies d'as-

surance sur la vie ne sont pas spécialisées dans l'octroi de prêts hypothécaires, tandis que beaucoup de caisses d'épargne sont en même temps des caisses hypothécaires et affectent donc, de par leur objet social, une part importante de leurs ressources à cette catégorie de créances.

2. Accidents de travail.

Dans le sous-secteur « Accidents de travail », qui comprend des organismes publics (1), des sociétés privées et des caisses communes (2) — à la fin de 1961, chacune de ces trois catégories d'organismes intervenait respectivement pour 6 p.c., 55 p.c. et 39 p.c. dans le total des créances du sous-secteur considéré —, la proportion des créances sur les secteurs publics est encore plus importante que dans le sous-secteur « Assurance-vie ». Il est vrai que la proportion des réserves (réserves mathématiques provisoires, réserves pour sinistres à régler et réserves pour sinistres en cours) que les sociétés et caisses communes d'assurance-accidents de travail doivent affecter à des placements en fonds publics belges et valeurs assimilées (3) est plus importante (30 p.c.) que dans le cas des compagnies d'assurance sur la vie (15 p.c.). Mais cette couverture minimale était encore largement dépassée : les placements en fonds publics belges et valeurs assimilées atteignaient en fait 63 p.c. des réserves. Pour les seules caisses communes d'assurance-accidents de travail, cette proportion atteignait même 74 p.c. Tout comme dans le cas des sociétés d'assurance sur la vie, les proportions maximales que le législateur a imposées pour d'autres catégories de placements sont loin d'être atteintes. Ceci apparaît clairement dans le tableau ci-après :

Structure des actifs des organismes d'assurance-accidents de travail

Caisses communes et sociétés belges et étrangères

	Quotités légales	Quotités de fait relevées à la fin de 1961
	(en pour cent)	
Fonds d'Etat et valeurs assimilées	30 min.	63
Obligations de sociétés belges .	20 max.	7
Fonds publics étrangers	10 max.	...
Immeubles et prêts hypothécaires	60 max.	25
Divers	—	4

(1) La Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents de travail; la Caisse de Rentes-Accidents de travail de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(2) Les caisses communes sont des associations mutuelles d'assurance contre les accidents de travail, constituées par des chefs d'entreprise.

(3) Arrêté royal du 7 décembre 1931.

(1) Arrêtés royaux des 17 juin 1931 et 8 août 1935.

(2) Rapport de la Commission gouvernementale pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique, p. 121.

3. Fonds de pension.

Ce sous-secteur comprend quatre groupes d'organismes dont l'importance relative ressort des pourcentages ci-après, qui expriment la part de chaque groupe dans l'ensemble des ressources du sous-secteur :

	<i>(en pour cent du total)</i>
Fonds de pension publics (institués par les pouvoirs publics) ¹	70
Fonds de pension pour employés, gérés par des organismes privés	17
Fonds de pension pour travailleurs indépendants, gérés par des organismes privés	7
Fonds de pension spéciaux	6
	100

¹ La Caisse de Retraite de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite; la Caisse Nationale de Pensions pour Employés; le Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs; le Fonds Commun de Péréquation; la Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie; l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants; la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge.

On a vu ci-avant que dans l'important sous-secteur « Fonds de pension », les créances sur les entreprises et particuliers représentaient 24 p.c. du total des créances et celles sur les secteurs publics non financiers environ 50 p.c. Il est cependant probable que le pourcentage des créances sur les entreprises et particuliers soit quelque peu sous-évalué et celui des créances sur les autres secteurs par conséquent quelque peu surévalué, par suite de lacunes dans le matériel statistique relatif aux fonds de pension spéciaux ⁽¹⁾.

L'affectation des réserves mathématiques des fonds de pension publics et privés est, tout comme dans le cas des autres placeurs institutionnels, soumise à une réglementation légale. Les placements autorisés sont énumérés limitativement et des proportions minimales ou maximales sont prévues pour certaines catégories de créances.

En ce qui concerne les caisses de pension, gérées par des organismes privés et agréées en vertu de la loi du 12 juillet 1957, relative à la pension de retraite et de survie des employés, la structure effective de leurs placements se compare comme suit aux dispositions légales ⁽²⁾ :

(1) Les seules indications statistiques dont on dispose au sujet de cette catégorie de fonds de pension concernent leurs placements en valeurs mobilières à revenu fixe. On a dû supposer que ces placements, qui englobent exclusivement des fonds publics et valeurs assimilées, constituaient les seules créances de ces fonds de pension et que les réserves mathématiques de ceux-ci étaient égales au montant de ces placements en valeurs mobilières à revenu fixe. Il apparaît ainsi que les créances éventuelles sur les entreprises et particuliers, notamment sous forme de prêts hypothécaires, ont échappé au recensement statistique.

(2) Arrêté royal du 29 juillet 1957.

	Quotités légales	Quotités de fait relevées à la fin de 1961
	<i>(en pour cent)</i>	
Fonds publics et valeurs assimilées	20 min.	52
Obligations de sociétés belges	20 max.	10
Actions de sociétés belges	20 max.	...
Immeubles et prêts hypothécaires	40 max.	38
Fonds publics étrangers	10 max. ¹	...

¹ Moyennant autorisation du Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Les placements des caisses de pension privées agréées en vertu de la loi du 28 mars 1960, relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, sont soumis à des dispositions de contrôle analogues à celles relatives aux fonds de pension privés pour employés ⁽¹⁾. Pour cette catégorie de caisses de pension privées, la répartition effective de leurs placements se comparait comme suit à la réglementation :

	Quotités légales	Quotités de fait relevées à la fin de 1961
	<i>(en pour cent)</i>	
Fonds publics et valeurs assimilées	25 min.	74
Obligations de sociétés belges	25 max.	2
Actions de sociétés belges	10 max.	...
Immeubles et prêts hypothécaires	50 max.	4
Divers	—	20

Le poste « Fonds publics et valeurs assimilées » (74 p.c. du total) comporte en majeure partie des obligations de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants, auxquelles les caisses privées ont été sollicitées de souscrire.

Les caisses de pension publiques ne sont généralement pas soumises à des normes quantitatives relatives à l'affectation de leurs réserves mathématiques, sauf, dans certains cas, pour ce qui concerne leurs placements en actions et obligations de sociétés belges. Pour chacune de ces deux catégories d'actifs, un plafond est généralement prévu, fixé à 20 p.c. des placements effectués en contrepartie des réserves mathématiques. En réalité, les placements des cais-

(1) Arrêté royal du 7 avril 1960.

ses de pension publiques en actions et obligations de sociétés belges sont peu importants. La grande majorité des créances de ces organismes consiste en fonds d'Etat et valeurs assimilées.

D. Les créances des organismes publics de crédit non monétaires.

Pour l'analyse de la répartition sectorielle des créances des organismes publics de crédit non monétaires, il convient de séparer le Crédit Communal des autres institutions du secteur. L'activité du Crédit Communal est, en effet, axée sur l'octroi de crédits aux pouvoirs subordonnés, tandis que les autres organismes sont spécialisés dans les crédits au secteur privé, soit des crédits aux entreprises ⁽¹⁾, soit des crédits à l'habitation ⁽²⁾. Ceci ressort du tableau ci-après.

(1) Société Nationale de Crédit à l'Industrie; Caisse Nationale de Crédit Professionnel; Institut National de Crédit Agricole; Institut de Réescompte et de Garantie (pour ses créances financées avec des ressources non monétaires).

(2) Société Nationale du Logement; Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne; Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique; Office Central de Crédit Hypothécaire.

Les créances du Crédit Communal sur le « secteur public non compris ailleurs » concernent des avances à moyen et à long terme, aux communes, aux provinces et à d'autres administrations publiques subordonnées ⁽¹⁾. Ces avances servent, en majeure partie, au financement des investissements des pouvoirs subordonnés.

Les créances des organismes publics spécialisés dans le crédit aux entreprises portent essentiellement sur des crédits d'investissement à moyen et à long terme octroyés à l'industrie (Société Nationale de Crédit à l'Industrie), aux petites et moyennes entreprises (Caisse Nationale de Crédit Professionnel) et à l'agriculture (Institut National de Crédit Agricole). Une partie importante de ces prêts était accordée sous le bénéfice des lois du 24 mai

(1) Ces créances sur le « secteur public non compris ailleurs » comprennent des prêts dénommés « Part Etat », c'est-à-dire des prêts dont l'Etat rembourse, au profit des emprunteurs, la charge de l'amortissement et de l'intérêt, en application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959. Ces prêts, qui remplacent les subventions précédemment versées en espèces par l'Etat, devraient en fait être comptabilisés comme des créances sur l'Etat, puisqu'ils donnent lieu à une dette indirecte de l'Etat. Ils seront comptabilisés comme telles dans les statistiques ultérieures relatives aux créances et dettes dans l'économie belge.

	Crédit Communal	Organismes publics spécialisés dans le crédit aux entreprises	Organismes publics spécialisés dans le crédit à l'habitation	Total
<i>(en pour cent du total des créances à la fin de 1961)</i>				
<i>Créances sur :</i>				
Entreprises et particuliers	1	73	95	52
Secteurs publics non financiers	99	23	3	46
dont : Etat	(12)	(21)	(1)	(13)
Secteur public non compris ailleurs	(82)	(...)	(2)	(30)
Etranger .....	...	4	...	2
Intermédiaires financiers .....	...	1	2	1
<i>Pour mémoire :</i>	100	100	100	100
Total des créances à la fin de 1961 (milliards de francs)	54,1	61,9	33,1	149,1

1959 et des 17 et 18 juillet 1959, qui prévoient des aides spéciales de l'Etat au profit des entreprises.

Les créances des organismes publics spécialisés dans le crédit à l'habitation englobent surtout des avances à long terme de la Société Nationale du Logement à ses sociétés agréées, des prêts hypothécaires de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne, des prêts et crédits de construction en

faveur des classes moyennes accordés par l'Office Central de Crédit Hypothécaire et des prêts immobiliers du Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

Les créances sur l'Etat de tous les organismes publics de crédit non monétaires se rapportent en majeure partie à des certificats de trésorerie qui sont détenus notamment pour des besoins de trésorerie.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de février 1964. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

Les comptes nationaux de la Belgique. (Exposé fait par M. Dereymaeker, directeur à l'Institut National de Statistique.) (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XIX, n° 4, 1 février 1964, pp. 280-305.*)

1. MONNAIE ET CREDIT

A Description and Analysis of Certain European Capital Markets. (*U.S. Government Printing Office, Washington, 1964, XII+280 p.*)

BLONDEEL P., Le paiement de chèques au porteur. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XXVII, n° 8, 1963, pp. 882-885.*)

De C.V.P. bestudeert de financiële problemen. (*Tijd, Anvers, XXXVIII, n° 36, 6 décembre 1963, pp. 9-13.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

Les Fonds communs de placement en valeurs belges. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 6, 7 février 1964, pp. 1-2.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

CAMPET C., Les systèmes fiscaux des pays de la Communauté Economique Européenne. (*Revue de Science financière, Paris, LV, n° 4, octobre 1963, pp. 560-579.*)

CLAEYS-BOUUAERT I., Le régime fiscal des processus de concentration des entreprises. (*Répertoire fiscal, Bruxelles, nos 11-12, novembre-décembre 1963, pp. 319-341.*)

La loi de réforme fiscale du 20 novembre 1962. L'impôt des personnes physiques. (*Société Belge de Banque, Bruxelles, 1964, 104+4 p.*)

Le nouveau projet concernant les finances communales. (*Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XVIII, n° 67, janvier 1964, pp. 39-42.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

de BARSY E., Les deux racines de la valeur de l'épargne. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXXVI, n° 303, janvier 1964, pp. 23-30.*)

GOSSELIN P., Les investissements dans les sociétés de production et de distribution d'électricité. (*Electricité, Revue bimestrielle de l'Union des Exploitations Electriques en Belgique, Bruxelles, n° 115, février 1964, pp. 1-6.*)

6. DEMOGRAPHIE

BATY V., De l'influence de l'habitat sur une politique de la population. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 65, novembre-décembre 1963, pp. 25-31.*)

BODART L., Disponibilités de main-d'œuvre, potentiel humain et population intellectuelle active du Hainaut (II). (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 65, novembre-décembre 1963, pp. 32-36.*)

PERTINAX, Qu'a-t-on fait du rapport Sauvy ? (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 65, novembre-décembre 1963, pp. 1-6.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

LAURENT J., Le travail féminin à temps partiel. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLI, n° 2, 15 février 1964, pp. 121-140.*)

9. SECURITE SOCIALE

DELPEREE A., La politique sociale en Belgique. (Evolution et perspectives 1950-1970). (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, V, n° 12, décembre 1963, pp. 1552-1572.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

Aménagement du territoire. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIX, n° 8, 22 février 1964, pp. 65-68; n° 9, 29 février 1964, pp. 73-76.*)

BREGENTZER B., Le diagnostic de la conjoncture économique de la Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXX, n° 1, 6 février 1964, pp. 3-16.*)

DE SMAELE A., Propos sur la fusion du Conseil Central de l'Economie et du Conseil National du Travail. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXXVI, n° 303, janvier 1964, pp. 31-36.*)

NOLS E., Prospère Wallonie ? Bilan d'une économie. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 65, novembre-décembre 1963, pp. 7-20.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

BAEYENS A., Problèmes généraux de l'énergie (II). (*Socialisme, Bruxelles, XI, n° 61, janvier 1964, pp. 26-50.*)

BERTRAND G., Problèmes de l'industrie navale belge. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XIX, n° 7, 1 mars 1964, pp. 550-555.*)

Commission Valorisation du charbon, Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie, Rapport final. (*Annales des Mines de Belgique, Liège, n° 1, janvier 1964, pp. 9-76.*)

Evolution de la concentration industrielle, variation du rendement, des rémunérations, de la valeur ajoutée et des investissements avec la dimension des établissements industriels. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, L, n° 1, janvier 1964, pp. 142-182.*)

GERARD P., Overzicht van de bedrijvigheid in de divisie van het Kempens bekken tijdens het jaar 1962. (*Annales des Mines de Belgique, Liège, n° 12, décembre 1963, pp. 1311-1377.*)

L'optimisme de l'industrie du papier est-il fondé? (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIX, n° 11, 14 mars 1964, pp. 89-92.*)

MASOIN M., La Belgique, cinquième puissance nucléaire du monde. (*Industrie, Bruxelles, XVIII, n° 1, janvier 1964, pp. 12-24.*)

MICHEL H., Aperçu sur les forêts communales. (*Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XVIII, n° 67, janvier 1964, pp. 1-18.*)

MICHELSEN A., Jaaroverzicht van het Belgisch diamantbedrijf 1963. (*Tijd, Anvers, XXXIX, n° 47, 14 février 1964, pp. 25-28.*)

VAN HOONACKER P., Le financement d'industries nouvelles par les Communes et les Intercommunales en vue de l'expansion industrielle. (*Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XVIII, n° 67, janvier 1964, pp. 25-37.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ARENDT W., Anleihen in Rechnungseinheiten. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt-sur-le-Main, XVII, n° 3, 1 février 1964, pp. 101-104.*)

BLESSING K., Die internationale Währungslage. (*Angelsachsen-Verlag, Brême, 1963, 19 p.*)

BUHEL M., Quelques aspects du financement international à long terme des Etats-Unis. (*Revue de Science financière, Paris, LV, n° 4, octobre 1963, pp. 653-675.*)

COLLIN F., Europe's Unit of Account. (*The Statist, Londres, CLXXXIII, n° 4486, 28 février 1964, pp. 635-637.*)

Foreign Capital Borrowing in the United States. (*Economic Review, Cleveland, janvier 1964, pp. 3-16.*)

HAYES A., Recent Developments in the Defense of the Dollar. (*Federal Reserve Bank of New York, New-York, XLVI, janvier 1964, pp. 6-10.*)

KREININ M., European Revaluations as a Solution to the United States Balance of Payments Deficit. (*Social Research, New-York, XXX, n° 4, 1963, pp. 495-508.*)

LAMFALUSSY A., L'Europe et le déficit de la balance des Etats-Unis. (*Banque, Paris, XXXIX, n° 212, février 1964, pp. 73-76.*)

Les crédits de stabilisation en tant qu'instruments de la collaboration monétaire internationale. (*Bulletin de la Société de Banque Suisse, Bruxelles, n° 1, janvier 1964, pp. 1-6.*)

McCHESNEY MARTIN Jr. W., Monetary Policy and the Balance of Payments. (*Federal Reserve Bank of New York, New-York, XLVI, janvier 1964, pp. 2-6.*)

McKINNON R., Optimum World Monetary Arrangements and the Dual Currency System. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Rome, XVI, n° 67, décembre 1963, pp. 366-396.*)

MANSFIELD L., The International Monetary System : As It Might Be. (*Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Atlanta, Atlanta, février 1964, pp. 1-6.*)

The International Monetary Problem. (*Review of the Economic Conditions in Italy, Banco di Roma, Rome, XVIII, n° 1, janvier 1964, pp. 7-15.*)

The U.S. Balance of Payments, 1961-63. (*Federal Reserve Bulletin, Washington, IL, n° 10, octobre 1963, pp. 1349-1356.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ABELIN P., Les relations économiques entre la Communauté Economique Européenne et l'Europe orientale. (*Politique étrangère, Paris, XXVIII, n° 6, 1963, pp. 467-476.*)

A Description and Analysis of Certain European Capital Markets. (*U.S. Government Printing Office, Washington, 1964, XII+280 p.*)

BRENNA A., Considerazioni sugli ostacoli all'ingresso della Gran Bretagna nel M.E.C. (*Rivista internazionale di Scienze sociali, Milan, LXXII, n° 1, janvier-février 1964, pp. 47-69.*)

CAMPET C., Les systèmes fiscaux des pays de la Communauté Economique Européenne. (*Revue de Science financière, Paris, LV, n° 4, octobre 1963, pp. 560-579.*)

HUMPHREY D., The United States and the Common Market. A Background Study. (*F. Praeger, New-York, 1963, XVI+176 p.*)

Les problèmes actuels du Marché commun. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, II, n° 24, février 1964, pp. 1-5.*)

Limits and Problems of European Integration. (The Conference of May 30-June 2, 1961.) (*Stichting Grotius Seminarium, La Haye, 1963, IV+144 p.*)

MAYNE R., De Gemeenschappelijke Markt. Verleden, heden en toekomst van de E.E.G. (*Marka, Utrecht, 1963, 191 p.*)

PINE P., Het Mansholt-plan. (*Tijd, Anvers, XXXVIII, n° 36, 6 décembre 1963, pp. 25-29.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 8 janvier 1964

relatif au total des garanties accordées par l'Office National du Ducroire (Moniteur du 15 février 1964, p. 1402).

Article 1. — En application de l'article 8 de l'arrêté royal royal n° 42 du 31 août 1939, le total des garanties accordées par l'Office National du Ducroire peut être porté à maximum dix-neuf milliards de francs.

.....

Arrêté ministériel du 17 janvier 1964

fixant la quotité de leurs emprunts de 1964 que la Société Nationale du Logement, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique devront consacrer à la lutte contre les logements insalubres (Moniteur du 19 février 1964, p. 1487).

Article unique. — La quotité prévue au deuxième alinéa des articles 2 et 4 de la loi du 7 décembre 1953, modifiée par la loi du 27 juin 1956, est fixée à trente pour cent en ce qui concerne les emprunts émis en 1964 par la Société Nationale du Logement, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

Arrêté royal du 7 février 1964

autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de douze cents millions de francs (Moniteur du 28 février 1964, p. 1834).

Arrêté royal du 7 février 1964

autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de nonante millions de francs en vue de la réalisation d'un programme expérimental de construction de logements réservés par priorité aux ouvriers mineurs et sidérurgistes (Moniteur du 28 février 1964, p. 1835).

Article 1^{er}. — La garantie de l'Etat est attachée à un nouvel emprunt, au montant effectif de nonante millions de francs, à émettre par la Société Nationale du Logement et dont la souscription sera réservée à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.).

.....

Art. 3. — L'emprunt sera émis en deux tranches, l'une de 75 millions de francs au taux d'intérêt annuel de 4,75 p.c.,

l'autre de 15 millions de francs au taux d'intérêt annuel de 1 p.c.; les autres conditions de l'emprunt seront soumises à l'approbation préalable du Ministre des Finances.

Par dérogation à l'article 1^{er} de l'arrêté royal susmentionné du 11 décembre 1963, la Société Nationale du Logement ne supportera pas de charges d'intérêt sur la tranche de 15 millions de francs émise au taux d'intérêt annuel de 1 p.c.; elle supportera les charges afférentes à l'amortissement de ce capital en 66 ans, à partir du 1^{er} janvier 1966.

Arrêté royal du 18 février 1964

relatif à la frappe d'une nouvelle pièce de 25 centimes en cupro-nickel (Moniteur du 28 février 1964, p. 1833).

Article 1^{er}. — Il sera frappé, suivant les besoins constatés, une pièce de 25 centimes en cupro-nickel, qui aura cours légal concurremment avec les pièces et billets actuellement en circulation.

Art. 2. — Cette pièce sera frappée en virole lisse et présentera les caractéristiques suivantes :

Diamètre : 16 millimètres;

Titre : nickel 250; cuivre 750; tolérance de 10 millièmes au-dessus et au-dessous pour chaque métal;

Poids : 1,8 gramme, avec une tolérance de 40 millièmes au-dessus et au-dessous.

Art. 5. — Le pouvoir libératoire entre particuliers des pièces de 25 centimes émises en vertu du présent arrêté est limité à 10 francs.

Arrêté royal du 20 février 1964

modifiant les articles 4 et 5 de l'arrêté royal du 23 décembre 1957, relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (Moniteur du 26 février 1964, p. 1736).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 28 décembre 1963

portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Turquie, relatif à l'octroi d'une aide financière par le Gouvernement du Royaume de Belgique au Gouvernement de la République de Turquie, et de l'Annexe. Echange de lettres du 23 septembre 1963 fixant les modalités techniques d'application de l'article 5, premier alinéa, de l'Accord (Moniteur du 13 février 1964, p. 1271).

1. Le Gouvernement du Royaume de Belgique accordera une aide financière au Gouvernement de la République de Turquie de quatre-vingt millions de francs belges.

2. L'aide financière consistera en un don de quinze millions de francs belges et en un prêt de soixante-cinq millions de francs belges.

3. Cette aide financière est destinée à faciliter la mise en œuvre du Programme afférent à l'année 1963 du Plan de Développement de la Turquie (...).

Arrêté royal du 15 janvier 1964

relatif à la classification des communes en matière de précompte immobilier (Moniteur du 7 février 1964, p. 1128).

Arrêté royal du 16 janvier 1964

relatif à l'imputation d'un précompte immobilier fictif (Moniteur du 7 février 1964, p. 1129). Erratum (Moniteur du 19 février 1964, p. 1479).

Arrêté ministériel du 27 janvier 1964

modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 20 février 1964, p. 1519).

Loi du 29 janvier 1964

contenant le budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1964 (Moniteur du 14 février 1964, p. 1358).

Arrêté royal du 31 janvier 1964

modifiant l'arrêté royal du 2 décembre 1962 relatif au précompte mobilier (Moniteur du 18 février 1964, p. 1432).

Arrêté ministériel du 3 février 1964

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 6 février 1964, p. 1095).

Arrêtés royal et ministériel du 5 février 1964

relatifs à l'émission de l'emprunt 1964 à 5 ou à 10 ans (Moniteur du 11 février 1964, p. 1200).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre, aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 1964 à 5 ou à 10 ans ».

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :
6,25 p.c. l'an à partir du 24 février 1964 jusqu'au 23 février 1969;
6,50 p.c. l'an à partir du 24 février 1969 jusqu'au 23 février 1974.
.....

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année (...).

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipatif de leurs obligations, au pair de leur valeur nominale, le 24 février 1969.
.....

..

.....
Art. 3. — Le prix d'émission est fixé au pair de la valeur nominale; il est payable suivant les modalités définies aux articles 4 et 5 ci-après, soit en espèces, soit en certificats de Trésorerie 5 ½ p.c. 1958-1964, remboursables le 22 avril 1964.

Art. 4. — Le prix d'émission est payable intégralement au moment du dépôt des souscriptions.

Art. 5. — Les certificats de Trésorerie 5 ½ p.c. 1958-1964 remis en paiement de souscriptions, sont déposés tous coupons détachés. Ils sont repris au pair de leur valeur nominale et donnent droit à un capital nominal égal d'obligations du nouvel emprunt.
.....

Art. 12. — Il est alloué aux banques et agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.
.....

Arrêté royal du 7 février 1964

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 14 février 1964, p. 1367).

Arrêté royal du 8 février 1964

réglant, pour l'exercice 1963, la répartition de la tranche du Fonds des communes visée à l'article 16, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois et arrêtés coordonnés concernant les finances provinciales et communales (Moniteur du 29 février 1964, p. 1889).

Loi du 10 février 1964

contenant le budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1964 (Moniteur du 28 février 1964, p. 1815).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1964 afférentes au Ministère de la Prévoyance Sociale (...) des crédits s'élevant à la somme de 8.371.002.000 francs.
.....

Arrêté ministériel du 13 février 1964

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 15 février 1964, p. 1401).

Loi du 18 février 1964

contenant le budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1964 (Moniteur du 27 février 1964, p. 1782).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1964 afférentes au Ministère des Classes Moyennes (...) des crédits s'élevant à la somme de 336.400.000 francs.
.....

Arrêté ministériel du 20 février 1964

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 22 février 1964, p. 1643).

Arrêté royal du 24 février 1964

modifiant les arrêtés royaux relatifs à l'exécution des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, modifiés par l'arrêté royal du 12 février 1963 (Moniteur du 29 février 1964, p. 1883).

4. — AGRICULTURE

Arrêté royal du 28 janvier 1964

portant octroi pour l'exercice 1964 d'indemnités de stockage de froment (Moniteur du 15 février 1964, p. 1404).

5. — **INDUSTRIE**

Arrêté ministériel du 29 janvier 1964

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 4 février 1964, p. 1013).

Arrêté ministériel du 29 janvier 1964

modifiant celui du 31 mai 1963 fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 5 février 1964, p. 1055).

Arrêté ministériel du 29 janvier 1964

modifiant celui du 3 janvier 1964 fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 6 février 1964, p. 1094).

7. — **COMMERCE INTERIEUR**

Arrêté royal du 3 décembre 1963

réglementant le commerce de semences de céréales et de légumineuses à fruit sec de variétés agricoles (Moniteur du 5 février 1964, p. 1053).

8. — **COMMERCE EXTERIEUR**

Arrêté royal du 17 janvier 1964

modifiant l'arrêté royal du 9 avril 1954 portant exécution de la loi du 24 mars 1954 instituant un Fonds du commerce extérieur (Moniteur du 1^{er} février 1964, p. 983).

Arrêté royal du 7 février 1964

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 14 février 1964, p. 1367).

Arrêté ministériel du 27 janvier 1964

modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 20 février 1964, p. 1519).

Arrêté ministériel du 13 février 1964

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 15 février 1964, p. 1401).

Arrêté ministériel du 3 février 1964

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 6 février 1964, p. 1095).

Arrêté ministériel du 20 février 1964

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 22 février 1964, p. 1643).

Arrêté ministériel du 4 février 1964

relatif à l'importation et à l'exportation de volaille abattue (Moniteur du 18 février 1964, p. 1436).

Arrêté ministériel du 24 février 1964

relatif aux licences d'importation pour certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 28 février 1964, p. 1815).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 5 décembre 1963

rendant obligatoire la décision du 23 août 1963 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de kaolin et de sables exploitées à ciel ouvert des provinces de Liège, de Namur, de Luxembourg, de Hainaut et de Brabant, fixant les conditions de travail des ouvriers (Moniteur du 18 février 1964, p. 1440).

Arrêté royal du 27 décembre 1963

relatif à la rémunération des ouvriers de la construction pour les heures de travail perdues par suite d'intempéries (Moniteur du 7 février 1964, p. 1139).

Loi du 29 janvier 1964

tendant à protéger les loyers des habitations modestes (Moniteur du 8 février 1964, p. 1159).

Arrêté royal du 29 janvier 1964

rendant obligatoire la décision du 26 septembre 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des briques, rattachant les salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 12 février 1964, p. 1254).

Arrêté ministériel du 4 février 1964

prescrivant une baisse de prix des viandes porcines et arrêté ministériel du 10 février 1964 qui le modifie (Moniteur des 5 et 11 février 1964, pp. 1056 et 1205).

Arrêté ministériel du 10 février 1964

relatif aux prix de vente au détail de la viande bovine et complétant l'arrêté ministériel du 4 février 1964, modifié par celui du 10 février 1964 prescrivant une baisse de prix des viandes porcines (Moniteur du 12 février 1964, p. 1245).

Arrêté ministériel du 17 février 1964

prescrivant une baisse de prix des viandes porcines (Moniteur du 19 février 1964, p. 1486).

Arrêté ministériel du 25 février 1964

prescrivant une baisse de prix des viandes de veau (Moniteur du 27 février 1964, p. 1790).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Loi du 21 janvier 1963

portant approbation des actes internationaux suivants : Convention générale de sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne; Premier Accord complémentaire relatif à la sécurité sociale des travailleurs frontaliers; Deuxième Accord complémentaire concernant la sécurité sociale des travailleurs des mines; Troisième Accord complémentaire relatif au paiement des pensions et rentes dues pour la période antérieure à la mise en vigueur de la Convention; Protocole final relatif à cette Convention générale; Convention spéciale concernant l'assurance contre le chômage involontaire; Protocole final relatif à cette Convention spéciale; Protocole complémentaire à la Convention générale au Troisième Accord complémentaire et au Protocole final à la Convention (Moniteur du 21 février 1964, p. 1551). Erratum (Moniteur du 20 mars 1964, p. 2791).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Règlement financier (64/127/C.E.E.)

concernant le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (Journal Officiel du 27 février 1964, p. 599/64).

Résolution du Conseil (64/128/C.E.E.)

sur les principes de base de l'organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses (Journal Officiel du 27 février 1964, p. 602/64).

Décision de la Commission du 19 décembre 1963 (64/94/C.E.E.)

portant octroi d'un contingent tarifaire au Royaume de Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg pour les cubes, plaques, feuilles et bandes en liège naturel, y compris les cubes ou carrés pour la fabrication des bouchons (Journal Officiel du 4 février 1964, p. 359/64).

Décision de la Commission du 19 décembre 1963 (64/99/C.E.E.)

portant octroi d'un contingent tarifaire au Royaume de Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg pour les déchets d'aluminium (Journal Officiel du 4 février 1964, p. 371/64).

Recommandation de la Commission du 22 janvier 1964 (64/100/C.E.E.)

au Royaume de Belgique, au Grand-Duché de Luxembourg et au Royaume des Pays-Bas au sujet du régime d'importation d'aluminium brut originaire des pays à commerce d'Etat (Journal Officiel du 4 février 1964, p. 374/64).

Règlement n° 7/64/C.E.E. de la Commission du 29 janvier 1964

fixant la liste des communes des zones frontalières établies de part et d'autre de la frontière commune à la France et aux Etats membres limitrophes (Journal Officiel du 1^{er} février 1964, p. 297/64).

Décision n° 2-64 du 29 janvier 1964

relative à l'autorisation d'une convention tarifaire entre la Société Nationale des Chemins de Fer français (S.N.C.F.) et la société Lorraine-Escout (Journal Officiel du 5 février 1964, p. 378/64).

Règlement n° 8/64/C.E.E. de la Commission du 3 février 1964

relatif à l'incidence de l'octroi d'une restitution à la production sur le régime des amidons, des féculs, du gluten et du glucose (Journal Officiel du 5 février 1964, p. 381/64).

Décision du Conseil du 3 février 1964 (64/104/C.E.E.)

portant suspension partielle du droit du tarif douanier commun applicable au café non torréfié, non décaféiné de la position 09.01 A I a. (Journal Officiel du 7 février 1964, p. 403/64).

Décision du 3 février 1964 (64/105/C.E.E.)

des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, relative aux droits perçus à l'importation du café, non torréfié, non décaféiné de la position 09.01 A I a. (Journal Officiel du 7 février 1964, p. 403/64).

Décision du Conseil du 4 février 1964 (64/106/C.E.E.)

portant suspension temporaire des droits du tarif douanier commun applicable à certains poissons et crustacés des positions 03.01 et 03.03. (Journal Officiel du 7 février 1964, p. 404/64).

Décision n° 3-64 du 5 février 1964

portant dérogation à la recommandation n° 1-64 relative à un relèvement de la protection frappant les produits sidérurgiques à la périphérie de la Communauté (première dérogation) (Journal Officiel du 12 février 1964, p. 437/64).

Décision n° 4-64 du 5 février 1964

portant dérogation à la recommandation n° 1-64 relative à un relèvement de la protection frappant les produits sidérurgiques à la périphérie de la Communauté (deuxième dérogation) (Journal Officiel du 12 février 1964, p. 438/64).

**Règlement n° 13/64/C.E.E. du Conseil
du 5 février 1964**

portant établissement graduel d'une organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers (Journal Officiel du 27 février 1964, p. 549/64).

**Règlement n° 14/64/C.E.E. du Conseil
du 5 février 1964**

portant établissement graduel d'une organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (Journal Officiel du 27 février 1964, p. 562/64).

**Règlement n° 16/64/C.E.E. du Conseil
du 5 février 1964**

portant établissement graduel d'une organisation commune du marché du riz (Journal Officiel du 27 février 1964, p. 574/64).

**Règlement n° 17/64/C.E.E. du Conseil
du 5 février 1964**

relatif aux conditions du concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (Journal Officiel du 27 février 1964, p. 586/64).

**Règlement n° 18/64/C.E.E. du Conseil
du 5 février 1964**

relatif au financement des dépenses d'intervention sur le marché intérieur dans le secteur des céréales (Journal Officiel du 27 février 1964, p. 595/64).

**Règlement n° 19/64/C.E.E. du Conseil
du 5 février 1964**

portant modification des règlements n° 20, 21 et 22 du Conseil en ce qui concerne les restitutions à l'occasion d'exportations à destination des autres Etats membres (Journal Officiel du 27 février 1964, p. 597/64).

**Règlement n° 9/64/C.E.E. de la Commission
du 6 février 1964**

fixant le montant supplémentaire applicable aux importations de poules et poulets abattus en provenance des pays tiers (Journal Officiel du 27 février 1964, p. 401/64).

**Règlement n° 10/64/C.E.E. de la Commission
du 6 février 1964**

fixant le montant supplémentaire pour les œufs de volaille en coquille (Journal Officiel du 7 février 1964, p. 402/64).

**Décision du Conseil du 6 février 1964
(64/110/C.E.E.)**

portant prorogation de l'autorisation accordée au Royaume de Belgique de limiter les exportations de porcs et de viande de porc à destination des Etats membres (Journal Officiel du 14 février 1964, p. 449/64).

**Règlement n° 12/64/C.E.E. de la Commission
du 18 février 1964**

fixant les conditions précisant la situation manifeste de sous-emploi prolongé au sens de l'article 2, alinéa 3, a), du règlement n° 9 du Conseil concernant le Fonds social européen (Journal Officiel du 22 février 1964, p. 537/64).

**Décision du Conseil du 25 février 1964
(64/129/C.E.E.)**

portant suspension temporaire du droit du tarif douanier commun applicable au sucre de betteraves et de canne, à l'état solide, de la position 17.01 (Journal Officiel du 29 février 1964, p. 607/64).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1960	1961	1962
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.178	9.190	9.251
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.906	5.921	
dont : Hommes	»	2.902	2.928	2.937	
Femmes	»	2.948	2.978	2.984	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.504	3.525	3.571
dont : Agriculture	»	423	257	249	240
Industries extractives	»	191	131	115	105
Industries manufacturières	»	1.311	1.203	1.235	1.259
Bâtiments et construction	»	197	241	249	263
Transports	»	243	240	243	241
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.312	1.339	1.386
Chômeurs complets	»	92	120	95	77

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Rémunération des salaires ¹ :										
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	105,9	108,8	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,0
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	7,8	8,2	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,5	13,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	16,3	16,9	18,5	20,3	23,4	23,9	23,6	26,2	28,9	31,8
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	42,8	44,7	47,7	49,8	52,6	57,6	59,1	63,0	64,3	69,7
e) Corrections et compléments	12,0	11,9	11,9	13,8	17,2	16,9	16,5	20,0	17,7	18,8
Total ...	184,8	190,5	201,9	217,6	239,0	246,3	246,6	265,8	276,1	299,8
2. Revenus des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,9	19,5	20,3	19,5	22,8	21,1	22,2	22,9	26,6	23,6
b) Professions libérales ¹	8,7	9,3	9,5	10,0	10,2	11,3	11,9	12,7	13,3	13,8
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	66,1	69,3	71,6	73,9	73,0	72,7	74,1	76,6	79,5	83,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	4,9	5,3	6,0	6,4	6,1	5,5	5,9	6,4	7,0	7,3
e) Ajustement statistique	2,1	1,9	1,2	1,7	3,2	3,0	2,4	3,3	1,5	1,0
Total ...	101,7	105,3	108,6	111,5	115,3	113,6	116,5	121,9	127,9	128,7
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	10,4	11,4	12,4	13,5	14,4	15,8	17,1	19,1	20,8	23,0
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	29,4	32,9	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,1	34,2	34,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	9,1	9,3	11,0	12,5	13,4	12,2	11,4	13,2	14,6	15,5
Total ...	48,9	53,6	56,9	59,7	61,9	62,1	62,8	66,4	69,6	72,5
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	6,8	9,5	12,3	13,3	10,2	7,2	10,6	11,4	13,9	13,9
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,8	6,8	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	8,9	8,9
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	3,4	4,0	4,0	4,2	5,1	4,2	4,4	5,3	5,0	5,3
7. Intérêt de la dette publique	- 8,8	- 9,2	-10,1	-11,0	-11,7	-11,8	-12,5	-14,5	-16,7	-16,8
Revenu national net au coût des facteurs	344,1	360,5	380,3	403,6	428,5	429,4	436,0	465,5	484,7	512,3
8. Amortissements	33,6	35,8	38,5	42,3	43,5	44,2	46,2	48,0	50,0	53,2
Revenu national brut au coût des facteurs	377,7	396,3	418,8	445,9	472,0	473,6	482,2	513,5	534,7	565,5
9. Impôts indirects	40,7	41,7	46,2	50,8	54,2	55,2	60,1	65,2	73,2	79,5
10. Subsidés	- 3,4	- 5,0	- 4,1	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,4	- 6,5	- 6,7	- 7,8
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

¹ Avant taxation.
² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHE

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

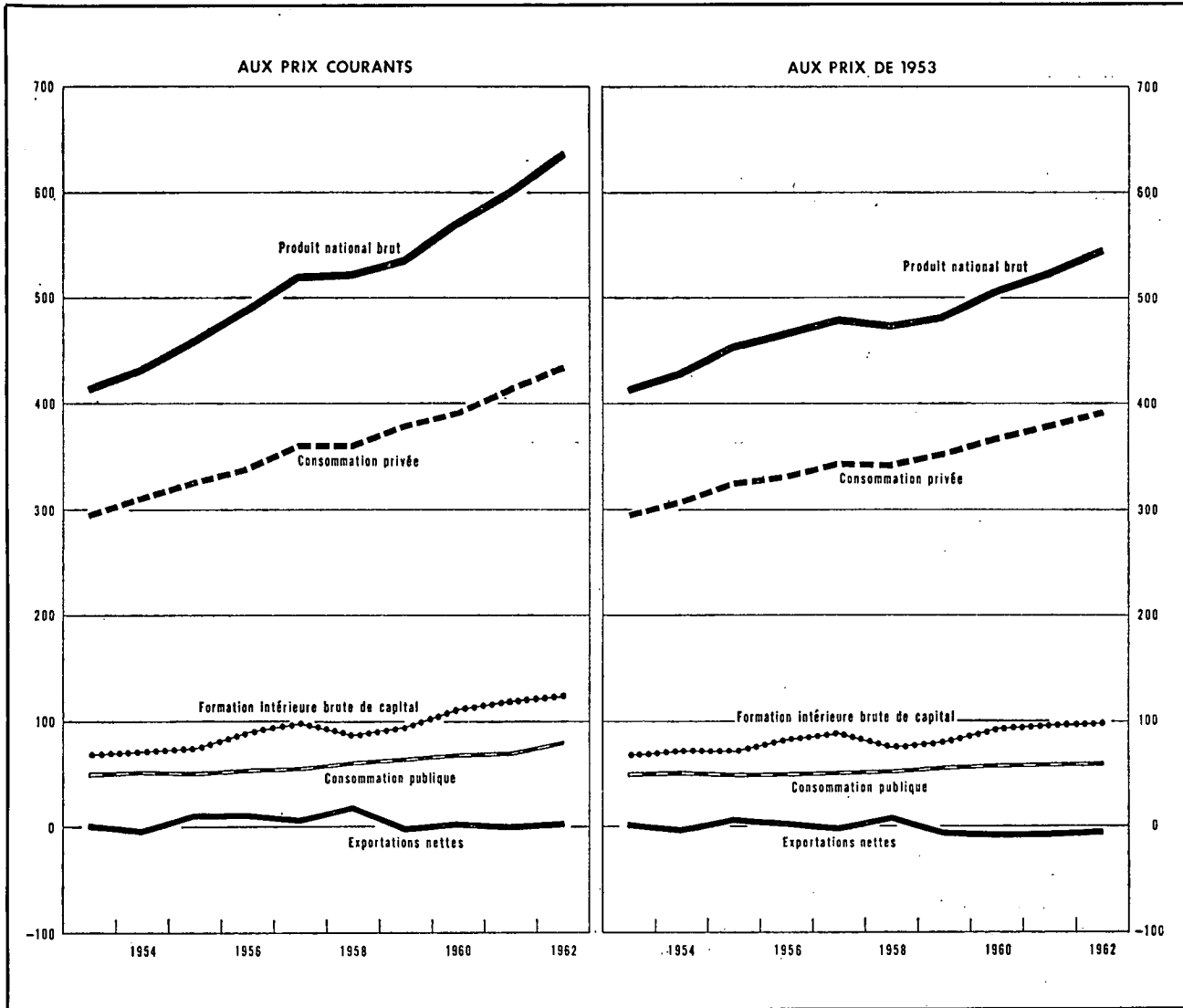
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,3	31,2	32,6	31,8	35,5	33,8	35,1	36,2	40,0	37,1
2. Industries extractives	17,6	16,8	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	13,6	13,7
3. Industries manufacturières										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,7	38,9	39,4	41,1	41,6	42,3	43,5	44,6	47,2	48,7
b) Textiles	13,0	13,9	13,6	14,9	15,8	13,0	14,2	15,6	16,2	16,7
c) Vêtements et chaussures	5,5	5,7	6,0	6,3	6,9	6,6	6,9	7,3	8,0	8,6
d) Bois et meubles	4,3	4,3	4,8	5,0	5,3	5,6	5,6	5,7	6,8	7,9
e) Papier, impression, édition	5,9	6,6	6,6	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,3	9,6
f) Industries chimiques et activités connexes	10,6	11,9	12,3	13,4	13,3	12,9	13,7	14,5	15,4	17,1
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	5,8	6,1	7,0	7,5	8,0	7,8	9,0	10,1	10,4	11,3
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	12,0	10,5	14,2	14,9	15,4	13,6	14,5	18,7	17,2	17,9
i) Fabrications métalliques et constructions navales	27,4	29,2	29,4	31,6	35,2	33,7	33,2	36,8	41,3	45,9
j) Industries non dénommées ailleurs	9,3	10,0	10,9	11,7	12,5	12,6	13,2	14,8	15,5	16,8
<i>Total des industries manufacturières (rub. 3)</i>	<i>131,5</i>	<i>137,1</i>	<i>144,2</i>	<i>153,3</i>	<i>161,4</i>	<i>155,6</i>	<i>161,6</i>	<i>176,6</i>	<i>187,3</i>	<i>200,5</i>
4. Construction	29,0	31,0	30,8	34,0	39,9	38,0	40,2	43,1	45,8	49,5
5. Electricité, gaz et eau	8,4	9,1	9,1	9,7	10,2	10,8	10,7	11,1	11,6	12,5
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	45,6	46,6	50,8	53,7	56,6	58,0	63,7	67,2	72,5	79,1
b) Services financiers et assurances ...	8,9	9,4	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,3	19,2
c) Immeubles d'habitation	30,8	34,7	35,6	36,3	37,0	37,5	38,0	38,4	38,9	39,3
<i>Total de la rubrique 6. ...</i>	<i>85,3</i>	<i>90,7</i>	<i>97,9</i>	<i>102,0</i>	<i>106,6</i>	<i>108,9</i>	<i>116,7</i>	<i>121,6</i>	<i>128,7</i>	<i>137,6</i>
7. Transports et communications	30,3	30,8	33,7	37,0	38,0	38,7	40,9	44,1	46,1	47,4
8. Services	81,5	84,7	89,7	93,7	100,1	107,6	110,6	117,0	121,9	128,1
9. Corrections	-3,7	-2,5	-0,3	2,4	-1,2	2,7	0,9	1,7	-0,2	5,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	411,2	428,9	455,5	482,5	511,7	514,3	531,0	565,4	594,8	631,9
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	3,8	4,1	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	6,4	5,3
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Consommation privée										
a) Produits alimentaires	88,7	91,9	94,2	99,4	102,6	103,5	106,9	108,2	113,0	119,1
b) Boissons et tabac	23,0	22,8	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,5	31,0
c) Vêtements et autres effets personnels	29,4	31,1	34,1	34,7	36,4	36,5	37,7	39,1	40,5	42,0
d) Loyers, taxes, eau	38,1	42,6	44,1	45,1	46,6	47,5	48,7	49,4	50,3	51,2
e) Chauffage et éclairage	15,5	16,3	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,0	24,4
f) Articles ménagers durables	20,8	22,1	23,7	25,6	28,7	27,0	28,7	32,9	34,6	36,9
g) Entretien de la maison	13,9	14,6	15,2	16,0	17,1	17,5	18,3	18,9	19,5	20,3
h) Soins personnels et hygiène	16,2	17,0	17,7	18,5	19,8	22,1	23,6	25,3	26,8	28,6
i) Transports et communications	21,1	22,9	24,7	27,0	29,2	29,3	31,3	35,4	36,0	37,5
j) Loisirs	22,8	23,2	24,3	25,3	27,4	30,3	29,5	29,6	31,5	32,5
k) Autres dépenses et ajustement statistique	6,5	6,1	7,0	4,0	4,3	- 1,8	6,9	4,1	10,4	9,3
Total ...	296,0	310,6	325,9	338,6	358,6	358,0	378,7	391,7	413,1	432,8
2. Consommation publique										
a) Rémunérations et pensions	31,9	33,5	35,7	37,0	39,3	43,3	45,3	49,3	51,1	55,4
b) Biens et services	17,7	16,6	13,6	14,5	14,4	15,4	16,5	17,6	17,4	21,0
c) Loyer net imputé	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	1,0
Total ...	51,3	51,9	51,2	53,5	55,9	61,0	64,3	69,5	71,4	79,5
3. Formation intérieure brute de capital										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	3,2	3,3	3,8	3,9	4,0	3,8	4,0	4,5	4,9	4,7
b) Industries extractives	2,4	2,5	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	1,4	1,4
c) Industries manufacturières	13,9	14,0	16,7	20,1	20,0	18,3	18,7	26,4	28,8	31,9
d) Construction	1,5	1,7	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	3,7
e) Electricité, gaz et eau	3,4	3,5	4,1	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,2	5,4
f) Commerce, banques, assurances	4,4	4,6	4,8	5,3	5,5	4,9	5,5	6,2	6,6	7,0
g) Immeubles d'habitation	18,3	22,2	20,6	23,0	31,2	26,0	29,7	33,1	35,9	36,5
h) Transports et communications	9,1	9,3	10,7	12,1	11,9	13,4	12,8	14,4	13,0	12,8
i) Pouvoirs publics et enseignement ...	6,6	7,4	8,3	9,1	8,4	8,9	12,2	12,3	12,4	14,9
j) Autres services	2,0	2,1	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,3	3,4
k) Variations de stocks	1,8	2,9	-0,4	4,0	6,6	0,8	-1,2	3,7	4,2	3,3
l) Ajustement statistique	-0,3	-0,4	-0,5	-1,3	-1,5	- 2,1	-1,5	-2,4	-0,8	-1,7
Total ...	66,3	73,1	74,3	88,3	98,9	86,0	93,1	110,0	117,2	123,9
4. Exportations nettes de biens et services										
a) Exportations totales	121,9	129,0	155,2	179,6	184,4	177,1	176,1	199,8	214,3	231,4
b) Importations totales	120,5	131,6	145,7	169,8	178,1	160,2	176,3	198,8	214,8	229,8
c) Exportations nettes	+1,4	-2,6	+9,5	+9,8	+6,3	+16,9	-0,2	+1,0	-0,5	+1,6
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Consommation privée									
a) Produits alimentaires	101	106	108	108	111	111	114	118	120
b) Boissons et tabac	100	104	104	112	111	116	118	124	126
c) Vêtements et autres effets personnels	106	117	119	120	119	122	124	128	132
d) Loyers, taxes, eau	102	105	105	106	107	108	109	110	110
e) Chauffage et éclairage	105	111	118	117	108	110	117	121	147
f) Articles ménagers durables	108	118	125	134	125	133	158	162	171
g) Entretien de la maison	105	108	111	114	115	118	119	120	123
h) Soins personnels et hygiène	105	108	111	113	123	128	134	138	145
i) Transports et communications	109	118	124	129	131	137	149	151	160
j) Loisirs	101	105	106	111	117	114	114	120	121
<i>Total ...</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>119</i>	<i>124</i>	<i>128</i>	<i>133</i>
2. Consommation publique									
a) Rémunérations et pensions	106	109	109	109	114	121	122	124	126
b) Biens et services	94	74	76	72	79	84	89	87	103
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	97	103	110	116	122	126	136	147	162
<i>Total ...</i>	<i>101</i>	<i>97</i>	<i>97</i>	<i>97</i>	<i>102</i>	<i>108</i>	<i>111</i>	<i>112</i>	<i>119</i>
3. Formation intérieure brute de capital									
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	99	112	111	109	99	103	112	120	111
b) Industries extractives	102	88	111	104	93	63	51	44	44
c) Industries manufacturières	100	115	130	121	109	111	152	165	172
d) Construction	111	112	126	131	106	133	145	184	195
e) Electricité, gaz et eau	102	115	122	125	120	148	115	100	120
f) Commerce, banques, assurances	104	103	110	108	96	108	117	128	126
g) Immeubles d'habitation	121	109	117	147	117	133	146	153	148
h) Transports et communications	103	115	123	115	129	123	139	123	119
i) Pouvoirs publics et enseignement ...	112	123	128	109	110	150	148	145	164
j) Autres services	104	103	110	108	107	116	121	136	135
<i>Total ...</i>	<i>111</i>	<i>109</i>	<i>124</i>	<i>132</i>	<i>111</i>	<i>120</i>	<i>140</i>	<i>145</i>	<i>146</i>
4. Exportations nettes de biens et services									
a) Exportations totales	111	128	141	141	144	149	166	179	195
b) Importations totales	114	125	141	144	140	156	175	186	202
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	103,8	109,6	112,3	115,4	114,2	116,2	122,5	126,5	131,5

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juin 1963, p. 1121. — Cahiers Economiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Bulletin statistique (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	103,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1962 1 ^{er} trimestre	100,4	62,9	104,9	106,6	109,2	124,0	118,1	95,8	98,0	101,1	
2 ^e trimestre	102,4	62,2	105,3	105,6	107,3	125,2	113,7	99,8	96,7	107,3	
3 ^e trimestre	103,8	61,5	106,0	105,2	108,3	127,7	112,9	101,1	97,2	109,5	
4 ^e trimestre	103,0	61,6	106,6	105,7	112,3	130,3	114,4	100,2	99,1	110,0	
1963 1 ^{er} trimestre	98,2	60,0	105,8	103,4	113,1	127,4	113,8	97,1	99,1	83,9	
2 ^e trimestre	105,5	59,9	107,9	105,8	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9	
3 ^e trimestre	106,1	60,2	108,3	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8	
1962 Octobre	103,4	61,6	106,9	105,8	110,3	130,9	113,7	101,9	99,3	110,9	
Novembre	103,1	62,0	106,7	105,9	113,2	130,2	116,3	98,4	98,9	109,8	
Décembre	102,6	61,2	106,2	105,4	113,5	129,7	113,3	100,3	99,1	109,4	
1963 Janvier	97,0	59,4	105,9	105,7	112,3	126,5	115,9	96,0	99,0	77,0	
Février	94,5	60,0	105,2	105,1	111,8	127,7	112,9	96,2	98,7	64,9	
Mars	103,2	60,7	106,3	99,5	115,1	128,1	112,6	99,1	99,5	109,9	
Avril	105,6	60,4	108,5	105,7	116,3	131,4	110,8	100,6	98,6	114,7	
Mai	105,6	59,7	107,9	105,9	119,7	130,7	110,4	102,9	98,9	117,9	
Juin	105,3	59,6	107,4	105,1	119,5	131,0	110,8	101,5	98,2	118,1	
Juillet	105,5	60,0	107,6	105,0	118,0	130,9	110,1	103,1	97,9	118,0	
Août	106,0	60,0	108,1	105,7	121,1	132,5	111,7	102,5	98,4	119,0	
Septembre	106,9	60,5	109,2	105,9	123,4	135,0	113,9	102,8	99,6	119,3	
Octobre	107,0	60,3	109,5	106,5	123,3	135,4	115,4	101,9	99,4	118,4	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7	70,9	27,7	13,4
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.717	20,5	8,5	9,8	49,2	23,9	14,9
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 6	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1962 3 ^e trimestre	69	52,1	34,5	17,6	1.199	16,8	6,6	8,1	12,5	17,1	15,5
4 ^e trimestre	62	90,1	39,8	50,3	1.845	15,4	7,1	6,5	17,1	15,7	13,0
1963 1 ^{er} trimestre	65	176,1	47,0	129,1	3.816	16,9	12,0	3,4	22,3	16,6	12,2
2 ^e trimestre	61	44,1	30,0	14,1	897	15,0	5,9	7,2	10,1	18,3	19,6
3 ^e trimestre	63	35,4	24,7	10,7	743	15,4	5,8	7,4	7,9	18,6	18,9
4 ^e trimestre	61	72,1	29,0	43,1	1.467	15,0	8,8	6,8	12,0	12,5	16,0
1964 1 ^{er} trimestre	64	82,3	32,6	49,7	1.755	16,1	7,6	4,6	13,0	15,6	14,1
1963 Mars	25	85,8	41,6	44,2	2.146	17,0	5,9	4,3	16,8	21,7	15,5
Avril	18	49,1	33,5	15,6	884	13,7	5,8	6,6	12,3	21,2	19,5
Mai	19	45,1	31,1	14,0	857	14,7	5,7	7,3	10,2	18,3	19,4
Juin	24	39,5	26,6	12,9	949	16,9	6,2	7,7	7,8	15,3	19,9
Juillet	19	35,8	25,1	10,7	680	14,9	6,0	7,1	8,0	12,0	17,8
Août	19	34,9	24,2	10,7	663	14,6	5,0	7,5	7,5	13,2	18,2
Septembre	25	35,4	24,8	10,6	886	16,5	6,3	7,6	8,4	16,6	19,8
Octobre	19	36,3	25,1	11,2	690	13,9	5,6	7,2	8,8	16,5	17,6
Novembre	19	41,7	28,0	13,7	793	14,1	5,6	6,4	11,3	11,0	15,4
Décembre	23	126,9	33,2	93,7	2.919	16,6	10,1	4,6	16,0	9,9	13,6
1964 Janvier	20	119,9	36,5	83,4	2.398	15,8	9,7	3,7	16,2	15,9	13,4
Février	20	62,8	33,5	29,3	1.256	15,6	5,7	4,6	13,1	15,0	14,3
Mars	24	67,1	28,6	38,5	1.610	16,9	6,3	5,4	9,7	16,0	14,5

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = Nombre de journées perdues par mois

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

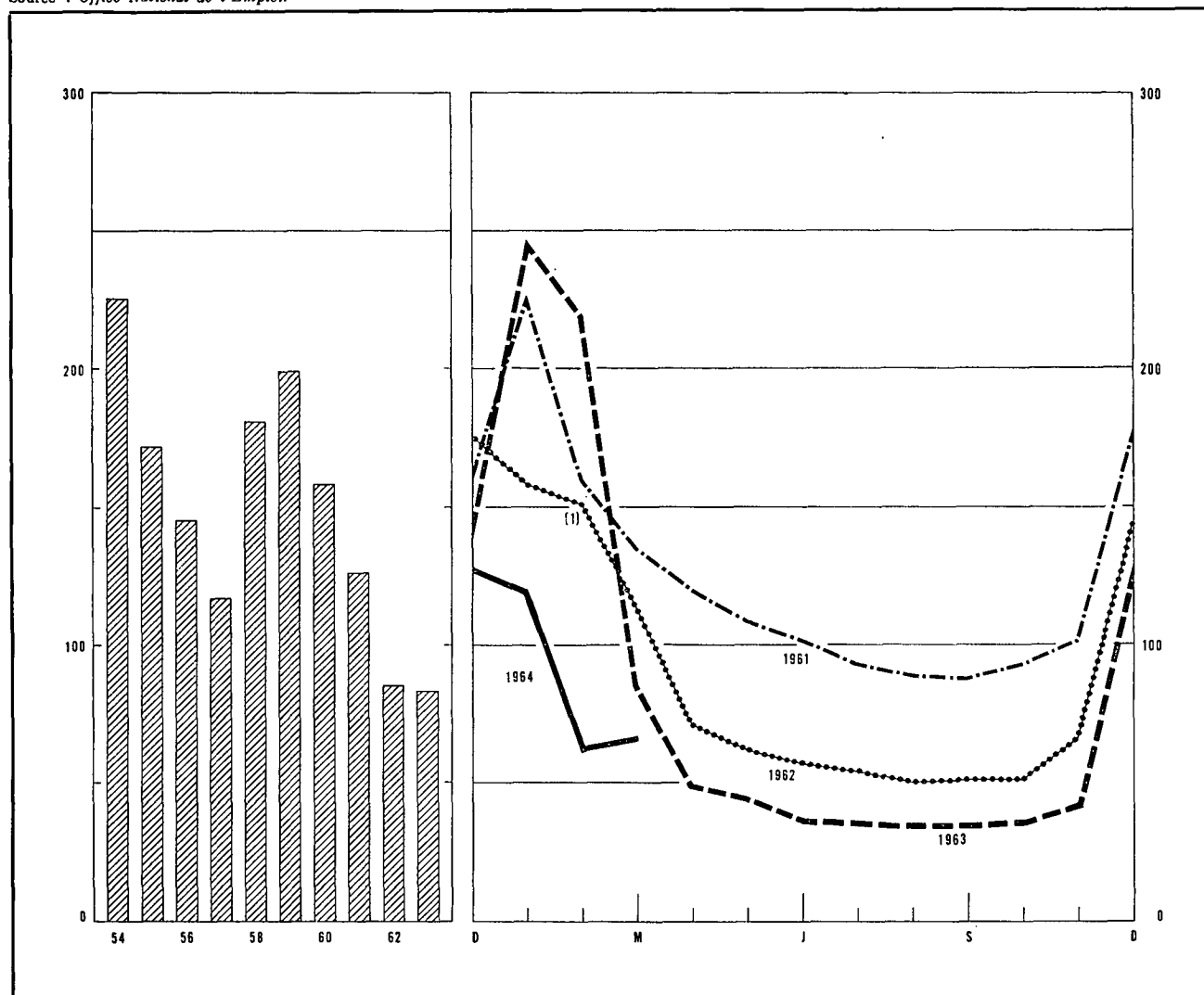
6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés
Chômeurs complets + chômeurs partiels
(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1961	1962	1963	1964
1955	172	280	152	116	137	Janvier	226	158	246	120
1956	145	247	122	95	115	Février	160	151 ¹	219	63
1957	117	144	96	88	138	Mars	135	113	86	67
1958	181	204	166	149	204	Avril	120	71	49	
1959	199	292	182	150	171	Mai	109	62	45	
1960	158	221	149	123	137	Juin	102	57	40	
1961	126	177	111	90	124	Juillet	93	54	36	
1962 ¹	85	141	64	52	90	Août	89	50	35	
1963	83	176	44	35	72	Septembre	88	51	35	
1964		82				Octobre	93	51	36	
						Novembre	102	66	42	
						Décembre	176	144	127	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficies cultivées).

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	272	260	280	296	270	273	256	252	246
dont : froment	191	188	208	219	200	203	206	209	200
seigle	74	68	66	69	62	63	44	39	41
Céréales non panifiables	234	254	238	240	255	252	263	260	255
Plantes industrielles	98	99	92	94	88	96	92	93	94
Plantes racines et tuberculifères	152	151	145	141	134	131	120	116	114
Légumes cultivés pour la graine	13	14	13	12	12	11	11	10	10
Prés et prairies	815	818	814	811	816	819	821	829	825
Divers	147	132	137	128	137	134	142	135	134
Total ...	1.731	1.728	1.719	1.722	1.712	1.716	1.705	1.695	1.678
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	714	596	751	779	789	773	722	835	759
Autres céréales	1.013	998	969	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039
Betteraves sucrières	2.495	2.305	2.600	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135
Lin (graines et paille)	272	235	182	170	124	214	196	231	240
Chicorée à café	95	54	51	56	43	55	60	37	47
Pommes de terre	2.184	2.034	2.043	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	195	189	182	178	170	159	148	141	132
Total des bovidés	2.393	2.413	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805
dont : vaches laitières et de trait	985	974	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044
Porcs	1.420	1.471	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	392	400	391	412	424	441	429	462	

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Aiglefin	546	519	445	374	232	262	285	300	221
Cabillaud	870	764	662	834	653	689	698	868	728
Plie	392	379	427	451	381	390	291	346	424
Sole	323	299	289	315	257	350	314	347	631
Raie	312	314	356	337	342	323	328	310	298
Hareng	1.650	716	254	201	260	528	409	273	153
Crevettes	178	266	84	64	89	39	80	48	76

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricole (F.A.O.).

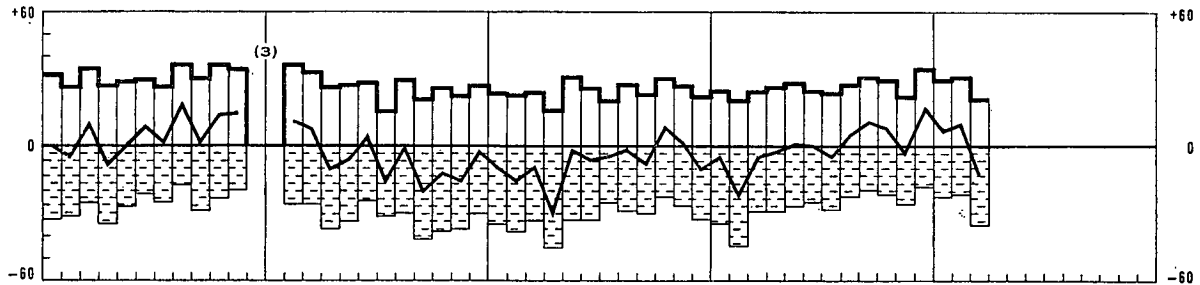
IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (1)

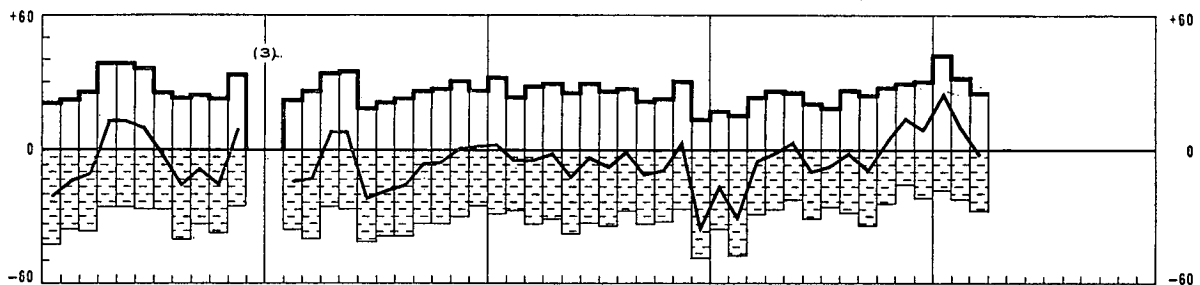
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.

- Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A et B.
- Pourcentage des réponses "Supérieur à la normale" pour les questions C et D.
- Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A et B.
- Pourcentage des réponses "Inférieur à la normale" pour les questions C et D.
- Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et en "baisse" pour les questions A et B.
- Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "Supérieur" et "Inférieur" à la normale pour les questions C et D.

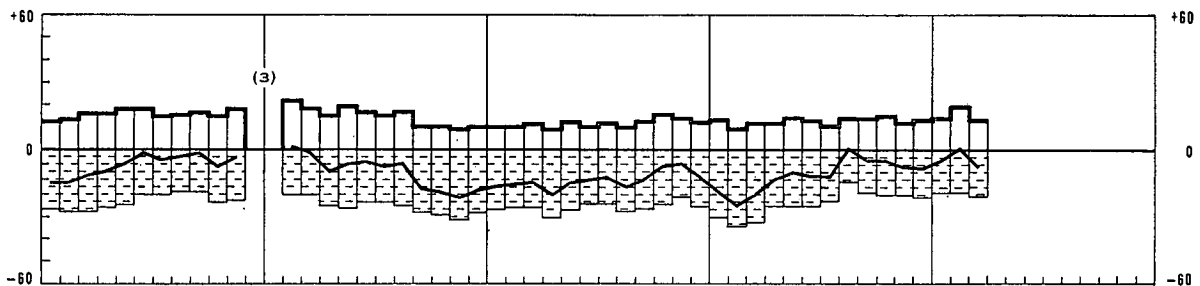
A - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



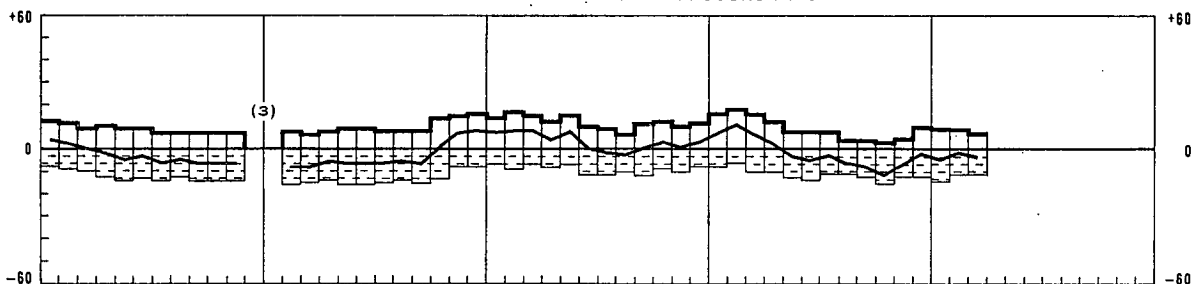
B - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



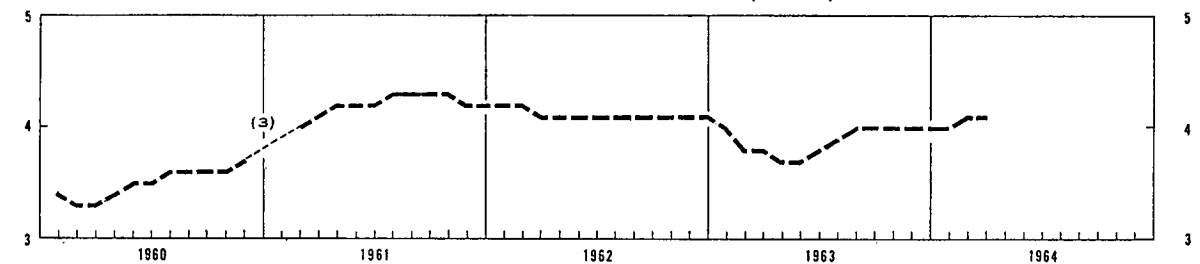
C - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



E - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)

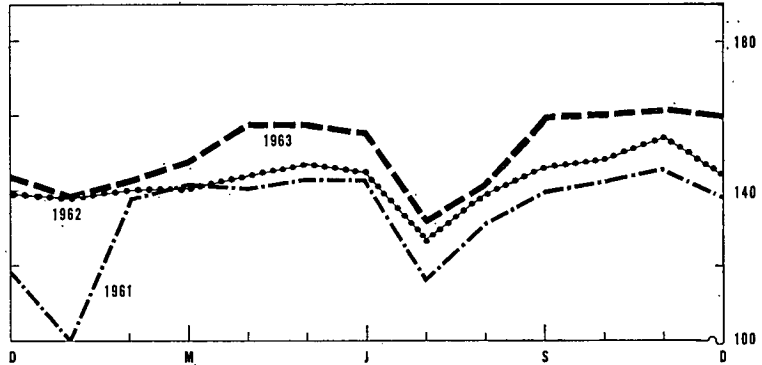
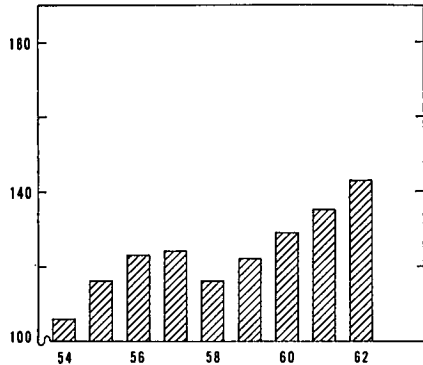


1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
 2 Mouvements saisonniers éliminés.
 3 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

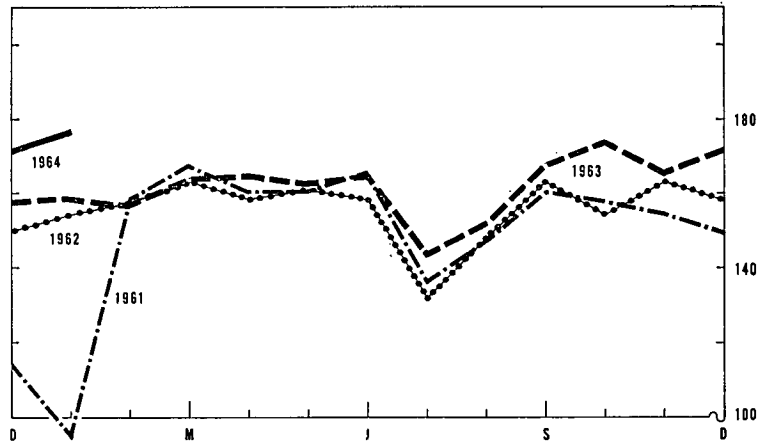
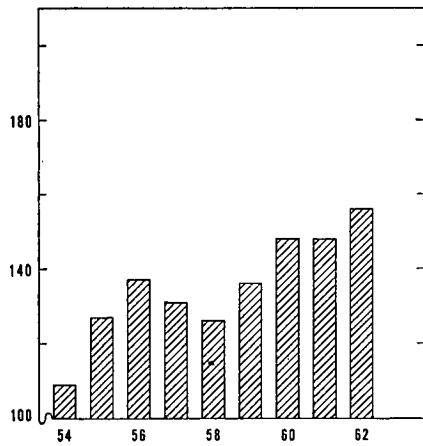
IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.)

Base 1953 = 100

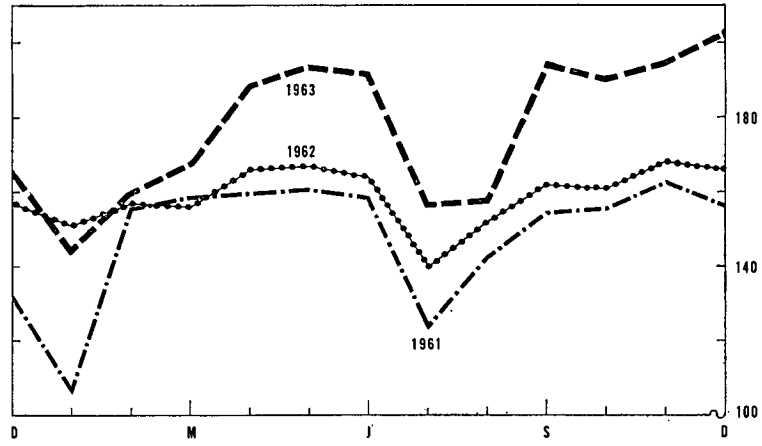
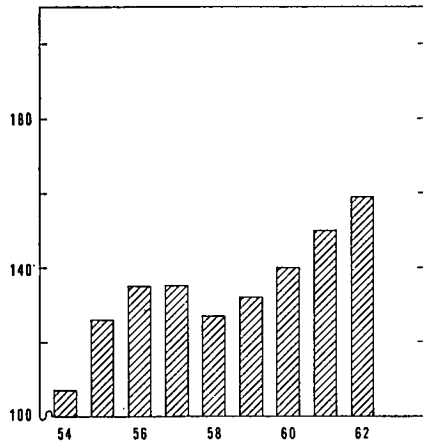
ENSEMBLE DES INDUSTRIES.



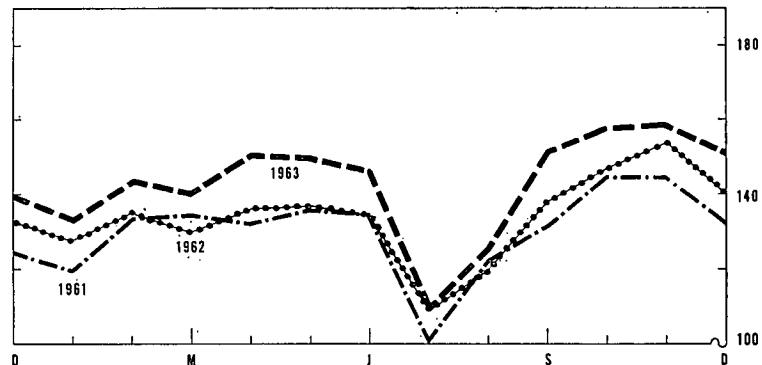
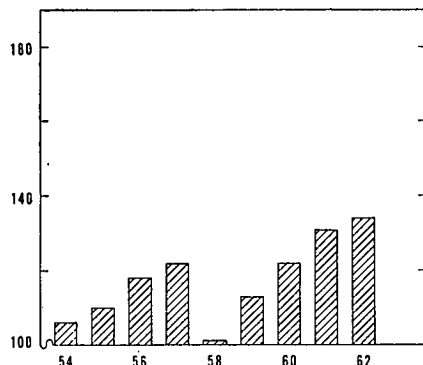
SIDERURGIE ET METAUX NON FERREUX



FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)					(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1955	2.498	371	— 287	2.702	826	912	n.d.	92	168
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	n.d.	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.479	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.580	1.149	1.368	705	104	214
1963	p 1.784	p 461			p 1.166	1.483	1.013	102	224
1962 3 ^e trimestre	1.615	2.002	180	2.312	1.145	1.253	688	101	189
1962 4 ^e trimestre	1.869	1.351	309	2.807	1.187	1.565	728	105	233
1963 1 ^{er} trimestre	1.863	974	362	2.648	1.185	1.588	971	101	255
1963 2 ^e trimestre	1.801	631	456	2.727	1.166	1.392	996	102	206
1963 3 ^e trimestre	p 1.564	460	496	2.435	1.119	1.332	1.031	100	196
1963 4 ^e trimestre	p 1.903	p 461			p 1.183	1.621	1.054	104	241
1964 1 ^{er} trimestre	p 1.865	p 888			p 1.178				
1963 Février	1.719	1.158	388	2.478	1.193	1.501	1.004	95	245
1963 Mars	1.853	974	496	2.951	1.180	1.599	1.098	104	238
1963 Avril	1.875	766	342	2.953	1.182	1.460	940	104	218
1963 Mai	1.917	726	519	2.725	1.185	1.399	1.028	102	210
1963 Juin	1.611	631	508	2.504	1.132	1.316	1.021	100	189
1963 Juillet	1.331	563	515	2.342	1.092	1.253	1.024	96	178
1963 Août	1.663	473	437	2.480	1.114	1.324	1.047	101	201
1963 Septembre	1.712	460	536	2.482	1.150	1.420	1.022	101	207
1963 Octobre	1.964	466	524	2.723	1.176	1.608	1.058	108	224
1963 Novembre	1.855	481	549	p 2.789	1.176	1.553	1.045	99	220
1963 Décembre	p 1.889	p 461			p 1.197	1.702	1.060	106	279
1964 Janvier	p 2.011	p 580			p 1.179	1.715	1.088		
1964 Février	p 1.792	p 719			p 1.182				
1964 Mars	p 1.793	p 888			p 1.174				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,0 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (8) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)		(6)
1955	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	6,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	477	p 5,91	p 4,08	p 9,99	p10,25
1962 2 ^e trimestre	626	458	5,20	3,84	9,04	9,00
1962 3 ^e trimestre	592	423	5,26	3,15	8,41	8,52
1962 4 ^e trimestre	614	462	5,74	3,67	9,41	9,63
1963 1 ^{er} trimestre	612	469	p 5,05	p 3,84	p 8,89	p 8,82
1963 2 ^e trimestre	620	483	p 5,83	p 4,03	p 9,86	p10,78
1963 3 ^e trimestre	615	451	p 6,28	p 4,16	p10,44	p 9,74
1963 4 ^e trimestre	663	504	p 6,47	p 4,28	p10,75	p11,67
1963 Février	571	438	p 4,78	p 3,27	p 8,05	p 8,46
1963 Mars	636	491	p 5,50	p 4,59	p10,09	p 9,74
1963 Avril	619	489	p 5,65	p 3,92	p 9,57	p10,77
1963 Mai	636	492	p 6,38	p 3,97	p10,35	p10,65
1963 Juin	604	468	p 5,47	p 4,18	p 9,65	p10,90
1963 Juillet	589	418	p 5,59	p 4,98	p10,57	p 9,22
1963 Août	627	445	p 6,30	p 3,77	p10,07	p 9,26
1963 Septembre	628	489	p 6,94	p 3,73	p10,67	p10,74
1963 Octobre	696	544	p 6,83	p 4,22	p11,05	p12,03
1963 Novembre	630	476	p 5,50	p 4,41	p 9,91	p10,28
1963 Décembre	663	490	p 7,09	p 4,22	p11,31	p12,70
1964 Janvier	700 ¹		p 6,29	p 4,40	p10,69	p10,42
1964 Février	683 ¹					

1 Estimations sur base chiffre Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	
					Nombre					
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.407	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962 p	39.017				32.178					5.169

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1962 2 ^e trimestre	3.158	3.294	630	474
3 ^e trimestre	3.320	3.226	1.010	476
4 ^e trimestre	2.943	2.337	897	486
1963 1 ^{er} trimestre	3.135	656	692	158
2 ^e trimestre	3.303	2.636	940	593
3 ^e trimestre	2.901	2.426	908	490
4 ^e trimestre p	2.864	2.025	743	503
1962 Décembre	2.783	1.216	802	330
1963 Janvier	2.804	161	658	73
Février	2.884	132	641	55
Mars	3.717	1.674	777	347
Avril	3.435	2.254	920	411
Mai	3.280	2.875	981	712
Juin	3.195	2.779	919	655
Juillet	3.211	2.152	976	383
Août	2.989	2.354	963	555
Septembre	2.502	2.773	786	531
Octobre	2.931	2.632	802	644
Novembre p	2.737	2.164	737	607
Décembre p	2.923	1.280	691	259

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (non ajustés pour variations saisonnières)
Base 1953 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *
1 ^{er} trimestre	179	189	+ 5,6	126 ²	140	+ 10,6	185	188	+ 1,6
2 ^e trimestre	185	197	+ 6,5	142	146	+ 2,5	193	203	+ 5,2
3 ^e trimestre	171	182	+ 6,4	130	137	+ 6,0	181	192	+ 6,1
4 ^e trimestre	194	207	+ 6,7	143	149	+ 4,1	202	214	+ 5,9
	1962	1963		1962	1963		1962	1963	
1 ^{er} trimestre	189	193	+ 2,1	140	143	+ 2,7	188	192	+ 2,1
2 ^e trimestre	197	209	+ 6,1	146	157	+ 8,0	203	213	+ 4,9
3 ^e trimestre	182	191	+ 4,9	137	145	+ 5,7	192	198	+ 3,1
4 ^e trimestre	207	220	+ 6,3	149	161	+ 8,4	214	224	+ 4,7
	France			Italie			Pays-Bas		
	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *
1 ^{er} trimestre	184	196	+ 6,5	196	220	+ 12,2	160	163	+ 1,9
2 ^e trimestre	187	199	+ 6,4	199	219	+ 10,1	162	168	+ 3,7
3 ^e trimestre	158	168	+ 6,3	197	211	+ 7,1	154	162	+ 5,2
4 ^e trimestre	195	207	+ 6,2	217	236	+ 8,8	165	173	+ 4,8
	1962	1963		1962	1963		1962	1963	
1 ^{er} trimestre	196	196	—	220	232	+ 5,5	163	164	+ 0,6
2 ^e trimestre	199	213	+ 7,0	219	243	+ 11,0	163	174	+ 3,6
3 ^e trimestre	168	176	+ 4,8	211	232	+ 10,0	162	171	+ 5,6
4 ^e trimestre	207	223	+ 7,7	236	256	+ 8,5	173		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

² Grève.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Statistiques générales (O.C.D.E.)*.

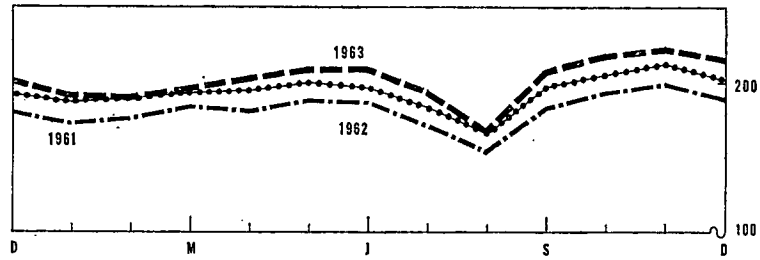
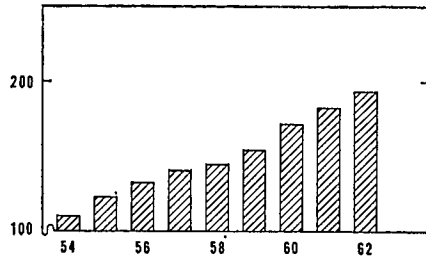
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

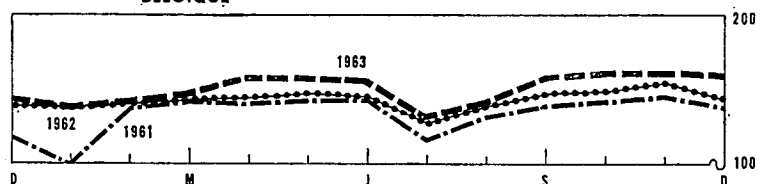
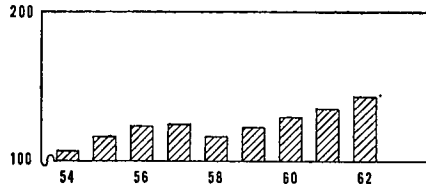
Base 1953 = 100

(non ajustés pour variations saisonnières)

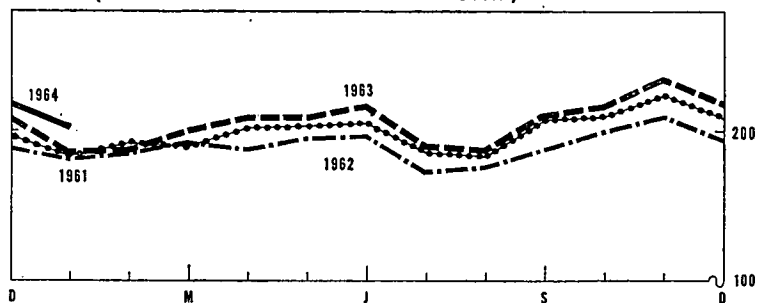
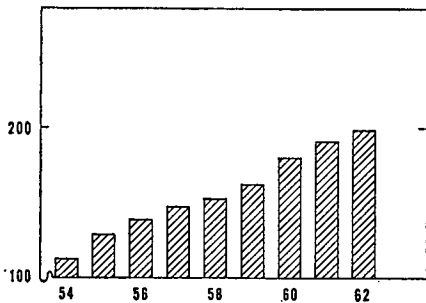
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



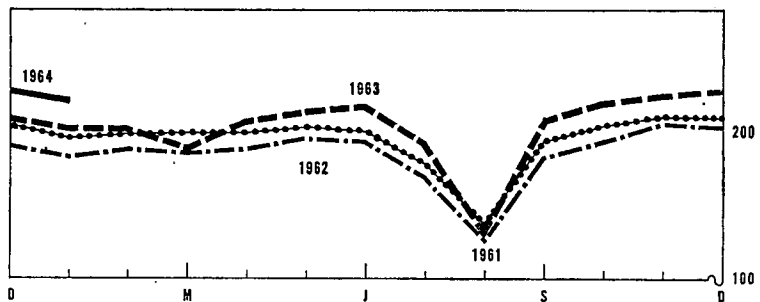
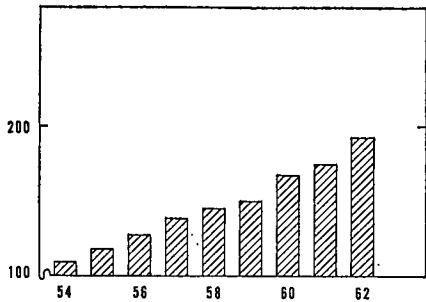
BELGIQUE



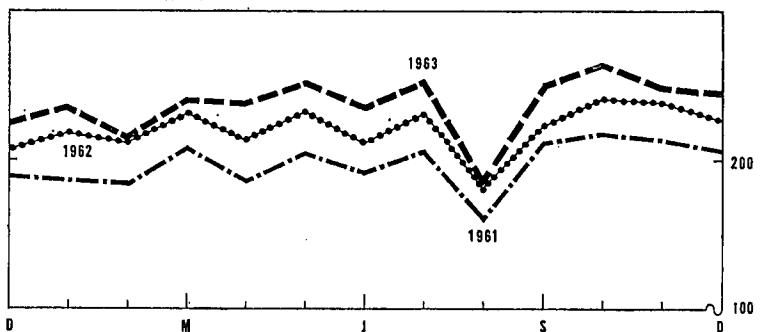
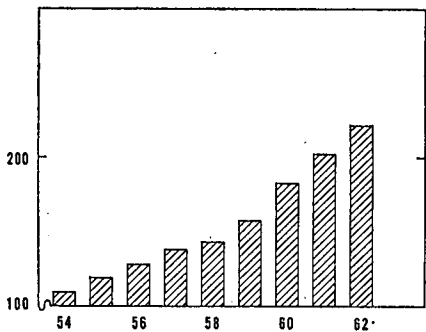
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



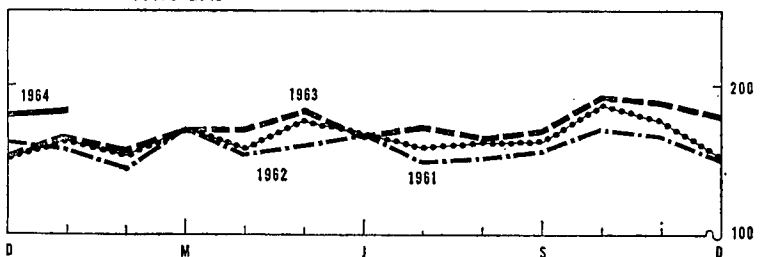
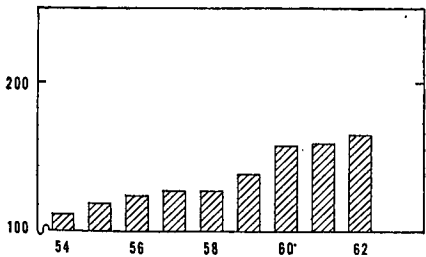
FRANCE



ITALIE



PAYS-BAS



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km (millions)	Tonnage total (milliers de tonnes)	dont			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	Nombre de tonnes-km productives ¹			combustibles et huiles minérales	Minerais			
1957	713	548	5 558	2 321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4 818	1 876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4 874	1 866	1 043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5 070	1 935	1 155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5 115	1 937	1 177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5 189	1 998	1 209	212	115,4	13,7
1963						171	112,2	13,8
1962 2 ^e trimestre	753	546	5 232	1 984	1 259	234	122,7	14,3
3 ^e trimestre	766	505	4 897	1 856	1 173	188	173,0	18,8
4 ^e trimestre	739	569	5 499	2 149	1 198	191	88,2	11,4
1963 1 ^{er} trimestre	p 718	617	5 615	2 358	1 090	181	74,3	10,5
2 ^e trimestre	p 760	552	5 428	2 216	1 162	166	112,6	13,5
3 ^e trimestre	p 765	511	4 967	1 922	1 135	162	174,7	19,2
4 ^e trimestre						173	87,0	11,9
1962 Décembre	722	561	5 214	2 097	1 187	152	78,3	10,8
1963 Janvier	p 748	608	5 453	2 254	1 140	158	74,6	10,7
Février	p 688	643	5 647	2 273	1 134	174	61,2	9,0
Mars	p 717	601	5 744	2 543	997	212	87,2	11,7
Avril	p 767	580	5 612	2 429	1 153	175	91,0	11,4
Mai	p 756	555	5 519	2 225	1 172	169	99,2	12,2
Juin	p 756	522	5 153	1 995	1 162	153	147,6	16,9
Juillet	p 732	499	4 718	1 772	1 102	152	189,2	20,2
Août	p 752	507	5 022	1 977	1 153	162	175,3	19,1
Septembre	p 762	528	5 161	2 016	1 144	171	159,5	18,3
Octobre	p 764	605	6 012	2 403	1 261	186	115,0	14,4
Novembre	p 755	573	5 597	2 305	1 132	154	68,2	10,1
Décembre						180	77,9	11,3
1964 Janvier						157		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b). — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356			151		
1962 2 ^e trimestre	4.213	2.322	1.359	127	141	71
3 ^e trimestre	4.181	1.915	1.224	153	137	68
4 ^e trimestre	4.133	2.394	1.189	146	161	71
1963 1 ^{er} trimestre	4.225	2.363	1.228	150	137	55
2 ^e trimestre	4.367	2.482	1.202	149	151	79
3 ^e trimestre	4.448	2.703	1.290	150	179	59
4 ^e trimestre	4.384			155		
1963 Février	3.961	2.157	1.165	152	156	27
Mars	4.597	2.656	1.292	156	117	64
Avril	4.160	2.489	1.209	128	103	75
Mai	4.497	2.458	1.205	161	158	61
Juin	4.444	2.500	1.193	158	191	100
Juillet	4.386	2.593	1.348	166	206	53
Août	4.329	2.703	1.263	166	132	80
Septembre	4.630	2.814	1.258	119	198	44
Octobre	4.574	2.845	1.592	147	163	110
Novembre	4.273	2.849	1.306	168	208	24
Décembre	4.305			151		
1964 Janvier	4.797			214		
Février	4.436			135		

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics ¹	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
(1)	(2)
4.642	383
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.858	471
5.744	461
5.336	452
2.699	198
6.512	532
6.493	525
1.470	87
4.907	393
6.520	526
6.861	561
6.156	510
6.900	562
6.405	510
6.174	504
6.903	572

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1962 2 ^e trimestre	1.369	997	77	36	115	42	28
1962 3 ^e trimestre	3.590	2.852	199	70	238	82	38
1962 4 ^e trimestre	412	248	30	22	16	23	16
1963 1 ^{er} trimestre	334	196	24	17	14	21	12
1963 2 ^e trimestre	1.422	1.009	83	41	125	50	31
1963 3 ^e trimestre	3.793	2.981	214	73	260	94	45
1963 4 ^e trimestre	446	255	35	23	20	26	20
1962 Décembre	385	246	26	22	14	17	10
1963 Janvier	319	187	23	16	14	19	11
Février	305	182	21	16	12	18	11
Mars	379	219	29	20	16	25	15
Avril	1.272	912	102	35	89	43	20
Mai	832	520	53	36	69	41	33
Juin	2.163	1.593	95	51	217	67	40
Juillet	5.066	4.224	212	70	295	82	51
Août	5.172	4.033	313	110	364	149	46
Septembre	1.142	686	117	38	122	52	37
Octobre	499	267	37	26	27	34	30
Novembre	440	254	40	22	16	26	19
Décembre	399	245	28	22	17	19	12

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a). -- Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement ⁴		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage ¹		Indice général	Hom-mes ²			Sous-vête-ments et acces-soires ³	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Gros-sistes en alimen-tation générale
1956	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	166	142	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	p 186	p 139	p 179	193	156	140	p 156
1962 2 ^e trimestre	168	168	184	153	165	149	210	129	173	166	154	135	153
1962 3 ^e trimestre	159	153	157	159	172	143	136	135	173	162	149	130	147
1962 4 ^e trimestre	205	195	209	153	191	167	181	159	187	193	155	140	164
1963 1 ^{er} trimsetre	156	182	148	155	157	160	p 158	147	169	189	150	140	157
1963 2 ^e trimestre	176	167	195	165	171	159	p 224	138	p 176	186	160	142	p 155
1963 3 ^e trimestre	171	159	174	172	182	153	p 161	121	p 183	185	156	136	p 153
1963 4 ^e trimestre	216	199	224	166	206	173	p 200	p 150	p 187	214	158	140	p 157
1963 Février	147	178	127	149	158	151	p 118	109	162	184	153	139	156
Mars	168	189	164	174	166	158	p 209	120	165	194	153	135	146
Avril	176	177	191	167	166	155	p 258	145	174	186	154	138	154
Mai	177	172	191	173	179	165	p 217	137	186	192	160	147	166
Juin	174	153	203	156	169	156	p 196	132	p 167	181	165	142	p 146
Juillet	178	147	198	177	187	147	p 175	148	p 185	180	151	132	p 157
Août	172	167	164	162	185	158	p 150	108	p 181	186	169	144	p 149
Septembre	163	162	159	176	175	153	p 158	108	p 183	189	149	131	p 153
Octobre	188	183	211	162	188	165	p 222	154	p 190	202	155	136	p 164
Novembre	211	188	199	160	182	158	p 180	p 126	p 170	196	160	141	p 157
Décembre	250	227	262	177	249	195	p 199	p 171	p 202	244	158	144	p 150
1964 Janvier	166	179	164	176	174		p 175	p 244	p 182	195	150		p 160
Février	173	191	193	206			p 170	p 124	p 168	215	175		p 156

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes. — 4 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1961 2 ^e semestre	1.430	625	169	636	11,75	2,92	3,80	5,03	4,99	1,67	1,51	1,81
1962 1 ^{er} semestre	1.405	634	170	601	11,86	3,15	3,91	4,80	5,29	1,73	1,65	1,91
2 ^e semestre	1.373	646	163	564	11,94	3,30	3,96	4,68	5,24	1,87	1,47	1,90
1963 1 ^{er} semestre	1.361	641	166	554	12,74	3,60	4,19	4,95	5,70	2,03	1,73	1,94
2 ^e semestre	1.404	699	171	534	13,67	4,05	4,51	5,11	6,28	2,16	1,93	2,19

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1961 1 ^{er} semestre	55	27	1	27	87,1	31,4	6,3	49,4
2 ^e semestre	50	26	1	23	81,8	30,0	5,9	46,9
1962 1 ^{er} semestre	53	27	1	25	84,6	30,3	6,2	48,1
2 ^e semestre	54	31	1	22	87,9	33,8	7,6	46,5
1963 1 ^{er} semestre	57	32	1	24	100,1	35,7	8,3	56,1

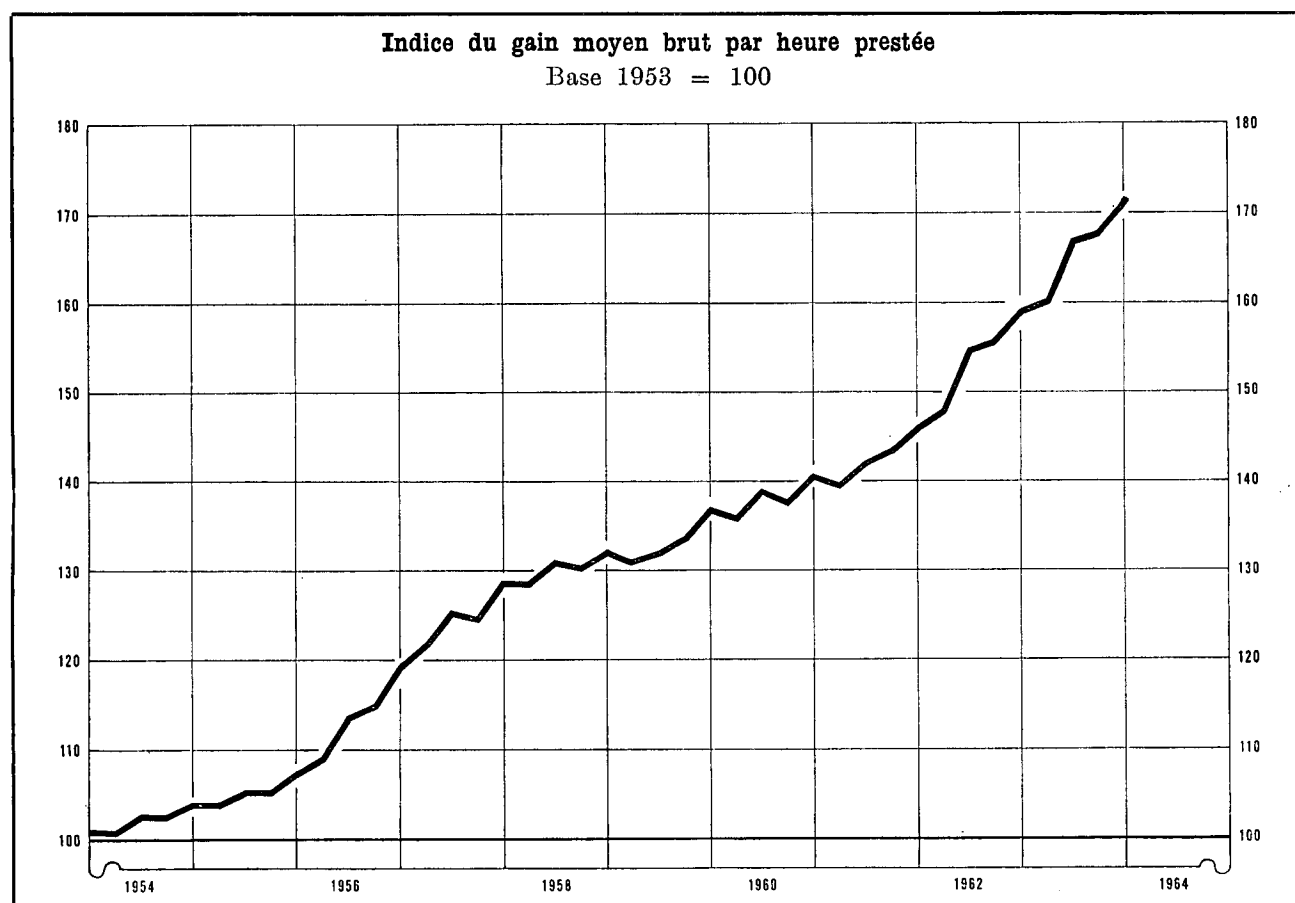
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
		Nombre de contrats (milliers)										
1961 2 ^e semestre	829	3,5	1,2	2,6	24,4	12,6	14,4	433,1	19,6	9,5	299,1	8,9
1962 1 ^{er} semestre	742	3,7	1,2	2,8	30,5	15,3	15,8	337,6	21,4	8,0	300,6	5,1
2 ^e semestre	781	3,5	1,1	2,2	26,6	14,1	15,6	368,6	17,3	7,2	319,2	5,1
1963 1 ^{er} semestre	732	4,1	1,2	1,8	35,3	16,4	14,0	347,8	19,7	8,2	277,7	5,9
2 ^e semestre	846	4,2	1,2	1,7	34,6	16,9	14,8	401,1	16,2	9,3	342,9	3,4
Crédit accordé (millions de francs)												
1961 2 ^e semestre	4.991	419	66	123	1.268	334	124	354	39	444	1.751	69
1962 1 ^{er} semestre	5.290	475	76	89	1.626	411	122	294	45	423	1.689	40
2 ^e semestre	5.238	463	66	106	1.407	353	108	384	38	428	1.855	30
1963 1 ^{er} semestre	5.696	636	81	82	1.820	442	108	308	42	473	1.656	48
2 ^e semestre	6.280	712	84	103	1.873	462	105	326	40	538	1.994	44
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1961 2 ^e semestre	100,0	8,4	1,3	2,4	25,4	6,7	2,5	7,1	0,8	8,9	35,1	1,4
1962 1 ^{er} semestre	100,0	9,0	1,4	1,7	30,7	7,8	2,3	5,6	0,8	8,0	31,9	0,8
2 ^e semestre	100,0	8,8	1,3	2,0	26,9	6,7	2,1	7,3	0,7	8,2	35,4	0,6
1963 1 ^{er} semestre	100,0	11,2	1,4	1,4	32,0	7,8	1,9	5,4	0,7	8,3	29,1	0,8
2 ^e semestre	100,0	11,3	1,3	1,6	29,8	7,4	1,7	5,2	0,6	8,6	31,8	0,7

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes, Étude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non-qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1955	106	105	106	108	106
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	159
1963 p	167	161	163		175
1962 Juin	155	149	151		161
Sept.	156	152	153		161
Déc.	159	153	154		165
1963 Mars ... p	160	156	158		168
Juin ... p	167	160	162		176
Sept. ... p	168	163	165		176
Déc. ... p	172	164	166		181

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

4	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1954	28,74	87,9	94,3	69,0	n.d.	83,7
1955	29,91	90,1	98,4	71,9	n.d.	84,2
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	80,7
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	82,4	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	84,5	98,9	89,3
1960 Février-Avril	39,48	99,0	97,3	72,7	n.d.	81,7
Août-Octobre	39,93	106,7	99,5	75,6	n.d.	81,4
1961 Février-Avril	41,20	107,4	100,0	78,0	96,6	82,4
Août-Octobre	42,32	116,8	101,3	83,6	97,7	81,7
1962 Février-Avril	43,72	120,0	100,3	84,4	99,9	88,4
Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,5	100,0	90,1
1963 Février-Avril	48,09	p115,4	94,6	83,3	p 99,3	p95,7

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1958 octobre	1959 octobre	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 avril	1963 octobre (provisoire)
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	39,24	39,89	40,09	41,29	45,70	46,26	46,60
Carrières ¹	30,99	31,83	34,61	34,79	37,58	38,53	38,53
Total des industries extractives ¹	38,63	39,36	39,72	40,81	45,10	45,69	46,00
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	24,25	25,24	25,98	27,67	29,41	30,78	32,59
Boissons	27,79	29,05	29,21	30,27	32,30	32,93	34,67
Tabac	21,10	21,54	22,27	22,94	26,12	26,64	29,58
Industries textiles	23,09	23,96	25,04	26,94	27,55	30,26	31,09
Chaussures, habillement	18,92	19,20	20,09	21,23	23,16	24,11	25,38
Bois (sauf meubles)	25,13	25,07	26,67	28,25	30,47	31,42	32,67
Industrie du meuble	26,14	26,08	27,59	30,05	31,38	33,56	35,65
Papier, articles en papier	27,82	26,99	28,98	30,85	33,39	35,07	35,95
Impressions et reliures	31,85	32,58	32,85	34,97	37,02	38,86	39,14
Cuir (sauf chaussures, habillement)	22,53	23,25	24,34	25,80	27,82	29,03	31,23
Industrie du caoutchouc	28,50	30,19	30,85	31,65	34,16	35,78	35,92
Industries chimiques	29,14	30,92	31,64	32,84	35,08	37,66	39,01
Dérivés du pétrole et du charbon	42,54	44,20	45,29	47,48	49,97	54,25	53,74
Produits minéraux non métalliques	28,03	29,23	30,37	32,05	34,43	35,84	38,00
Industries métallurgiques de base	37,45	39,19	41,11	42,13	45,11	45,98	47,85
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,61	30,12	31,08	32,72	35,92	37,89	39,27
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,36	32,46	33,66	34,92	37,70	40,79	41,21
Industrie électrotechnique	28,44	28,89	29,60	30,18	33,57	35,53	35,67
Construction de matériel de transport ...	37,06	36,61	37,36	37,58	42,06	44,68	46,12
Industrie du diamant	23,88	24,90	25,42	25,99	26,72	28,01	31,52
Total des industries manufacturières	27,91	28,56	29,59	31,01	33,26	35,12	36,41
dont : hommes	31,60	32,20	33,30	34,63	37,13	38,97	40,33
femmes	18,58	19,13	20,00	21,10	22,78	24,41	25,56
Construction ¹	30,42	30,72	32,76	33,17	36,21	37,81	38,49
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	29,75	30,24	31,36	32,40	35,00	36,68	37,76
dont : hommes	32,51	32,98	34,16	35,14	37,99	39,61	40,69

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main d'œuvre dans l'industrie européenne*. *Etudes et Documents nouvelle série*, n° 52, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail* (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par barril	
1956	270	57,9	113	35,5	29	329	788	53,5	2,65
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	30	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	93	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1962 3 ^e trimestre	270	34,2	92	35,5	22	234	855	27,3	2,89
4 ^e trimestre	273	33,5	93	34,9	24	234	863	25,0	2,89
1963 1 ^{er} trimestre	279	33,9	103	35,5	23	234	853	28,3	2,89
2 ^e trimestre	273	33,5	107	35,9	22	234	898	28,7	2,89
3 ^e trimestre	253	33,6	104	35,2	20	234	913	25,3	2,89
4 ^e trimestre	270	35,8	111	35,1	20	235	976	25,7	2,89
1964 1 ^{er} trimestre	p 272	p 47,2		p 35,3	p 20	p 254	p 1.072		
1963 Mars	283	33,6	106	35,8	22	234	856	28,0	2,89
Avril	288	33,2	106	35,9	22	234	881	30,5	2,89
Mai	274	33,4	106	35,9	22	234	905	30,5	2,89
Juin	258	34,0	109	35,8	22	234	907	25,0	2,89
Juillet	248	34,1	108	35,4	21	234	901	25,0	2,89
Août	252	33,8	103	35,1	20	234	905	25,0	2,89
Septembre	259	33,8	102	35,0	20	234	934	26,0	2,89
Octobre	269	33,2	106	34,9	20	234	940	26,0	2,89
Novembre	270	36,8	115	35,9	21	234	975	25,0	2,89
Décembre	272	37,3	113	35,2	20	236	1.010	26,0	2,89
1964 Janvier	275	45,4	115	35,3	19	238	1.041	29,0	2,89
Février	273	46,7	119	35,3	p 20	252	1.109	29,0	2,89
Mars	p 267	p 49,7		p 35,4	p 21	p 272	p 1.073		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	95
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1962 3 ^e trimestre	83	90	97	100	89	76
4 ^e trimestre	85	89	97	101	89	83
1963 1 ^{er} trimestre	91	90	99	102	93	91
2 ^e trimestre	94	91	100	103	95	101
3 ^e trimestre	92	89	100	102	94	101
4 ^e trimestre	98	90	103	104	100	125
1964 1 ^{er} trimestre	98	92	104	105	100	
1963 Mars	92	89	99	102	93	93
Avril	93	90	99	102	93	96
Mai	95	93	101	103	96	105
Juin	95	91	101	103	96	101
Juillet	94	90	100	102	95	97
Août	91	88	99	102	92	100
Septembre	91	88	100	102	94	106
Octobre	97	90	102	103	100	129
Novembre	99	90	103	104	101	123
Décembre	98	90	103	104	100	122
1964 Janvier	99	94	104	104	102	123
Février	98	91	104	105	100	106
Mars	96	90	104	105	99	

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

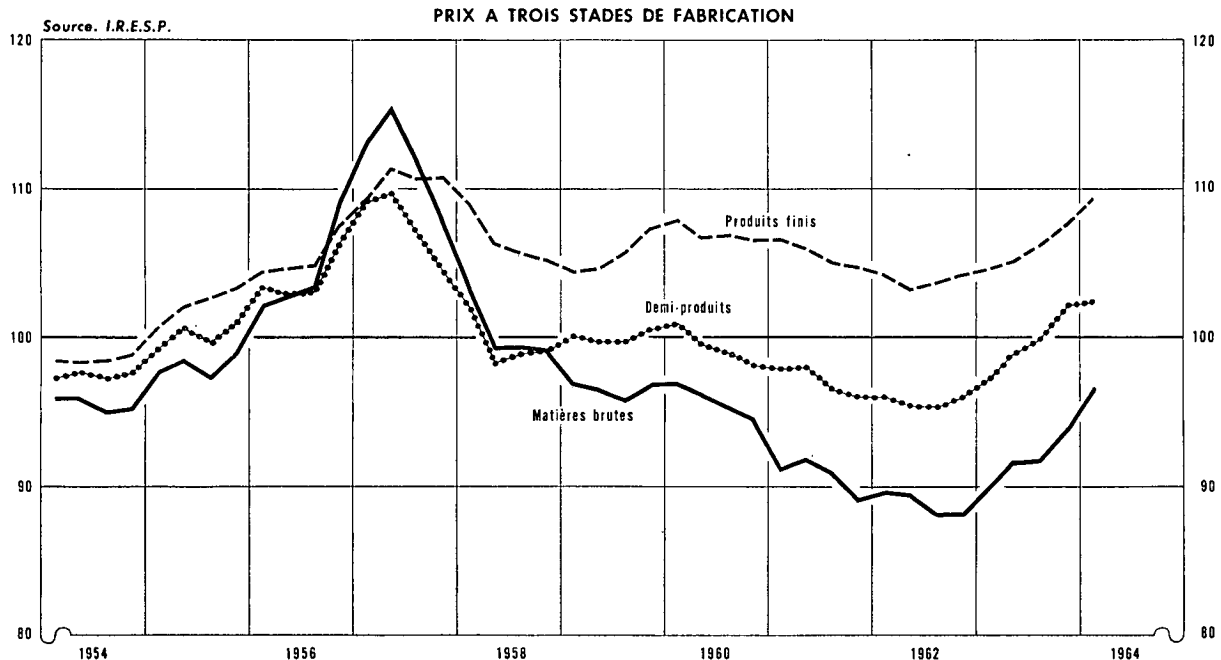
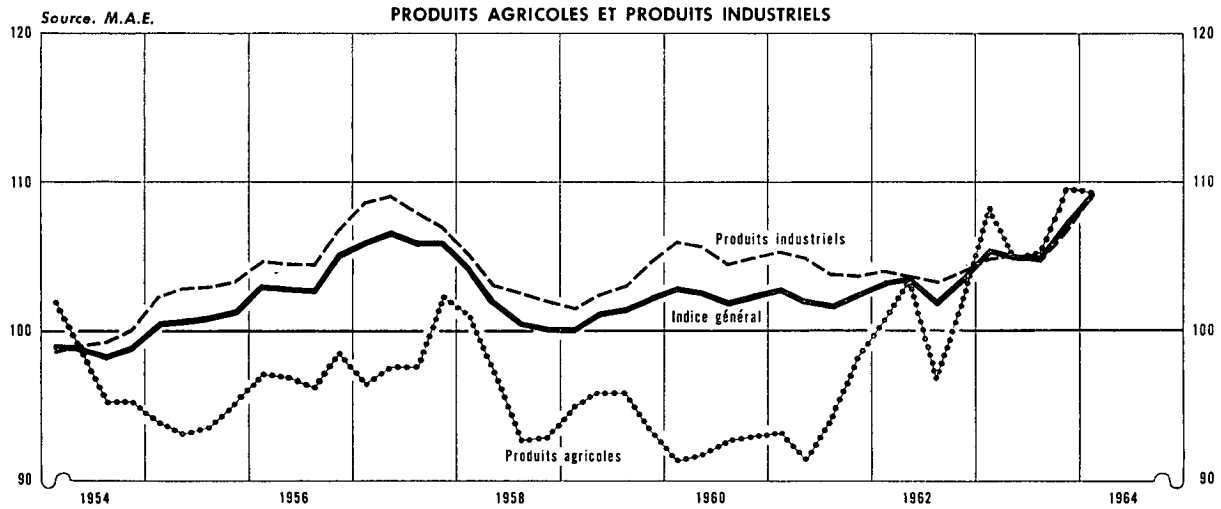
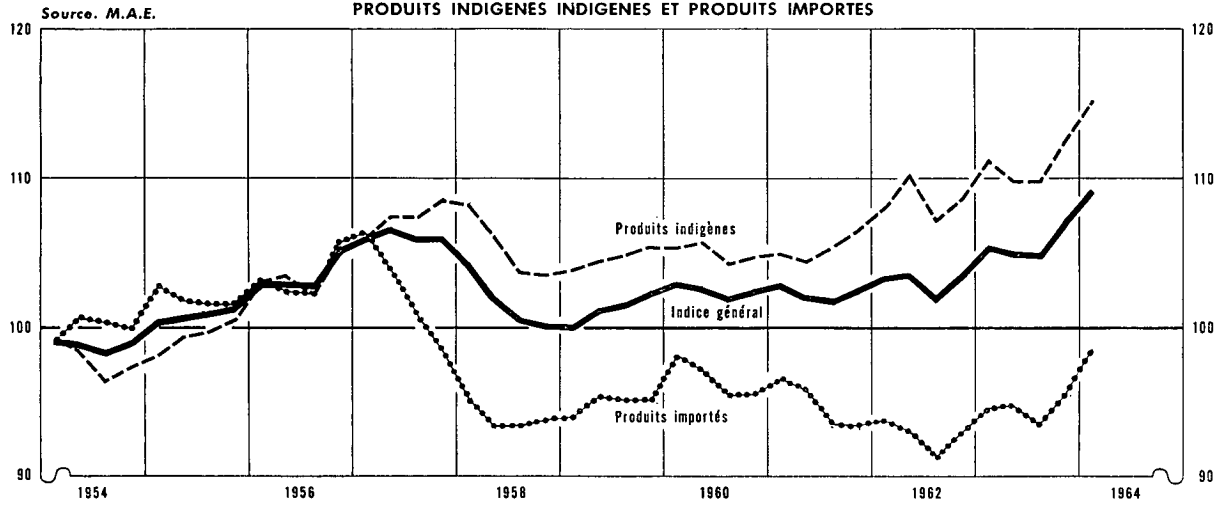
VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie											Source : I.R.E.S.P.			
	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades du fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4
1957	106,3	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6
1958	101,8	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6
1959	101,4	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	95,7	99,3	105,5
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	94,5	99,3	107,1
1961	102,4	105,0	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	90,9	97,1	105,7
1962	103,2	108,7	92,7	100,7	106,9	95,1	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	89,1	95,8	103,7
1963	105,8	110,9	94,5	107,0	117,8	97,5	105,4	99,7	109,4	95,4	105,1	130,0	p92,2	p99,5	p105,9
1962 3 ^e trimestre	102,1	107,4	91,3	96,9	102,2	92,1	103,4	97,5	108,3	89,5	103,0	127,9	88,3	95,4	103,7
1962 4 ^e trimestre	103,6	108,7	92,9	102,0	108,7	95,9	104,0	98,2	108,2	91,0	104,4	128,6	88,3	96,0	104,0
1963 1 ^{er} trimestre	105,5	111,3	94,5	108,2	114,5	102,3	104,9	98,3	108,5	94,4	105,8	129,0	p90,3	p97,3	p104,5
1963 2 ^e trimestre	105,1	109,9	94,7	104,9	113,5	97,2	105,1	99,6	108,9	94,4	105,3	130,0	p92,0	p98,9	p105,1
1963 3 ^e trimestre	105,0	109,9	93,5	105,2	118,7	93,7	104,9	99,4	109,7	94,6	103,9	130,1	p92,2	p99,9	p106,4
1963 4 ^e trimestre	107,4	112,6	95,6	109,7	125,1	96,9	106,9	101,9	110,6	98,4	105,3	131,1	p94,0	p102,1	p107,7
1964 1 ^{er} trimestre	109,3	115,3	98,5	109,3	126,2	95,3	109,3	103,0	113,1	100,6	108,1	135,4	p96,6	p102,3	p109,4
1963 Février	105,5	111,2	94,6	107,9	113,8	102,4	104,9	98,3	108,1	94,9	105,8	129,0	p90,6	p97,4	p104,6
1963 Mars	105,4	110,9	94,8	107,5	112,7	102,7	104,8	98,3	109,2	93,6	106,0	129,0	p90,2	p97,5	p104,7
1963 Avril	105,0	110,1	94,5	104,7	110,7	99,1	105,0	99,2	108,8	93,8	106,4	129,9	p91,7	p98,3	p104,8
1963 Mai	105,0	109,6	95,2	104,5	113,6	96,4	105,1	99,6	109,0	94,3	105,5	129,9	p91,7	p98,5	p105,1
1963 Juin	105,2	110,0	94,3	105,5	116,3	96,1	105,1	99,9	108,9	95,2	104,1	130,1	p92,6	p99,8	p105,5
1963 Juillet	104,7	109,5	93,4	104,3	115,7	94,5	104,8	99,1	109,6	94,6	103,9	130,1	p92,1	p99,5	p106,0
1963 Août	104,8	109,5	93,4	104,6	119,7	92,0	104,8	99,2	109,7	94,4	104,0	130,1	p92,3	p99,9	p106,3
1963 Septembre	105,4	110,7	93,6	106,7	120,8	94,7	105,0	99,9	109,9	94,9	103,8	130,1	p92,1	p100,1	p106,5
1963 Octobre	106,2	111,3	94,4	107,7	120,8	96,8	105,9	100,6	110,2	96,5	104,6	130,6	p92,4	p101,2	p107,2
1963 Novembre	107,4	112,5	95,5	109,0	124,3	96,1	107,0	101,8	110,6	99,1	105,1	130,6	p94,8	p102,2	p107,5
1963 Décembre	108,7	113,9	96,8	112,4	130,1	97,9	107,8	103,4	110,0	99,7	106,2	132,1	p96,2	p102,8	p108,6
1964 Janvier	109,2	115,6	97,7	112,5	129,7	98,3	108,4	102,9	111,6	100,3	107,7	132,1	p96,2	p102,0	p109,0
1964 Février	109,2	115,0	98,6	107,2	123,5	93,7	109,6	103,3	113,5	101,1	108,2	136,2	p96,5	p102,3	p109,3
1964 Mars	109,6	115,3	99,2	108,1	125,3	94,0	109,9	102,9	114,1	100,3	108,3	137,8	p97,1	p102,7	p109,8

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

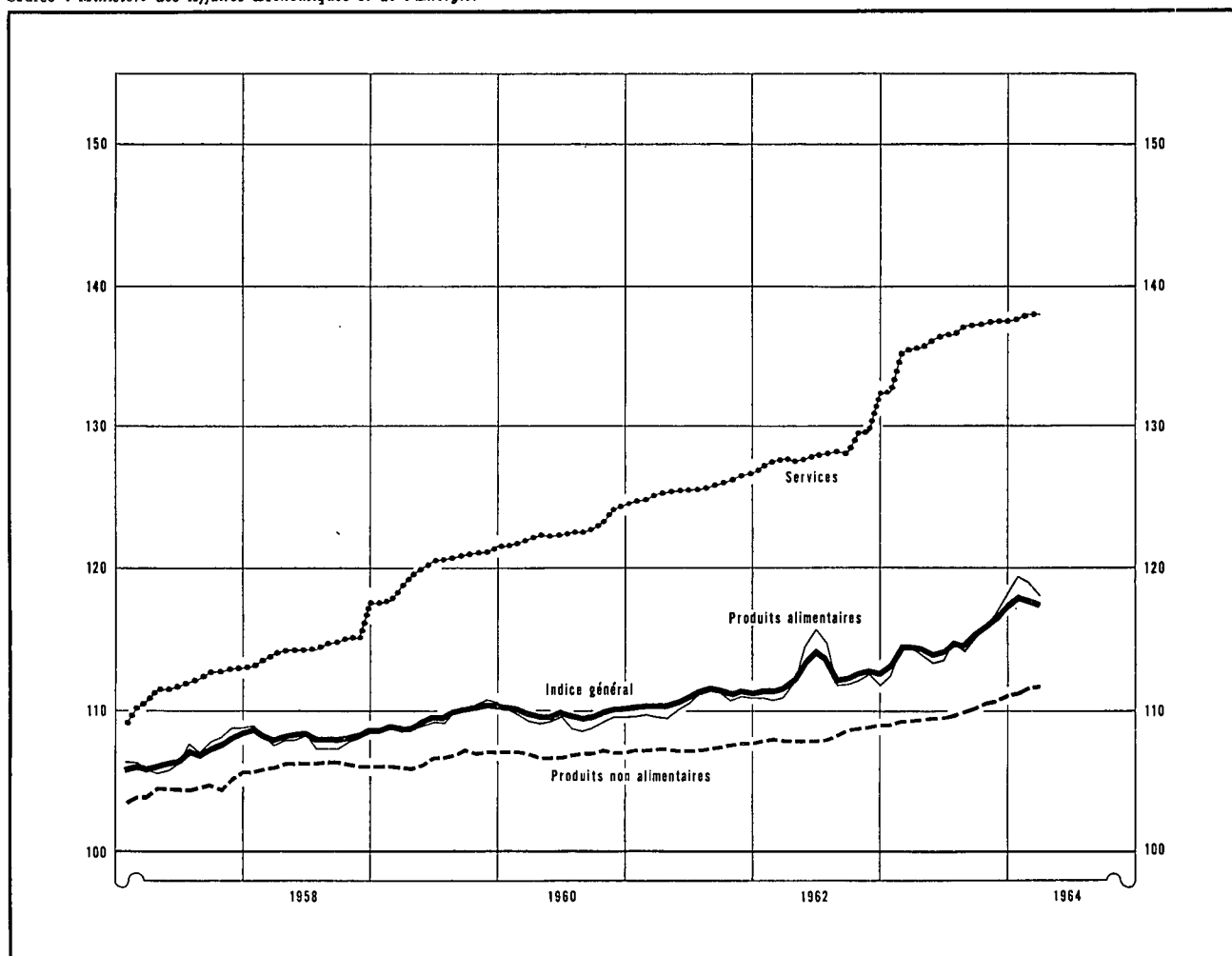
Base 1953 = 100



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

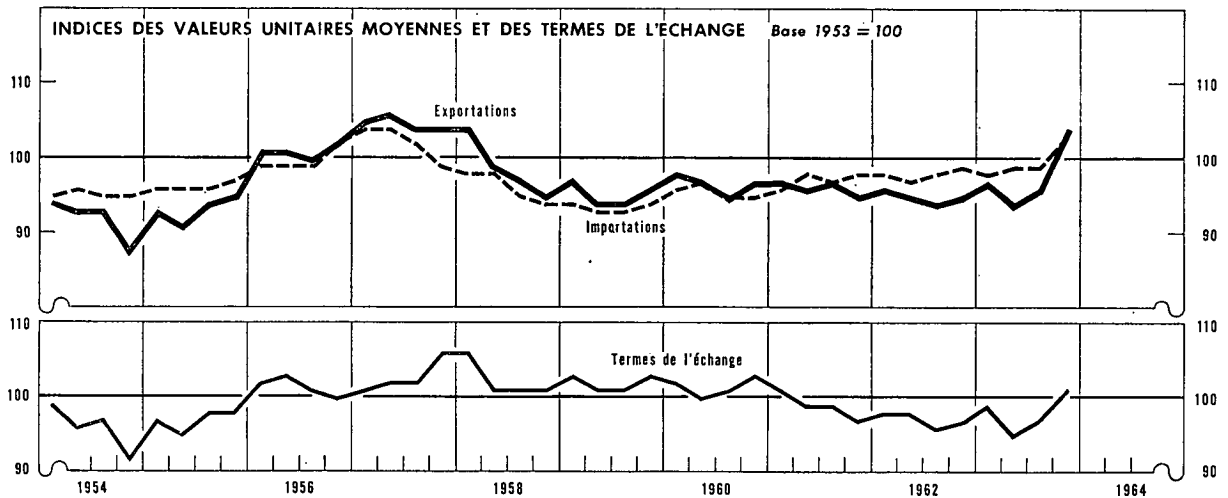
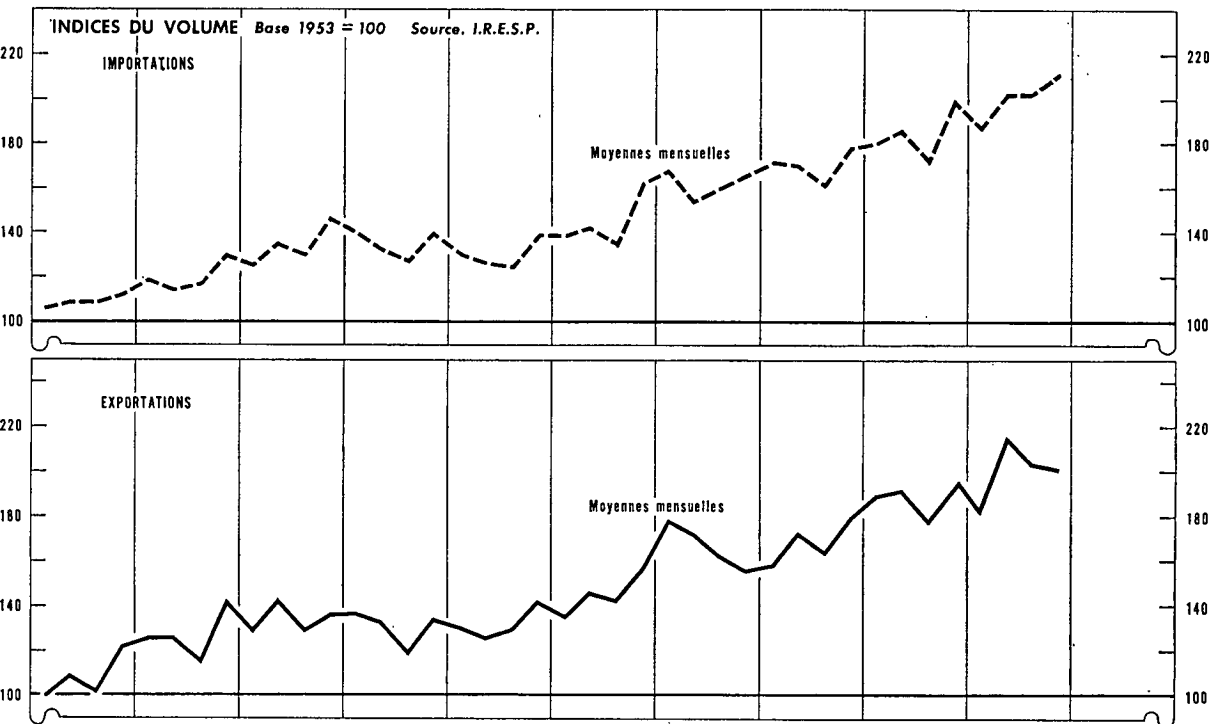
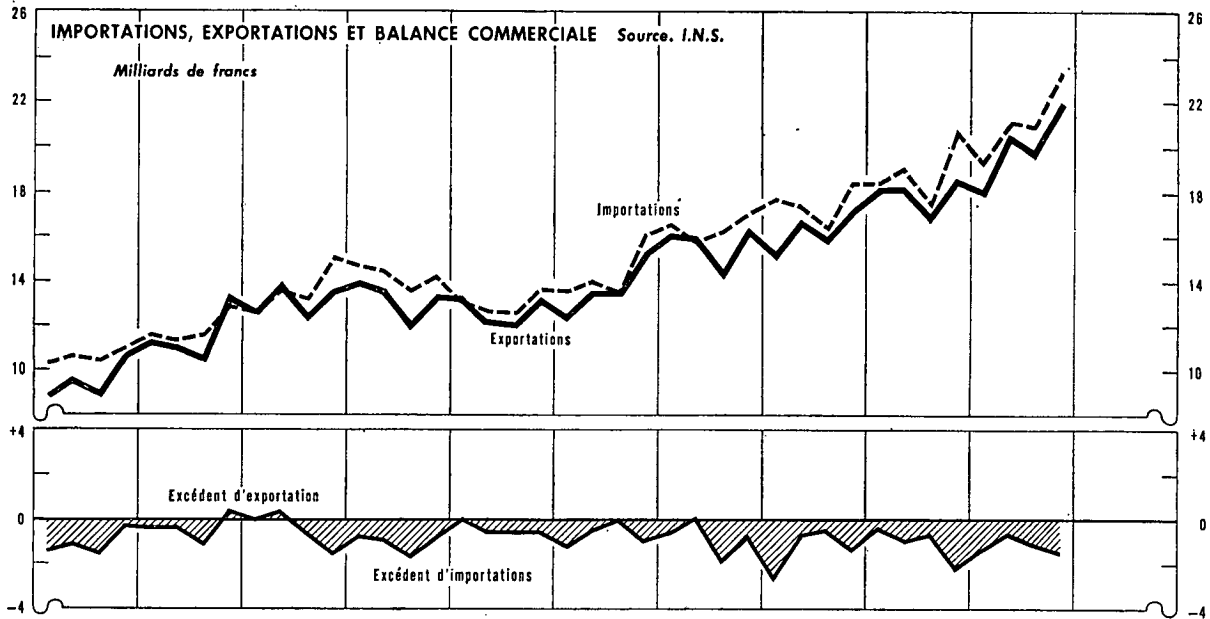
Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits	Produits alimentaires 85 produits	Produits non alimentaires 25 produits	Services 5 produits				
1954	101,30	102,7	99,2	100,0				
1955	100,80	101,6	99,2	101,0				
1956	103,65	104,2	101,5	105,5				
1957	106,93	107,0	104,5	111,7				
1958	108,31	107,9	106,2	114,6				
1959	109,64	109,5	106,6	120,0				
1960	109,97	109,3	107,0	122,6				
1961	111,06	110,5	107,4	125,7				
1962	112,62	112,5	108,3	128,5				
1963	115,05	114,7	109,9	136,3				
	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964
1 ^{er} trimestre	114,13	117,90	113,7	118,8	109,3	111,6	134,5	137,9
2 ^e trimestre	114,26		113,6		109,6		136,2	
3 ^e trimestre	115,07		114,6		110,0		137,0	
4 ^e trimestre	116,70		117,0		110,8		137,5	
Janvier	113,19	118,11	112,4	119,4	109,1	111,3	132,5	137,6
Février	114,58	117,98	114,4	119,0	109,3	111,7	135,4	138,0
Mars	114,63	117,61	114,4	118,0	109,4	111,8	135,6	138,0
Avril	114,42	118,21	113,9	118,6	109,5	111,9	135,8	142,4
Mai	114,10		113,3		109,6		136,2	
Juin	114,27		113,5		109,6		136,6	
Juillet	114,91		114,7		109,7		136,6	
Août	114,77		114,1		110,0		137,2	
Septembre	115,54		115,1		110,3		137,3	
Octobre	116,02		115,9		110,6		137,4	
Novembre	116,57		116,8		110,8		137,5	
Décembre	117,51		118,2		111,1		137,5	

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Journaux financiers : Agéfi, Het Financiële Dagblad, The Financial Times, L'Information*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	160	164	96	97	102
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	171	169	97	96	99
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	185	189	98	95	97
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	201	201	100	98	98
1962 2 ^e trimestre	19,1	18,2	- 0,9	95	187	192	97	95	98
1962 3 ^e trimestre	17,6	17,0	- 0,6	97	173	179	98	94	96
1962 4 ^e trimestre	20,8	18,7	- 2,1	90	200	196	98	95	97
1963 1 ^{er} trimestre	19,4	18,1	- 1,3	93	188	183	98	96	98
1963 2 ^e trimestre	21,2	20,6	- 0,6	98	202	216	99	94	96
1963 3 ^e trimestre	21,0	19,9	- 1,1	95	201	203	99	96	97
1963 4 ^e trimestre	23,6	22,0	- 1,6	93	212	202	103	104	101
1963 Janvier-février	18,2	17,0	- 1,2	93					
1964 Janvier-février p	24,1	22,5	- 1,6	93					
1963 Février	18,1	16,5	- 1,5	91					
Mars	21,3	20,5	- 0,8	96					
Avril	21,1	21,1	-	100					
Mai	21,6	21,1	- 0,5	98					
Juin	19,9	19,7	- 0,2	99					
Juillet	20,0	21,0	+ 1,0	105					
Août	20,6	18,1	- 2,5	88					
Septembre	20,9	20,5	- 0,4	98					
Octobre	24,2	24,7	+ 0,5	102					
Novembre	22,1	20,3	- 1,8	92					
Décembre	22,8	21,0	- 1,8	92					
1964 Janvier	24,6	22,5	- 2,1	92					
Février p	23,6	22,4	- 1,2	95					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indice des prix à l'importation}}$

N. B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
1962 2 ^e trimestre	3,36	4,46	1,45	2,90	1,35	0,22	0,48	0,54	0,75	0,54	2,11	18,16
1962 3 ^e trimestre	3,03	4,19	1,18	2,72	1,20	0,22	0,47	0,47	0,78	0,62	2,14	17,02
1962 4 ^e trimestre	3,14	4,35	1,42	3,16	1,25	0,22	0,41	0,51	0,88	0,96	2,35	18,65
1963 1 ^{er} trimestre	2,99	4,34	1,33	3,04	1,33	0,16	0,51	0,47	0,90	0,91	2,16	18,14
1963 2 ^e trimestre	3,35	5,35	1,62	3,23	1,49	0,28	0,67	0,47	0,90	0,80	2,49	20,65
1963 3 ^e trimestre	3,24	4,96	1,51	3,02	1,41	0,26	0,80	0,53	0,96	0,80	2,39	19,88
1963 4 ^e trimestre	3,25	5,46	1,71	3,65	1,60	0,29	0,66	0,55	1,08	1,03	2,71	21,99
1963 Janvier	3,02	4,20	1,17	2,90	1,21	0,17	0,41	0,51	0,91	0,86	2,06	17,42
Février	2,48	4,01	1,25	2,87	1,29	0,09	0,42	0,43	0,82	0,81	2,03	16,50
Mars	3,47	4,82	1,58	3,34	1,49	0,20	0,69	0,46	0,96	1,06	2,42	20,49
Avril	3,49	5,42	1,72	3,28	1,53	0,33	0,60	0,49	0,78	0,96	2,52	21,12
Mai	3,30	5,69	1,54	3,23	1,46	0,27	0,79	0,49	1,15	0,72	2,47	21,11
Juin	3,27	4,95	1,60	3,18	1,50	0,24	0,63	0,43	0,79	0,71	2,41	19,71
Juillet	3,43	5,75	1,60	3,07	1,45	0,24	0,75	0,53	1,02	0,74	2,45	21,03
Août	3,18	4,30	1,23	2,73	1,43	0,26	0,91	0,49	0,60	0,72	2,28	18,13
Septembre	3,10	4,81	1,69	3,26	1,35	0,27	0,74	0,56	1,27	0,96	2,46	20,47
Octobre	3,71	6,06	1,93	4,14	1,84	0,28	0,78	0,60	1,13	1,33	2,91	24,71
Novembre	2,96	5,14	1,43	3,26	1,42	0,28	0,63	0,51	1,11	0,91	2,62	20,27
Décembre	3,08	5,13	1,83	3,55	1,51	0,31	0,57	0,53	1,01	0,86	2,62	21,00
1964 Janvier	3,70	5,95	1,66	3,53	1,61	0,37	0,78	0,58	1,01	0,78	2,57	22,54

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, no 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, no 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, no 1 - 2, juillet-août 1963.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Total général					
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2		à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production							Total	non durables			durables 12
				combustibles										produits chimiques	produits métalliques 9	autres produits 10	alimentaires					autres 11			
				liquides 8	autres												produits animaux	produits végétaux							
Ancienne série																									
1953	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76				484	340	202		856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094	
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74				541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74				649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78				809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88				1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94				957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111			897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227			946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488	
1960 2 ^e trimestre	11.707	3.931	1.214	1.216	912	342	170	293	107	232			894	672	696		1.028	3.109	380	761	315	1.653	1.897	16.713	
Nouvelle série																									
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	16.488	
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.224	17.579	
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.571	18.981	
1961 4 ^e trimestre	12.777	4.147	1.527	1.418	868	347	191	284	131	246	77	618	390	757	773	297	706	3.466	486	901	334	1.745	2.273	18.516	
1962 1 ^{er} trimestre	12.758	4.259	1.683	1.505	733	194	222	220	94	213	79	627	457	720	756	308	688	3.281	367	742	337	1.835	2.472	18.511	
2 ^e trimestre	13.115	4.461	1.566	1.523	792	206	182	226	100	259	72	765	396	765	766	313	723	3.411	346	914	313	1.838	2.542	19.068	
3 ^e trimestre	11.948	4.233	1.316	1.289	686	344	171	239	102	271	57	474	368	720	702	293	683	3.268	365	754	319	1.830	2.370	17.586	
4 ^e trimestre	14.127	4.597	1.761	1.541	874	323	215	263	114	268	92	768	438	923	835	330	785	3.731	432	936	321	2.042	2.900	20.758	
1963 1 ^{er} trimestre	13.373	4.435	1.666	1.485	843	168	234	220	109	203	84	855	520	756	809	304	682	3.582	394	808	336	2.044	2.449	19.404	
2 ^e trimestre	14.187	4.723	1.561	1.297	945	291	217	260	118	309	87	898	366	1.013	941	344	817	4.011	374	1.003	372	2.262	2.976	21.174	
3 ^e trimestre	14.051	4.494	1.621	1.373	913	434	194	277	121	319	71	986	312	973	848	344	771	4.018	512	892	354	2.260	2.949	21.018	

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée, à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement » ;

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

VIII - 4 a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4	96,5	95,9	94,5	95,8	96,6	95,6	95,9	95,5	94,7	93,7	94,3
Biens de consommation	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3	93,3	93,2	92,9	93,3	92,8	94,6	93,0	94,7	93,3	94,3
Biens d'équipement	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1	102,8	108,4	103,9	106,7	104,4	105,1	103,8	108,1	110,3	108,4
Ensemble ...	95,1	96,7	99,1	102,8	96,1	93,6	95,6	96,1	95,7	95,9	96,8	95,9	96,5	96,5	96,1	95,3	95,7
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1	102,4	97,4	103,6	103,5	102,3	100,8	98,5	97,6	96,6	96,8
Fabrications métalliques	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8	98,6	99,1	98,3	98,3	98,8	100,2	100,0	99,3	99,7	99,3
Métaux non ferreux	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5	92,5	91,4	91,8	94,7	91,1	92,7	92,8	91,8	90,1	91,1
Textiles	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1	83,1	82,7	82,8	82,8	83,5	83,4	82,8	82,8	82,7	82,6
Produits chimiques	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2	89,6	85,9	91,3	88,9	88,5	90,8	87,1	87,7	85,4	85,5
Industrie houillère	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8	89,3	91,4	92,1	89,0	87,0	89,9	86,7	89,2	93,5	97,3
Industrie pétrolière	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4	172,4	168,3	177,9	175,5	167,7	170,7	171,5	170,5	166,2	167,6
Verres et glaces	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7	112,5	111,0	111,8	113,5	114,5	113,2	113,3	112,2	110,1	108,7
Produits agricoles	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7	106,9	111,9	106,2	107,8	104,0	108,7	112,5	116,6	109,0	112,2
Ciments	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0	101,6	100,9	99,4	98,3	103,1	104,8	105,2	100,8	100,6	98,2
Carrières	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3	116,3	114,7	121,6	116,3	115,2	113,8	119,0	113,0	116,6	112,6
Céramiques	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5	103,7	108,9	103,3	100,8	103,9	104,1	104,4	109,0	111,4	108,4
Bois et meubles	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5	102,5	100,1	101,8	104,0	101,0	102,3	98,1	100,2	100,1	100,7
Peaux, cuirs et chaussures	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1	94,8	93,5	95,9	90,4	96,2	95,9	98,3	93,2	93,5	96,2
Papier et livre	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3	89,3	92,1	92,4	91,8	90,8	91,4	92,6	92,5	92,8	90,4
Tabacs manufacturés	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3	93,8	104,2	89,1	93,8	95,9	96,5	97,9	103,8	114,7	101,5
Caoutchouc	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1	78,4	76,4	79,6	77,7	78,4	78,1	76,4	78,4	76,0	74,6
Industries alimentaires	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5	83,5	82,1	83,4	83,4	84,0	84,3	82,7	81,3	82,2	84,0
Divers	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7	92,3	90,0	92,7	95,1	89,3	92,5	86,9	99,8	85,6	93,2
Ensemble ...	92,8	96,6	101,5	105,8	98,3	94,8	97,1	96,2	94,9	96,5	96,5	95,8	96,5	95,5	95,4	94,5	94,9
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	97,6	99,9	102,4	102,9	102,3	101,3	101,6	100,1	99,2	100,6	99,7	99,9	100,0	99,0	99,3	99,2	99,2

¹ Indices des termes de l'échange : $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	172,3	191,6	172,0	173,5	163,8	184,4	186,9	192,1	178,3	206,6
Biens de consommation	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	165,6	170,4	169,2	166,7	160,4	173,9	168,4	169,7	165,8	188,0
Biens d'équipement	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	209,4	228,9	200,5	208,3	197,4	215,1	219,7	227,2	215,7	243,5
Ensemble ...	110,6	119,7	133,8	135,7	132,4	147,5	163,9	175,2	191,5	174,6	175,9	166,7	185,7	186,9	191,7	180,1	207,3
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	165,4	179,1	146,4	178,1	168,6	169,4	182,1	187,7	171,4	176,6
Fabrications métalliques	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	194,6	210,6	245,6	205,1	232,7	204,3	231,8	250,2	263,7	232,3	237,3
Métaux non ferreux	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	161,0	165,0	174,0	155,9	149,3	166,9	167,0	174,5	145,9	172,8
Textiles	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	170,4	194,3	167,8	169,8	160,7	184,4	194,3	194,3	180,5	211,6
Produits chimiques	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	198,7	209,8	198,1	204,6	199,6	195,0	219,4	223,1	205,5	202,3
Industrie houillère	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	71,6	69,5	58,2	71,2	80,1	76,8	76,8	71,1	66,8	63,4
Industrie pétrolière	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	166,4	183,4	136,5	164,8	194,2	170,2	193,5	185,5	186,7	164,1
Verres et glaces	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	231,7	269,5	200,7	214,0	258,5	226,6	275,3	283,1	246,8	272,0
Produits agricoles	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	191,3	211,2	263,8	237,2	183,5	199,1	271,3	250,9	216,1	295,5	320,4
Ciments	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	73,6	72,3	47,5	83,4	89,7	73,6	57,7	78,5	73,8	79,0
Carrières	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	152,7	178,7	122,0	161,5	165,2	165,7	149,5	191,3	195,5	188,7
Céramiques	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	259,0	221,7	189,5	281,2	297,6	290,6	229,0	245,5	206,9	235,4
Bois et meubles	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	257,1	325,5	454,7	276,4	333,7	326,8	408,3	417,3	460,9	427,1	545,5
Peaux, cuirs et chaussures	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	185,2	203,3	185,6	188,9	179,2	190,7	195,8	207,4	197,2	204,1
Papier et livre	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	288,7	333,2	274,4	297,8	277,7	284,9	328,0	334,6	343,6	373,3
Tabacs manufacturés	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	527,8	493,5	537,9	520,4	511,3	540,9	548,4	425,9	474,5	524,1
Caoutchouc	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	248,4	277,7	232,7	276,5	226,0	266,6	274,5	281,7	259,3	304,3
Industries alimentaires	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	154,6	186,4	142,2	143,1	159,3	174,4	179,0	185,4	170,1	213,5
Divers	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	120,2	128,4	133,4	138,7	120,4	123,7	135,2	156,3	96,6	155,0	125,2
Ensemble ...	109,4	125,7	135,3	131,8	134,7	150,3	168,3	175,0	195,3	167,6	179,9	173,0	185,1	197,7	200,4	186,9	198,8

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	1,64	1,36	- 0,28	1,47	1,16	- 0,31	1,56	2,40	+ 0,83
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,23	1,46	- 0,77	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1962 2 ^e trimestre	3,48	3,17	- 0,31	2,72	2,30	- 0,42	2,65	4,15	+ 1,50
1962 3 ^e trimestre	3,48	3,21	- 0,27	2,49	1,97	- 0,52	2,64	3,85	+ 1,21
1962 4 ^e trimestre	3,79	3,56	- 0,23	3,10	2,53	- 0,57	3,07	4,36	+ 1,29
1963 1 ^{er} trimestre	3,56	3,25	- 0,31	2,93	2,59	- 0,34	2,92	3,98	+ 1,06
1963 2 ^e trimestre	4,09	3,90	- 0,19	3,31	3,12	- 0,19	3,12	4,72	+ 1,60
1963 3 ^e trimestre	4,10	3,78	- 0,32	2,89	2,72	- 0,17	3,10	4,54	+ 1,44
1963 4 ^e trimestre	4,66	4,00	- 0,66	3,70	3,32	- 0,38	3,42	4,98	+ 1,56
1963 Janvier	3,08	2,97	- 0,11	2,76	2,59	- 0,17	2,70	3,60	+ 0,90
1963 Février	3,47	3,02	- 0,45	2,86	2,24	- 0,62	2,74	3,68	+ 0,94
1963 Mars	4,12	3,77	- 0,35	3,14	2,94	- 0,20	3,20	4,67	+ 1,47
1963 Avril	4,16	4,02	- 0,14	3,35	3,42	+ 0,07	3,10	4,70	+ 1,60
1963 Mai	4,20	4,02	- 0,18	3,43	3,02	- 0,41	3,26	4,95	+ 1,69
1963 Juin	3,86	3,68	- 0,18	3,11	2,91	- 0,20	2,96	4,49	+ 1,53
1963 Juillet	3,88	3,60	- 0,28	2,95	2,92	- 0,03	2,80	5,15	+ 2,35
1963 Août	3,99	3,75	- 0,24	2,74	2,09	- 0,65	2,97	3,91	+ 0,94
1963 Septembre	4,36	3,99	- 0,37	2,91	3,15	+ 0,24	3,44	4,55	+ 1,11
1963 Octobre	4,66	4,36	- 0,30	3,95	3,39	- 0,56	3,74	5,36	+ 1,62
1963 Novembre	4,52	3,81	- 0,71	3,36	3,25	- 0,11	3,29	4,79	+ 1,50
1963 Décembre	4,57	3,82	- 0,75	3,74	3,34	- 0,40	3,18	4,78	+ 1,60
1964 Janvier	p 4,38	3,80	p- 0,58	p 3,65	3,54	p- 0,11	p 3,77	5,04	p+ 1,27
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	0,18	0,25	+ 0,07	4,87	5,17	+ 0,30	6,78	7,44	+ 0,66
1956	0,20	0,26	+ 0,07	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,01	5,72	- 0,29	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1962 2 ^e trimestre	0,55	0,68	+ 0,13	9,40	10,30	+ 0,90	12,20	13,29	+ 1,09
1962 3 ^e trimestre	0,57	0,63	+ 0,06	9,18	9,66	+ 0,48	11,77	12,47	+ 0,70
1962 4 ^e trimestre	0,57	0,86	+ 0,29	10,53	11,31	+ 0,78	13,68	14,45	+ 0,77
1963 1 ^{er} trimestre	0,62	0,93	+ 0,31	10,03	10,75	+ 0,72	12,94	13,83	+ 0,89
1963 2 ^e trimestre	0,71	0,99	+ 0,28	11,23	12,73	+ 1,50	14,40	16,05	+ 1,65
1963 3 ^e trimestre	0,82	1,08	+ 0,26	10,91	12,12	+ 1,21	13,85	15,21	+ 1,36
1963 4 ^e trimestre	0,79	1,14	+ 0,35	12,57	13,44	+ 0,87	16,14	16,97	+ 0,83
1963 Janvier	0,58	0,88	+ 0,30	9,12	10,04	+ 0,92	11,77	13,23	+ 1,46
1963 Février	0,60	0,86	+ 0,26	9,67	9,80	+ 0,13	12,50	12,47	- 0,03
1963 Mars	0,69	1,04	+ 0,35	11,15	12,42	+ 1,27	14,38	15,77	+ 1,39
1963 Avril	0,71	0,99	+ 0,28	11,32	13,13	+ 1,81	14,31	16,48	+ 2,17
1963 Mai	0,74	0,95	+ 0,21	11,63	12,94	+ 1,31	14,87	16,34	+ 1,47
1963 Juin	0,68	1,04	+ 0,36	10,61	12,12	+ 1,51	13,85	15,34	+ 1,49
1963 Juillet	0,78	0,98	+ 0,20	10,41	12,65	+ 2,24	13,24	15,86	+ 2,62
1963 Août	0,82	1,02	+ 0,20	10,52	10,77	+ 0,25	13,54	13,88	+ 0,34
1963 Septembre	0,80	1,25	+ 0,45	11,51	12,94	+ 1,43	14,34	15,91	+ 1,57
1963 Octobre	0,95	1,33	+ 0,38	13,30	14,44	+ 1,14	17,05	18,67	+ 1,62
1963 Novembre	0,70	1,07	+ 0,37	11,87	12,92	+ 1,05	15,27	15,75	+ 0,48
1963 Décembre	0,72	1,01	+ 0,29	12,21	12,95	+ 0,74	15,60	16,48	+ 0,88
1964 Janvier	p 0,83	0,96	p+ 0,13	p 12,63	13,34	p+ 0,71	p 15,95	17,01	p+ 1,06

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	1,31	1,01	- 0,30	1,00	0,74	- 0,26	1,12	0,80	- 0,32
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,98	0,72	- 0,26	0,95	0,80	- 0,15
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,94	0,81	- 0,13
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1962 2 ^e trimestre	2,04	1,83	- 0,21	1,54	0,88	- 0,66	1,27	0,68	- 0,59
3 ^e trimestre	1,67	1,61	- 0,06	1,44	0,87	- 0,57	0,93	0,68	- 0,25
4 ^e trimestre	2,00	1,52	- 0,48	1,65	0,99	- 0,66	1,17	0,78	- 0,39
1963 1 ^{er} trimestre	1,77	1,53	- 0,24	1,69	1,04	- 0,65	1,19	0,86	- 0,33
2 ^e trimestre	1,97	1,72	- 0,25	1,84	1,23	- 0,61	1,37	0,80	- 0,57
3 ^e trimestre	1,90	1,83	- 0,07	1,62	1,11	- 0,51	1,42	0,73	- 0,69
4 ^e trimestre	2,23	1,77	- 0,46	1,89	1,24	- 0,65	1,19	0,84	- 0,35
1963 Janvier	1,54	1,27	- 0,27	1,43	1,08	- 0,35	1,19	0,89	- 0,30
Février	1,62	1,51	- 0,11	1,72	0,91	- 0,81	1,06	0,80	- 0,26
Mars	2,11	1,80	- 0,31	1,90	1,13	- 0,77	1,29	0,88	- 0,41
Avril	2,05	1,75	- 0,30	1,67	1,17	- 0,50	1,26	0,82	- 0,44
Mai	1,78	1,88	+ 0,10	1,88	1,28	- 0,60	1,32	0,82	- 0,50
Juin	2,07	1,53	- 0,54	1,94	1,23	- 0,71	1,16	0,76	- 0,40
Juillet	1,88	2,00	+ 0,12	1,60	1,21	- 0,39	1,49	0,85	- 0,64
Août	1,88	1,54	- 0,34	1,64	1,09	- 0,55	1,35	0,68	- 0,67
Septembre	1,86	1,96	+ 0,10	1,54	1,04	- 0,50	1,00	0,67	- 0,33
Octobre	2,23	2,42	+ 0,19	2,06	1,54	- 0,52	0,93	0,96	+ 0,03
Novembre	2,08	1,44	- 0,64	1,85	0,94	- 0,91	1,06	0,71	- 0,35
Décembre	2,27	1,47	- 0,80	1,71	1,26	- 0,45	1,28	0,83	- 0,45
1964 Janvier	p 2,21	1,88	p- 0,33	p 1,69	1,39	p- 0,30		1,07	

Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1955	0,60	0,55	- 0,05	0,97	0,55	- 0,42	0,36	0,41	+ 0,05
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,63	0,72	+ 0,09	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,67	0,46	- 0,21
1962 2 ^e trimestre	0,93	0,59	- 0,34	0,88	0,22	- 0,66	0,52	0,57	+ 0,05
3 ^e trimestre	0,83	0,55	- 0,28	0,77	0,20	- 0,57	0,65	0,46	- 0,19
4 ^e trimestre	0,91	0,51	- 0,40	0,71	0,16	- 0,55	0,78	0,44	- 0,34
1963 1 ^{er} trimestre	0,89	0,44	- 0,45	0,72	0,17	- 0,55	0,52	0,38	- 0,14
2 ^e trimestre	0,86	0,45	- 0,41	0,67	0,18	- 0,49	0,63	0,47	- 0,16
3 ^e trimestre	0,98	0,46	- 0,52	0,72	0,20	- 0,52	0,76	0,47	- 0,29
4 ^e trimestre	0,96	0,51	- 0,45	0,72	0,27	- 0,45	0,78	0,53	- 0,25
1963 Janvier	0,85	0,49	- 0,36	1,05	0,18	- 0,87	0,53	0,41	- 0,12
Février	0,84	0,37	- 0,47	0,49	0,17	- 0,32	0,50	0,28	- 0,22
Mars	0,93	0,46	- 0,47	0,60	0,16	- 0,44	0,51	0,45	- 0,06
Avril	0,86	0,45	- 0,41	0,76	0,18	- 0,58	0,51	0,44	- 0,07
Mai	0,90	0,44	- 0,46	0,89	0,17	- 0,72	0,63	0,56	- 0,07
Juin	0,74	0,47	- 0,27	0,30	0,20	- 0,10	0,72	0,41	- 0,31
Juillet	0,93	0,48	- 0,45	0,63	0,19	- 0,44	0,71	0,46	- 0,25
Août	1,01	0,52	- 0,49	0,85	0,18	- 0,67	0,84	0,41	- 0,43
Septembre	0,95	0,38	- 0,57	0,61	0,23	- 0,38	0,68	0,52	- 0,16
Octobre	1,06	0,59	- 0,47	0,79	0,26	- 0,53	0,75	0,52	- 0,23
Novembre	0,74	0,44	- 0,30	0,70	0,31	- 0,39	0,63	0,44	- 0,19
Décembre	0,83	0,50	- 0,33	0,53	0,23	- 0,30	0,81	0,62	- 0,19
1964 Janvier		0,59			0,28			0,55	

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) valeurs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	+ 1,5
b) valeurs étrang.	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

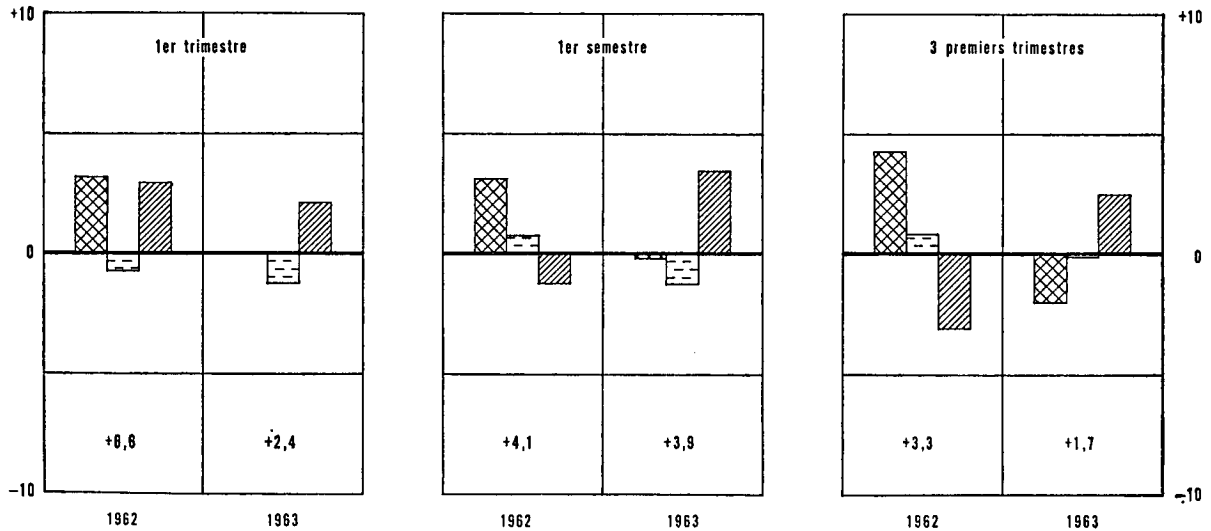
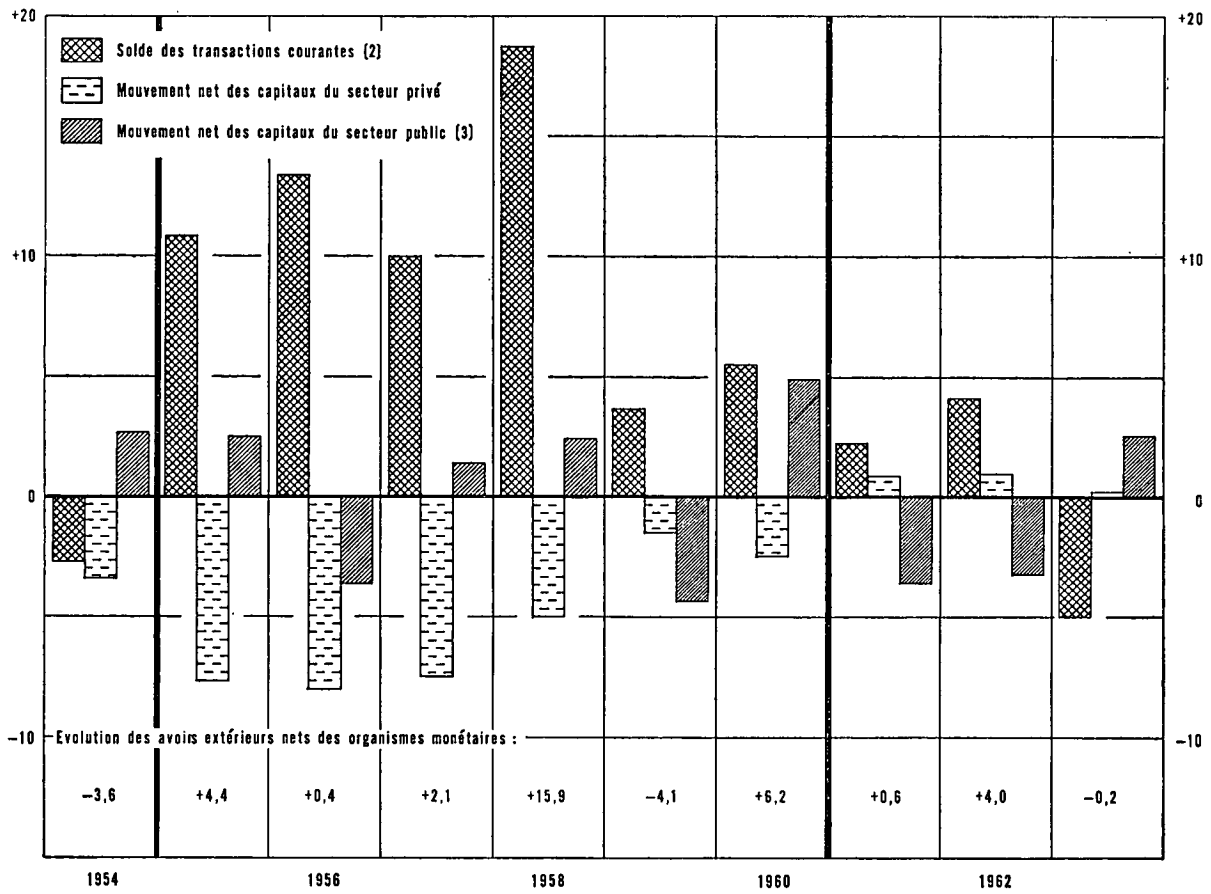
³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 30 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrit par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

IX — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. ¹

(milliards de francs)



¹ La balance de l'année 1954 n'est pas strictement comparable à celles des années suivantes. En outre, les balances des années 1961 à 1963 ne peuvent être rapprochées exactement de celles des années antérieures en raison notamment de la ventilation, pour ces trois années, de la rubrique « Opérations non déterminées » entre le « Solde des transactions courantes » et le « Mouvement net des capitaux du secteur privé ».

² Les transactions courantes groupent les transactions sur biens et services, les transferts privés et les transferts de l'Etat.

³ Le secteur public comprend l'Etat, les pouvoirs publics subordonnés et les organismes paraétatiques administratifs, d'exploitation et de crédit.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961			1962			1968
	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre p
A. Transactions sur biens et services :							
1. Opérations sur marchandises :							
1.1 Exportations et importations ¹	- 5,0	- 1,1	- 6,1	- 2,9	- 3,5	- 6,4	- 2,7
1.2 Travail à façon	+ 1,4	+ 1,3	+ 2,7	+ 2,0	+ 1,8	+ 3,8	+ 1,7
1.3 Opérations d'arbitrage	+ 1,2	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,0	+ 1,1	+ 3,1	+ 0,9
2. Or non monétaire	- 0,4	- 0,5	- 0,9	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,1
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises ²							
4. Autres frais de transport	- 0,3 ³	- 0,1 ³	- 0,4 ³	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,7	...
5. Déplacements à l'étranger	- 1,8	- 0,6	- 2,4	- 1,2	- 1,0	- 2,2	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,9	+ 1,1	+ 2,0	- 0,3	+ 1,2	+ 0,9	- 0,8
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,6	- 0,6	- 1,2	...	- 1,8	- 1,8	- 1,3
8. Autres :							
8.1 Ouvriers frontaliers	+ 1,6	+ 1,7	+ 3,3	+ 1,9	+ 1,8	+ 3,7	+ 1,9
8.2 Autres	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,8	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,6
Total des transactions sur biens et services	- 2,2	+ 3,3	+ 1,1	+ 2,3	+ 0,3	+ 2,6	- 0,5
B. Transferts :							
9. Transferts privés	+ 0,8	+ 2,2	+ 3,0	+ 1,3	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,5
10. Transferts de l'Etat	- 0,5	- 1,4	- 1,9	- 0,5	- 0,6	- 1,1	- 1,2
Total des transferts ...	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,7	+ 1,5	+ 0,3
C. Mouvement des capitaux :							
11. Etat	- 6,2	+ 0,4	- 5,8	- 1,3	- 1,5	- 2,8	+ 2,9
12. Autres pouvoirs publics .....	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	...
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	+ 0,5	+ 1,4	+ 1,9	+ 0,3	- 0,4	- 0,1	...
14. Organismes paraétatiques de crédit	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	- 0,6	- 0,1	- 0,7	+ 0,5
15. Autres :							
15.1 Court terme recensé	+ 0,1	- 1,4	- 1,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,2	- 0,8
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières :							
a) valeurs belges	+ 1,1	+ 0,4	+ 1,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,4
b) valeurs étrangères	- 3,6	- 1,1	- 4,7	- 1,4	- 1,6	- 3,0	- 2,7
15.3 Autres	+ 2,3	+ 3,1	+ 5,4	+ 1,8	+ 1,6	+ 3,4	+ 1,8
Total du mouvement des capitaux ...	- 5,7	+ 3,0	- 2,7	- 0,6	- 1,6	- 2,2	+ 2,1
16. Erreurs et omissions .....	...	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,6	+ 0,5	+ 2,1	+ 2,0
17. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	- 7,6	+ 8,2	+ 0,6	+ 4,1	- 0,1	+ 4,0	+ 3,9

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

- les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
- les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 3^e édition du « Balance of Payments Manual »;
- la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celles-ci;
- les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 5) et « Autres mouvements de capitaux » (rubrique 15);
- les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 8 « Autres services » à la rubrique 7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».

Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 432 à 435.

1 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

2 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. note 1).

3 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 3 et 4 pour 1962. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, en 1962, sont incluses dans la rubrique 8, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, en 1962, sont inclus dans la rubrique 4.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1962				1963			
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre <i>p</i>	2e trimestre <i>p</i>	3e trimestre <i>p</i>	4e trimestre <i>p</i>
1. Transactions sur biens et services et transferts privés	+ 3,4	+ 0,2	+ 1,4	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,1	- 1,6	- 1,9
2. Transferts de l'Etat	- 0,2	- 0,3	- 0,2	- 0,4	- 0,9	- 0,3	- 0,2	- 1,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics et des parastataux de crédit et d'exploitation	+ 2,9	- 4,2	- 1,8	- 0,1	+ 2,1	+ 1,3	- 0,9	+ 0,1
4. Mouvement des autres capitaux :								
4.1 Court terme recensé	- 1,2	+ 0,9	- 1,7	+ 1,8	- 1,0	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,4
4.2 Autres	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,8	- 1,6	- 0,3	- 0,2	+ 0,8	...
5. Erreurs et omissions	+ 1,2	+ 0,4	- 0,3	+ 0,8	+ 1,6	+ 0,4	- 0,7	+ 0,6
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 6,6	- 2,5	- 0,8	+ 0,7	+ 2,4	+ 1,5	- 2,2	- 1,9

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVIII^e année, vol. I, n° 5, page 417 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1962 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français ou 100 fr. français anciens	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 lires italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1959	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1961	49,86	10,16	139,72	{13,19 ¹ 13,85 ² }	11,54	{11,95 ¹ 12,51 ² }	8,03	9,65	6,98	7,22	{50,469 ³ 48,153 ⁴ }	{50,468 ³ 48,149 ⁴ }	174,21	192,32
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09
1963 1 ^{er} trimestre .	49,82	10,17	139,64	13,84	11,52	12,45	8,02	9,61	6,97	7,22	46,224	46,224	174,09	192,88
2 ^e trimestre .	49,86	10,17	139,64	13,87	11,53	12,51	8,03	9,61	6,98	7,22	46,277	46,276	174,06	193,10
3 ^e trimestre .	49,90	10,18	139,69	13,84	11,55	12,53	8,03	9,62	6,98	7,23	46,164	46,163	174,09	193,37
4 ^e trimestre .	49,87	10,18	139,50	13,84	11,56	12,54	8,01	9,60	6,97	7,22	46,244	46,243	173,95	192,99
1964 1 ^{er} trimestre .	49,82	10,17	139,39	13,82	11,52	12,54	8,00	9,63	6,96	7,21	46,118	46,118	173,80	192,83
1963 Mars	49,87	10,18	139,66	13,87	11,52	12,48	8,03	9,61	6,98	7,23	46,253	46,252	174,12	193,07
Avril	49,84	10,17	139,60	13,87	11,51	12,48	8,03	9,60	6,98	7,22	46,282	46,282	174,02	192,94
Mai	49,85	10,17	139,58	13,87	11,53	12,51	8,03	9,61	6,98	7,22	46,272	46,270	173,98	192,99
Juin	49,90	10,18	139,74	13,86	11,54	12,54	8,03	9,63	6,99	7,23	46,277	46,276	174,18	193,38
Juillet	49,90	10,18	139,76	13,85	11,54	12,53	8,03	9,63	6,98	7,23	46,221	46,219	174,20	193,38
Août	49,89	10,18	139,69	13,83	11,56	12,52	8,04	9,61	6,98	7,22	46,075	46,073	174,09	193,37
Septembre ...	49,90	10,18	139,61	13,83	11,56	12,54	8,02	9,62	6,97	7,23	46,196	46,196	173,98	193,37
Octobre	49,93	10,19	139,70	13,86	11,57	12,55	8,02	9,61	6,98	7,23	46,320	46,320	174,11	193,28
Novembre ...	49,85	10,17	139,46	13,84	11,55	12,54	8,01	9,60	6,96	7,22	46,251	46,250	173,94	192,77
Décembre	49,83	10,17	139,34	13,83	11,55	12,54	8,01	9,59	6,96	7,22	46,162	46,160	173,79	192,91
1964 Janvier	49,82	10,16	139,40	13,83	11,54	12,53	8,00	9,60	6,96	7,21	46,114	46,114	173,84	192,87
Février	49,82	10,17	139,37	13,82	11,52	12,54	8,00	9,61	6,96	7,20	46,133	46,134	173,76	192,81
Mars	49,82	10,17	139,40	13,82	11,51	12,54	7,99	9,68	6,96	7,22	46,108	46,107	173,81	192,80

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — ² Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁴ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 mars 1964

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur ⁴	vendeur ⁵	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,500	- 0,500	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (3) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses (1)	Recettes (2)	Solde (3) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieures (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse (augmentation - diminution +) (12)
1957	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 0,2	+ 2,5	- 2,1	- 0,9
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1961 9 prem. mois	95,8	88,2	- 7,6	9,1	0,2	- 8,9	-16,5	+ 7,2	+ 6,1	+ 4,1	- 1,6	+ 0,7
1962 3 prem. mois	37,6	30,9	- 6,7	3,3	0,1	- 3,2	- 9,9	+ 7,2	+ 4,1	- 1,8	- 0,7	+ 1,1
6 prem. mois	68,6	61,7	- 6,9	7,2	0,2	- 7,0	-13,9	+ 7,7	+13,6	- 6,7	- 1,0	+ 0,3
9 prem. mois	97,7	93,8	- 3,9	11,7	0,3	-11,4	-15,3	+ 9,9	+14,3	- 8,4	- 0,3	- 0,2
1963 3 prem. mois	39,3	32,6	- 6,7	5,5	0,2	- 5,3	-12,0	+ 4,9	+ 6,3	+ 3,6	- 3,1	+ 0,3
6 prem. mois	72,5	63,8	- 8,7	9,2	0,3	- 8,9	-17,6	+ 6,0	+ 7,5	+ 6,7	- 3,2 ²	+ 0,6
9 prem. mois	104,2	103,8	- 0,4	15,4	0,3	-15,1	-15,5	+10,1	+ 3,4	+ 7,5	- 5,4 ²	- 0,1
1962 Novembre	10,6	11,4	+ 0,8	2,3	0,1	- 2,2	- 1,4	+10,2	- 7,8	- 0,4	- 0,8	+ 0,2
Décembre	12,1	15,2	+ 3,1	2,0	0,1	- 1,9	+ 1,2	...	- 4,0	+ 0,9	+ 2,6	- 0,7
1963 Janvier	14,0	13,5	- 0,5	2,0	0,1	- 1,9	- 2,4	...	+ 4,3	+ 0,5	- 2,2	- 0,2
Février	10,5	9,2	- 1,3	2,0	0,1	- 1,9	- 3,2	...	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,1	+ 1,6
Mars	14,8	9,9	- 4,9	1,5	...	- 1,5	- 6,4	+ 4,9	+ 1,5	+ 2,1	- 1,0	- 1,1
Avril	11,9	10,0	- 1,9	1,3	0,1	- 1,2	- 3,1	...	+ 3,5	+ 0,6	- 1,5	+ 0,5
Mai	9,2	10,7	+ 1,5	1,2	...	- 1,2	+ 0,3	...	- 1,9	+ 2,1	- 0,3 ²	- 0,2
Juin	12,1	10,5	- 1,6	1,1	...	- 1,1	- 2,7	+ 1,1	- 0,2	+ 0,3	+ 1,7 ²	- 0,2
Juillet	14,0	18,8	+ 4,8	2,4	...	- 2,4	+ 2,4	+ 4,1	- 3,7	+ 0,3	- 2,2 ²	- 0,9
Août	7,7	10,4	+ 2,7	2,1	...	- 2,1	+ 0,6	...	- 1,1	+ 0,3	- 1,0 ²	+ 1,2
Septembre	10,0	10,8	+ 0,8	1,7	...	- 1,7	- 0,9	...	+ 0,7	+ 0,2	+ 1,0 ²	- 1,0
Octobre	12,8	12,0	- 0,8	2,3	...	- 2,3	- 3,1	+ 7,3	- 2,9	+ 1,5	- 2,9 ²	+ 0,1
Novembre	10,0	10,2	+ 0,2	2,3	...	- 2,3	- 2,1	...	- 0,5	+ 0,8	+ 0,5 ²	+ 1,3

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances au Fonds des Routes.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1952	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	+ 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1962 6 premiers mois	17,5	+ 0,1	11,7	+ 0,1	23,5	- 0,6	52,7	- 0,4	
1963 6 premiers mois	16,5	- 0,1	12,1	- 0,1	24,7	- 0,2	53,3	- 0,4	
Exercice 1963	Janvier	2,6	...	1,7	+ 0,2	3,9	- 0,2	8,2	...
	Février	1,7	...	1,9	- 0,1	3,6	- 0,2	7,2	- 0,3
	Mars	1,8	...	2,1	- 0,1	4,2	- 0,2	8,1	- 0,3
	Avril	3,1	- 0,1	2,1	...	4,2	- 0,1	9,4	- 0,2
	Mai	3,5	+ 0,1	2,3	+ 0,1	4,5	+ 0,3	10,3	+ 0,5
	Juin	3,7	- 0,1	2,1	- 0,1	4,3	+ 0,2	10,1	...
	Juillet	11,1	+ 0,8	2,0	- 0,2	4,3	...	17,4	+ 0,6
	Août	3,7	+ 0,7	2,4	+ 0,2	4,4	+ 0,3	10,5	+ 1,2
	Septembre	3,6	- 0,1	2,2	...	4,6	+ 0,3	10,4	+ 0,2
	Octobre	4,2	+ 0,1	2,4	+ 0,2	4,9	+ 0,3	11,5	+ 0,6
	Novembre	3,1	- 0,3	2,1	- 0,1	4,5	...	9,7	- 0,4
	Décembre	3,4	- 0,1	2,3	- 0,1	5,0	+ 0,3	10,7	+ 0,1
1964	Janvier	5,7	+ 0,4	0,5	+ 0,1	...	...	6,2	+ 0,5
	Février	1,6	...	...	...	...	...	1,6	...
Ex. 1964	1964 Janvier	2,9	+ 0,1	1,8	+ 0,1	4,6	+ 0,3	9,3	+ 0,5
	Février	2,2	+ 0,2	2,2	+ 0,1	4,7	+ 0,6	9,1	+ 0,9

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1962 ²		Exercice 1963 : février 1963		Exercice 1964 : février 1964	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	51,4	49,2	1,7	1,7	2,2	2,0
contribution foncière	0,7	0,5	...	—	—	—
précompte immobilier	—	—	—	—	...	—
taxe mobilière	4,3	4,6	...	...	...	...
précompte mobilier	—	—	0,1	0,2	0,3	0,3
taxe professionnelle ³	34,4	31,5	...	...	...	...
précompte professionnel	—	—	1,2	1,2	1,5	1,4
impôt complémentaire personnel ..	6,0	5,7	...	—	...	...
contribution nationale de crise ...	1,8	2,6	...	...	...	...
taxe de circulation sur les véhicules						
automobiles	3,1	3,2	0,2	0,2	0,2	0,2
divers ⁴	1,1	1,1	0,2	0,1	0,2	0,1
II. Douanes et accises	24,5	24,7	1,9	2,0	2,2	2,1
dont : douanes	6,6	6,9	0,5	0,6	0,7	0,6
accises	16,7	17,6	1,2	1,4	1,4	1,5
taxes spéciales de consommat.	0,9		0,1		0,1	
III. Enregistrement	48,5	49,0	3,6	3,8	4,7	4,1
dont : enregistrement	4,3	4,5	0,3	0,3	0,5	0,3
successions	2,3	2,3	0,2	0,2	0,2	0,2
timbre et taxes assimilées ..	41,4	41,7	3,1	3,3	4,0	3,6
Total ...	124,4	122,9	7,2	7,5	9,1	8,2
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 1,5		- 0,3		+ 0,9

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1962, commencé le 1^{er} janvier 1962, a été clôturé le 31 mars 1963.

³ Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

⁴ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,69
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1961 9 premiers mois	3,7	2,0	3,6	9,3	0,69
1962 3 premiers mois	4,0	2,0	3,9	9,9	0,38
6 premiers mois	3,9	2,0	3,9	9,8	0,25
9 premiers mois	4,1	2,0	3,9	10,0	0,71
1963 3 premiers mois	4,4	2,0	3,9	10,3	0,65
6 premiers mois	3,9	2,1	4,1	10,1	0,41
9 premiers mois	4,7	2,1	4,2	11,0	1,18
1963 Janvier	7,6	2,0	3,9	13,5	1,78
Février	2,9	1,9	3,6	8,4	0,04
Mars	2,8	2,1	4,2	9,1	0,13
Avril	3,1	2,1	4,2	9,4	0,20
Mai	3,5	2,3	4,5	10,3	0,08
Juin	3,7	2,1	4,3	10,1	0,22
Juillet	11,1	2,0	4,3	17,4	8,14
Août	3,7	2,4	4,4	10,5	0,04
Septembre	3,6	2,2	4,6	10,4	0,03
Octobre	4,2	2,4	4,9	11,5	0,23
Novembre	3,1	2,1	4,5	9,7	0,03
Décembre	3,4	2,3	5,0	10,7	0,20
1964 Janvier	8,6	2,3	4,6	15,5	1,95
Février	3,7	2,3	4,7	10,7	0,06

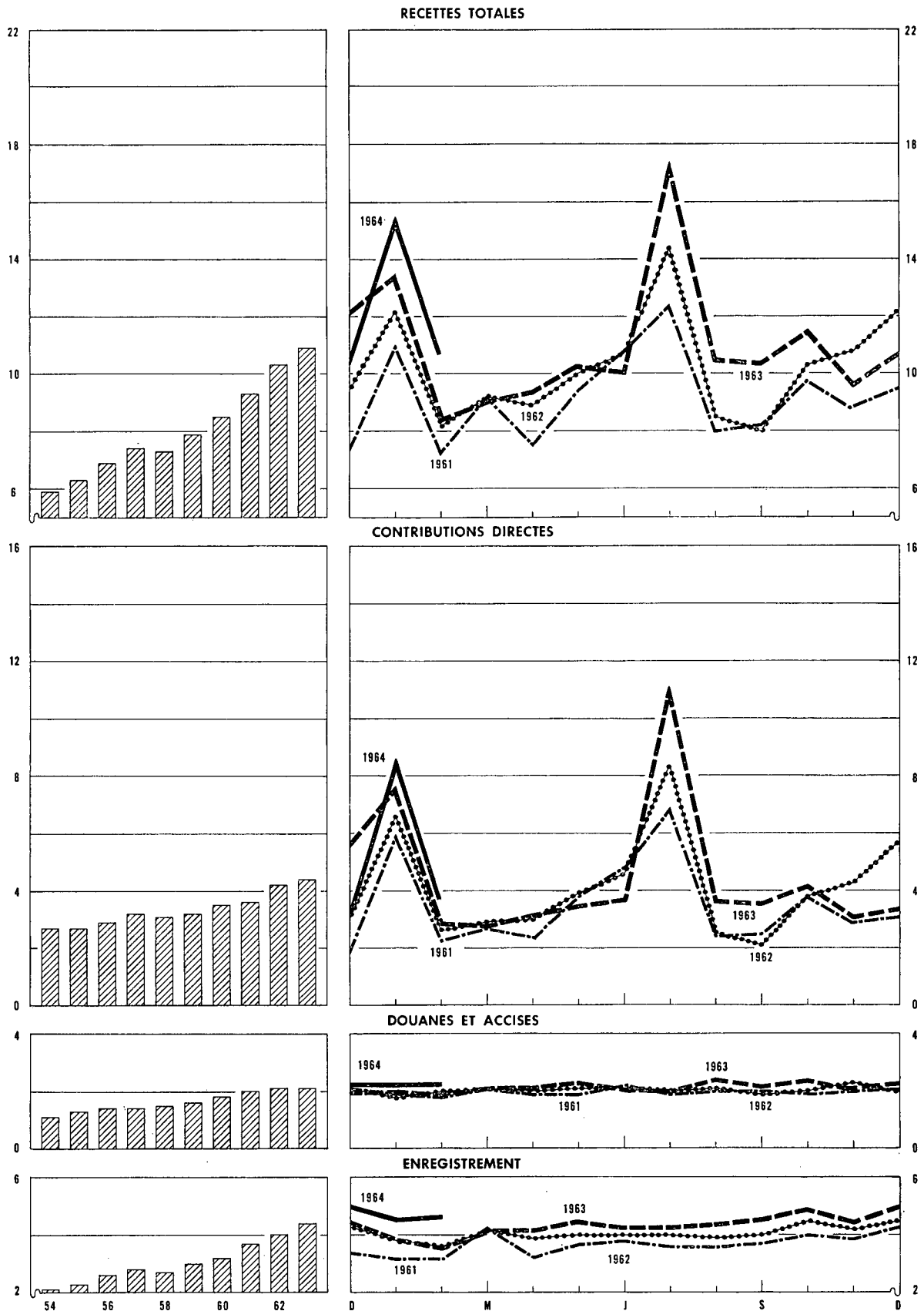
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVI^e année, vol. II, no 5, novembre 1961 : « Les budgets de 1961 et 1962 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

1 a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1960 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(Milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE																
		Secteurs nationaux non financiers							Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)	
		Entreprises et particuliers	Para-étatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires *	Total des intermédiaires financiers (13) = (8) à (12)				
															(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(14)
données non disponibles																		
... nihil ou inférieur à 50 millions																		
— opération non effectuée																		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Accept., effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	26,1	—	2,4	—	2,9	6,6	38,0		
			Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	25,2	—	0,2	—	0,1	—	25,6	
			Obligations	8,0	8,0	0,2	...	—	1,0	13,1	...	14,1	...	22,4
			Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	10,5	—	68,2	22,9	68,2	...	159,3	169,8
			Divers	4,3	1,1	1,5	0,2	7,5	14,7	—	1,6	6,3	0,5	...	8,4	23,0
			(Actions et parts)	(154,6)	(0,1)	(...)	...	(...)	(154,7)	...	(0,4)	(-)	(0,7)	(2,0)	(-)	(3,1)	(...)	(157,8)
			Total ...	22,8	1,2	1,5	0,2	7,5	33,2	0,2	51,3	—	73,5	42,3	71,7	238,8	6,6	278,8
	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1	0,1	0,1	
		Accept., effets commerciaux et promesses	...	—	—	—	0,7	—	0,1	0,8	...	0,9	
		Engag. en comptes courants ou d'avances	1,0	—	0,1	1,1	...	1,1	
		Oblig. accessibles à tout placeur	15,2	0,1	15,3	3,0	1,5	0,7	3,1	4,9	0,6	10,9	...	29,2	
		Oblig. non accessibles à tout placeur	...	0,3	...	0,1	...	0,3	0,1	0,3	...	1,5	3,1	...	4,9	0,2	5,6	
		Autres emprunts à moyen et long terme	0,1	...	0,1	1,4	...	—	...	0,2	2,2	2,4	0,1	4,0	
		Divers	5,1	...	4,3	0,1	...	9,5	1,0	...	—	0,1	0,4	11,0	
	(Actions et parts)	(0,7)	...	(13,2)	(3,2)	(...)	(17,2)	...	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(18,0)		
	Total ...	20,3	0,4	4,3	0,4	0,1	25,4	5,6	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	20,2	0,7	51,9		
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,6	...	2,6	...	31,0	...	...	0,4	31,4	5,4	39,4
		Certificats à court terme	...	0,3	—	2,5	...	2,8	33,8	42,3	2,6	0,3	10,2	57,4	0,1	93,8		
		Oblig. accessibles à tout placeur	101,5	2,2	—	1,4	0,5	105,6	8,3	26,3	3,7	27,3	34,5	5,3	97,1	1,4	212,4	
		Oblig. non accessibles à tout placeur	1,3	0,3	—	...	0,5	2,1	11,5	37,2	...	2,5	2,6	0,5	42,8	0,8	57,2	
Divers		...	0,6	—	...	0,5	1,1	...	...	...	0,1	1,7	0,1	1,9	...	3,0
Total ...	104,8	3,3	—	4,5	1,6	114,2	53,6	136,9	6,3	31,9	39,0	16,5	230,6	7,5	405,8			
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	2,1	...	...	...	...	2,1	...	2,1	
	Oblig. accessibles à tout placeur	16,1	0,3	...	0,2	...	16,5	0,5	1,1	1,0	1,0	6,2	1,0	10,2	0,6	26,6		
	Oblig. non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,8	7,1	...	9,9	...	9,9
	Autres emprunts à moyen et long terme	...	4,2	...	...	...	4,2	...	...	—	0,6	...	39,4	39,9	...	44,1
Divers	1,5	0,4	3,3	...	...	5,3	...	...	...	...	...	...	...	1,6	6,9	
Total ...	17,6	4,9	3,3	0,2	...	26,0	0,5	3,2	1,0	4,3	13,3	40,4	62,1	1,0	89,6			
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,4	—	—	—	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,4		
	Divers	3,2	...	1,9	—	5,1	—	—	—	—	0,6	...	0,6	1,0	6,8			
	Total ...	12,6	...	1,9	...	14,5	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,0	16,2	
(6) = (1) à (6)	Total des secteurs nationaux non financiers	178,0	9,8	11,0	5,3	9,2	213,3	59,9	194,9	8,0	114,2	103,6	131,6	552,4	16,8	842,3		
	Etranger (7)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
Accept. et effets commerciaux		...	—	—	...	...	...	5,1	...	0,4	...	...	1,7	0,6	7,8	
Engag. en comptes courants ou d'avances		...	...	...	...	...	...	1,1	...	—	...	...	1,1	...	1,1	
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)		...	...	...	...	...	...	...	84,9	...	...	...	84,9	...	84,9	
Obligations		9,5	...	1,0	...	...	10,5	—	0,9	0,9	0,4	3,3	0,2	5,7	0,1	16,0
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		...	—	15,8	—	...	15,8	—	4,4	—	—	—	—	4,4	—	20,2		
Divers		...	1,3	9,0	...	...	10,3	—	...	—	...	...	0,5	0,5	...	10,8
(Actions et parts)	...	(0,1)	(0,4)	...	...	...	...	(0,8)	(-)	(...)	(1,2)	(-)	(2,0)	(...)	...	
Total ...	9,5	1,3	25,8	...	...	36,6	—	96,6	0,9	0,8	3,3	2,4	104,0	0,5	141,1	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers																		
	Organismes monétaires (8)				Fonds des Rentes (9)				Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)				Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (11)				Organismes publics de crédit non monétaires* (12)		
	Monnaie	205,3	1,9	2,3	7,4	0,7	217,5	0,2	—	...	1,6	0,9	0,4	2,9	...	220,5			
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	0,2	—	...	0,7	—	—	—	...	2,3			
	Engagements bruts envers l'étranger ...	—	—	—	—	—	—	21,5	—	...	—	—	—	—	...	21,5			
	Dépôts en devises des résidents	7,2	—	—	—	—	7,2	—	—	...	—	—	—	—	...	7,2			
	Dépôts sur livrets des résidents	15,6	—	—	—	—	15,6	—	—	...	—	—	—	—	...	15,6			
	Dépôts à terme des résidents	18,7	—	—	—	—	18,8	—	—	...	—	0,3	—	—	...	19,1			
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,2	—	—	0,2	—	8,0	...	—	—	—	8,0	...	8,3			
	Obligations (y compris les bons de caisse)	7,6	—	—	—	—	7,6	—	—	...	—	—	—	—	...	7,6			
	Divers	0,2	...	0,2	...	...	0,3	—	—	...	—	—	—	—	7,5	7,9	
	(Actions et parts)	(5,8)	—	(0,2)	—	—	(6,0)	—	(0,5)	—	—	—	(0,6)	—	(6,6)	(6,6)			
	Total ...	254,6	1,9	2,7	7,4	0,7	267,3	21,8	9,3	...	2,3	1,2	0,4	13,3	7,5	309,9			
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	—	...	...	5,8	—	—	—	—	5,8	—	5,8	
	Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	...	...	
	Opérations à réméré .....	—	—	—	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	...	...	
	Dotation	—	—	2,8	—	—	2,8	—	—	...	—	—	—	—	...	2,8			
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	...	—	—	—	0,1	...	0,1			
	Total ...	—	...	2,8	...	...	2,8	...	5,8	—	...	...	...	5,8	0,1	8,7
	Dépôts à vue	2,7	...	...	...	0,1	2,8	—	...	—	...	0,3	0,3	0,6	...	3,4
	Dépôts sur livrets	104,3	...	—	...	...	104,3	—	...	—	...	...	...	...	...	104,3
	Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	3,1	4,3	—	...	—	...	0,1	...	0,1	0,4	4,8	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	8,0	...	...	...	...	8,0	—	...	—	...	...	...	...	...	8,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,4	—	—	—	—	0,4	—	—	...	—	—	—	—	...	0,4			
	Divers	4,0	...	0,2	...	...	4,2	0,2	...	0,1	...	...	...	0,3	1,7	6,1
	(Actions et parts)	(1,1)	—	—	—	—	(1,1)	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,1)			
	Total ...	120,0	0,6	0,2	...	3,2	124,0	0,2	...	0,2	0,4	0,3	1,0	2,1	127,0				
	Oblig. accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,8	...	0,2	4,3	...	5,4	0,4	5,9
	Réserves de sécurité sociale	16,7	—	—	—	—	16,7	—	—	...	—	—	—	—	...	16,7			
	Réserves mathématiques	118,8	—	—	—	—	118,8	—	—	...	—	—	—	—	...	118,8			
	Divers	0,2	...	0,6	...	0,9	1,7	...	...	...	0,5	...	0,5	0,4	...	2,6
	Total ...	135,7	...	0,6	...	1,0	137,2	0,1	0,8	...	0,2	4,8	...	5,9	0,8	144,1			
	Dépôts à vue	0,9	...	...	0,4	...	1,4	...	...	—	...	...	...	...	...	1,4
	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	...	0,2	0,4	0,8	
	Dépôts sur livrets	3,3	...	—	...	...	3,3	...	...	—	...	...	...	...	...	3,3
	Dépôts à terme	0,9	0,2	...	2,3	...	3,5	...	...	—	...	...	...	...	...	3,5
	Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,5	...	0,5
	Oblig. accessibles à tout placeur	54,6	...	...	0,2	0,8	55,6	1,7	5,4	0,4	9,1	12,8	0,2	27,8	...	85,1	
	Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,4	0,4	...	...	...	7,8	8,6	...	16,4	1,9	18,8
	Divers	2,6	...	10,1	0,2	...	12,9	...	...	...	0,2	...	...	0,2	3,0	16,0
	(Actions et parts)	(0,6)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(1,4)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,2)	(...)	(1,5)			
	Total ...	62,3	0,3	10,1	3,1	1,3	77,1	1,8	5,5	0,4	17,7	21,4	0,2	45,1	5,3	129,4			
	Total des intermédiaires financiers	572,6	2,7	16,4	10,6	6,2	608,5	23,8	21,6	0,4	20,4	27,8	0,9	71,1	15,8	719,1			
	Secteurs industriels et assimilés (14)	— 4,2	2,2	1,1	— 1,2	— 0,8	— 2,9	4,2	7,3	0,4	0,5	— 0,2	— 2,0	6,0	—	7,4			
	Total des créances (15) = (6) + (7) + (14)	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	855,4	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	733,5	33,1	1.709,9			
	16. Total des dettes [colonne (15)]	278,8	51,9	405,8	89,6	16,2	842,3	141,1	309,9	8,7	127,0	144,1	129,4	719,1	7,4	1.709,9			
	17. Solde des créances (+) et des dettes (—) [(15) — (16)]	+477,1	—35,9	—351,5	—75,0	— 1,6	+13,1	—53,2	+10,5	+ 1,0	+ 8,9	— 9,7	+ 3,6	+14,4	+25,7	—			

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 * Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Société Nationale du Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Récompte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie), Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.
 1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, Vol. I, n° 2, février 1963.

XII - 1 b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

(Milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE														Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)				
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements					
		Entreprises et particuliers	Parastatutaires d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires *	Total des intermédiaires financiers (13) = (8) à (12)						
																	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(14)
données non disponibles																				
... nihil ou inférieur à 50 millions																				
— opération non effectuée																				
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Accept., effets commerciaux et promesses	Engag. en comptes courants ou d'avances	Obligations	Autres emprunts à moyen et long terme	Divers	(Actions et parts)	Total ...	...	30,5	—	1,9	—	3,3	35,7	7,8	43,5	
			8,1	8,1	0,2	...	28,9	...	28,9	—	0,2	...	0,1	29,2	...	29,2	
			10,4	0,1	10,5	—	1,0	13,3	...	14,3	...	22,6	
			4,7	1,0	1,6	0,2	7,9	—	76,2	26,4	75,5	178,2	...	188,7	
			(162,1)	(0,1)	(...)	(0,1)	(162,4)	—	1,8	6,8	0,5	9,1	...	24,4	
			(0,5)	(—)	(0,7)	(2,2)	(—)	(3,4)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(165,8)
			23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	33,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	266,4	7,8	308,3			
			Parastatutaires d'exploitation (2)	Argent à très court terme	Accept., effets commerciaux et promesses	Engag. en comptes courants ou d'avances	Oblig. accessibles à tout placeur	Oblig. non accessibles à tout placeur	Autres emprunts à moyen et long terme	Divers	(Actions et parts)	Total	0,1
			...	0,1	0,1	0,5	1,2	1,3
			14,5	0,1	14,7	2,3	1,3	0,1	1,3	1,3
	...	0,3	...	0,1	0,3	2,8	1,0	...	...	...	...	...	...	0,5	10,8	...	...	27,8
	5,1	...	4,5	0,2	9,7	1,6	...	...	...	...	...	...	...	...	5,8	—	0,2	8,8
	(0,7)	(13,8)	(4,2)	(...)	(18,7)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(...)	11,7		
	19,6	0,5	4,5	0,4	25,0	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	21,9	0,3	55,0						
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	Certificats à court terme	Oblig. accessibles à tout placeur	Oblig. non accessibles à tout placeur	Divers	Total ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	40,5
	1,9	...	...	0,2	...	2,0	...	...	...	...	...	...	...	0,4	31,6	7,0	40,5	
	...	0,3	...	2,7	...	3,0	19,9	51,5	1,1	4,3	0,6	12,2	...	69,7	—	0,1	92,5			
	105,4	2,2	...	1,4	0,8	109,8	9,0	30,3	3,8	28,5	35,6	6,4	104,6	1,4	224,8					
	...	0,3	...	...	0,5	0,8	16,7	36,8	...	2,5	2,7	0,5	42,5	0,6	60,5			
	...	0,8	...	0,4	1,2	...	...	...	...	0,1	0,6	0,1	0,7	...	1,9			
	107,3	3,6	—	4,3	1,6	116,8	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	249,0	8,8	420,4					
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	Engag. en comptes courants ou d'avances	Oblig. accessibles à tout placeur	Oblig. non accessibles à tout placeur	Autres emprunts à moyen et long terme	Divers	Total ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		
	15,3	0,4	...	0,1	...	15,8	0,5	0,6	1,2	6,0	1,1	9,9	—	0,1	26,1					
		
	...	4,4	...	...	...	4,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1,6	0,4	3,7	...	5,7	...	...	...	...	...	...	...	...	3,7	9,4			
	16,9	5,1	3,7	0,1	25,9	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	68,2	3,6	98,1						
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	Divers	Total ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	9,6	...	...	9,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9,6
	2,4	...	2,3	4,8	...	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	6,5				
	12,1	...	2,3	14,4	...	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	16,1				
	(6) = (1) à (6)	Total des secteurs nationaux non financiers	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	179,1	10,3	12,0	5,0	9,6	216,0	54,2	217,5	6,7	125,4	108,6	148,0	606,2	21,5	897,9					
	Etranger (7)	Argent à très court terme (francs belges)	Accept. et effets commerciaux	Engag. en comptes courants ou d'avances	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	Obligations	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	Divers	(Actions et parts)	Total ...	...	...	...	...	...	...	...	...
		
		
	9,0	...	0,9	...	...	9,9	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		
	...	...	12,2	...	...	12,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	...	1,1	10,7	...	...	11,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	(0,1)	(0,4)	...	...	...	...	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(2,2)	(...)	...	...	...
	9,0	1,1	23,8	...	...	33,9	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	122,5	0,3	156,7			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers																	
Organismes monétaires (8)																	
Fonds des Rentes (9)																	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)																	
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (11)																	
Organismes publics de crédit non monétaires* (12)																	
(13) = (8) à (12)																	
Secteurs indéterminés et ajustements (14)																	
(15) = (6) + (7) + (14) + (13)																	
Monnaie	217,4	2,7	3,3	10,3	0,6	234,3	—	—	1,4	2,6	1,6	1,1	0,4	3,1	...	237,4	
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	1,4	...	2,6	0,6	...	...	4,6	...	4,6
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	...	35,3	—	—	—	—	—	—	—	...	35,3	
Dépôts en devises des résidents	8,0	—	—	—	—	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	...	8,0	
Dépôts sur livrets des résidents	16,3	—	—	—	—	16,3	—	—	—	—	—	—	—	—	...	16,3	
Dépôts à terme des résidents	27,0	—	—	...	—	27,0	—	—	—	—	0,3	—	—	0,3	...	27,3	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	...	—	10,5	3,2	—	—	...	...	13,7	...	13,8
Obligations (y compris les bons de caisse)	8,6	—	—	—	—	8,6	—	—	—	—	—	—	—	—	...	8,6	
Divers	0,1	...	0,2	...	...	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	8,5	8,8
(Actions et parts)	(6,1)	—	(0,2)	—	—	(6,3)	—	—	(0,5)	—	—	—	—	(0,6)	—	(6,9)	
Total ...	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	294,5	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	21,8	8,5	360,2		
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Certificats à court terme .....	—	—	—	...	—	...	...	11,0	—	—	—	—	—	11,0	—	11,0
Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Opérations à réméré .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Dotations	—	—	2,8	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	
Divers .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1
Total ...	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	...	11,0	0,1	13,9
Dépôts à vue	2,8	...	...	...	0,3	3,1	...	...	—	—	...	0,5	0,2	0,8	...	3,9
Dépôts sur livrets	113,4	...	—	—	—	113,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	113,4
Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	3,1	4,3	...	...	—	—	...	0,1	...	0,1	0,3	4,7
Obligations (y compris les bons de caisse)	9,0	—	—	—	—	9,0	—	—	—	—	—	—	—	—	...	9,0	
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,5	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5	
Divers	4,3	...	...	...	...	4,3	...	0,2	...	0,1	...	...	...	0,3	1,9	6,5
(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	...	(1,2)	
Total ...	130,5	0,6	...	...	3,4	134,5	...	0,2	...	0,1	0,6	0,2	1,2	2,2	137,9	
Oblig. accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,9	...	0,1	5,0	...	6,0	0,9	7,1	
Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	—	—	17,2		
Réserves mathématiques	128,5	—	—	—	—	128,5	—	—	—	—	—	—	—	—	128,5		
Divers	0,4	...	0,6	...	1,0	2,0	...	...	...	0,9	...	0,9	0,9	0,9	3,7	
Total ...	146,1	...	0,6	...	1,1	147,7	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	6,9	1,8	156,5		
Dépôts à vue	1,0	...	...	0,5	...	1,5	...	...	—	...	...	...	...	...	...	1,5
Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,1	0,4	...	0,5	0,3	...	...	0,8	0,2	1,4	
Dépôts sur livrets	3,8	—	—	...	...	3,8	...	...	—	...	...	...	...	...	3,8	
Dépôts à terme	1,4	0,4	...	2,5	...	4,3	...	...	—	...	...	...	...	...	4,3	
Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	0,1	0,6	...	0,6	
Oblig. accessibles à tout placeur	62,6	0,1	...	0,1	1,0	63,9	2,0	6,7	0,5	8,9	14,4	0,3	30,8	...	96,7		
Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,4	0,4	0,3	0,5	...	7,6	9,8	...	17,9	2,1	20,7	
Divers	2,5	...	10,3	0,2	...	13,0	...	...	...	0,3	...	...	0,3	3,3	16,7	
(Actions et parts)	(0,8)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(1,5)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,1)	(...)	(1,7)		
Total ...	71,4	0,5	10,3	3,8	1,5	87,1	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	50,4	5,7	145,8		
Total des intermédiaires financiers	625,4	3,8	17,3	13,6	6,6	666,7	38,1	31,3	6,7	19,9	32,1	1,1	91,2	18,2	814,2		
Secteurs indéterminés et ajustements (14)	- 4,2	2,4	1,3	- 1,5	- 1,3	- 3,2	4,2	9,9	0,5	1,0	- 0,8	- 3,2	7,4	—	8,4		
Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	913,3	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	827,4	40,0	1.877,2		
16. Total des dettes [colonne (15)]	308,3	55,0	420,4	98,1	16,1	897,9	156,7	360,2	13,9	137,9	156,5	145,8	814,2	8,4	1.877,2		
17. Solde des créances (+) et des dettes (-) [(15) - (16)]	+500,9	-37,3	-366,0	- 81,0	- 1,2	+15,4	-60,2	+11,6	+ 0,9	+ 9,9	- 12,6	+ 3,3	+ 13,2	+ 31,6	—		

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 * Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour leur activité non monétaire), Société Nationale du Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Récompte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie), Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1961 ¹

(Milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE														Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)				
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (7)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (14)					
		Entreprises et particuliers (1)	Parasétatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)		Organismes monétaires (8)	Fonds des Rentes (9)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (11)	Organismes publics de crédit non monétaires * (12)	Total des intermédiaires financiers (18) = (8) à (12)						
																	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18)
données non disponibles																				
... nihil ou inférieur à 50 millions																				
— opération non effectuée																				
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Accept., effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	...	+ 4,4	—	- 0,5	—	+ 0,4	+ 4,3	+ 1,2	+ 5,4		
		Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 3,6	—	- 0,1	—	...	+ 3,6	...	+ 3,6		
		Obligations	+ 0,1	+ 0,1	—	—	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 0,2	
		Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	+ 8,1	+ 3,4	+ 7,3	+ 18,7	
		Divers	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	—	—	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,2	...	+ 0,5	+ 0,6	
		(Actions et parts)	(+ 4,2)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(+ 4,3)	(+ 1,5)	(+ 0,1)	—	(...)	(+ 0,2)	(—)	(+ 0,3)	(...)	(...)	(...)	(+ 6,0)	
		Total ...	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	...	+ 8,0	—	+ 7,7	+ 3,9	+ 7,7	+ 27,3	+ 1,2	+ 28,5			
		Parasétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	+ 0,1	—	...	- 0,1
		Accept., effets commerciaux et promesses	...	—	—	—	+ 0,1	—	...	+ 0,3	+ 0,4	...	+ 0,4		
		Engag. en comptes courants ou d'avances	...	—	—	—	—	—	+ 0,2	...	+ 0,2		
Oblig. accessibles à tout placeur	- 0,6	- 0,6	- 0,7	+ 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1	...	- 1,5				
Oblig. non accessibles à tout placeur	+ 2,7	+ 0,7	...	- 0,2	+ 0,4	+ 0,9	- 0,4	+ 3,2				
Autres emprunts à moyen et long terme	- 0,3	+ 0,3				
Divers	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,8			
(Actions et parts)	(...)	(+ 0,5)	(+ 1,0)	(...)	(...)	(+ 1,5)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,5)			
Total ...	- 0,6	+ 0,2	+ 0,2	...	- 0,1	- 0,4	+ 2,2	+ 0,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,7	- 0,5	+ 3,1					
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	- 0,1	...	—	- 0,5	- 0,5	...	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,2	+ 1,6	+ 1,2	
Certificats à court terme	...	...	—	+ 0,2	...	+ 0,2	- 9,9	+ 9,2	- 1,5	+ 2,3	+ 0,3	+ 2,0	+ 12,3	- 0,3	+ 2,3			
Oblig. accessibles à tout placeur	+ 4,6	+ 0,1	—	...	...	+ 4,4	+ 0,6	+ 4,0	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,1	+ 7,3	+ 0,1	+ 12,4			
Oblig. non accessibles à tout placeur	- 1,3	...	—	...	...	- 1,4	+ 5,1	- 0,8	...	- 0,1	+ 0,1	...	- 0,7	+ 0,3	+ 3,3			
Divers	...	+ 0,2	—	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	- 1,2	...	- 1,2	...	- 1,1
Total ...	+ 3,2	+ 0,3	—	- 0,3	- 0,4	+ 2,8	- 4,2	+ 12,5	- 1,4	+ 3,5	+ 0,1	+ 3,2	+ 17,9	+ 1,6	+ 18,1					
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—			
Engag. en comptes courants ou d'avances			
Oblig. accessibles à tout placeur	- 0,7	+ 0,1	...	...	...	- 0,7	...	...	+ 0,2	+ 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,2	...	- 0,5
Oblig. non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	+ 0,3	...	+ 0,2	...	+ 0,2
Autres emprunts à moyen et long terme	...	+ 0,1	...	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 4,8	...	+ 5,0
Divers	...	...	+ 0,4	...	...	+ 0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,5
Total ...	- 0,7	+ 0,2	+ 0,4	...	...	- 0,2	...	+ 1,2	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 4,9	+ 6,6	+ 2,1	+ 8,5			
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	+ 0,2	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2					
Divers	- 1,3	...	+ 0,4	...	—	- 0,9	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,8
Total ...	- 1,1	...	+ 0,4	...	—	- 0,7	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,7
(6) = (1) à (5)	Total des secteurs nationaux non financiers	+ 1,1	+ 0,6	+ 1,0	- 0,3	- 0,6	+ 1,7	- 2,0	+ 22,7	- 1,4	+ 11,2	+ 4,5	+ 16,4	+ 53,4	+ 4,4	+ 57,6				
Etranger (7)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	—	- 0,1	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1
Accept. et effets commerciaux	...	...	—	...	...	...	—	+ 0,3	—	+ 0,6	...	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,1	+ 1,9
Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	—	+ 0,9	—	...	...	...	+ 0,9	...	+ 0,9
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	...	...	...	...	...	...	—	+ 11,3	—	...	...	...	+ 11,3	...	+ 11,3
Obligations	...	...	- 0,1	...	...	- 0,1	—	+ 0,1	...	...	+ 0,7	...	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	...	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...
Divers	—	- 0,2	+ 1,7	...	...	+ 1,5	—	...	...	...	...	- 0,1	- 0,1	...	+ 1,4
(Actions et parts)	(- 1,7)	(...)	(...)	...	...	(- 1,7)	—	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(- 1,5)			
Total ...	...	- 0,2	+ 1,6	...	...	+ 1,4	—	+ 16,0	...	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,7	+ 18,0	- 3,8	+ 15,6		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers														
		Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)														
		Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (11)														
		Organismes publics de crédit non monétaires* (12)														
		Total des intermédiaires financiers (13) = (6) + (12)														
Secteurs indéterminés et ajustements (14)																
(15) = (6) + (7) + (14)																
(16) + (15)																
Organismes monétaires (8)	Monnaie	+11,8	+ 0,8	+ 1,0	+ 2,9	...	+16,5	—	...	...	+ 0,2	...	+ 0,2	...	+ 16,7
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	— 0,2	+ 0,2	+ 2,6	— 0,2	...	...	+ 2,6	+ 2,4
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	+14,4	—	—	—	—	—	—	+ 14,3	
	Dépôts en devises des résidents	+ 0,7	—	—	—	—	+ 0,7	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 0,6	—	—	—	—	+ 0,6	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,6	
	Dépôts à terme des résidents	+ 8,0	—	—	...	...	+ 8,0	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,0
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	— 0,2	—	—	— 0,2	—	+ 2,5	+ 3,2	—	—	...	+ 5,7	+ 5,5	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	—	...	—	—	+ 1,0	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,0	
	Divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	...	(...)	...	...	(+0,4)	...	(...)	...	...	(...)	(...)	(...)	+ 1,0
Total ...	+22,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,9	...	+26,7	+14,2	+ 2,7	+ 5,8	— 0,2	+ 0,2	...	+ 8,4	+ 0,9	+ 50,3	
Fonds des Rentes (9)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	+ 5,2	+ 5,2
	Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Dotation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...		
Total ...	—	...	...	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	+ 5,2	...	+ 5,2
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	+ 0,2	+ 0,2	—	—	...	...	+ 0,2	...	+ 0,2	— 0,4
	Dépôts sur livrets	+ 9,1	...	—	—	—	+ 9,1	—	—	...	...	...	...	...	+ 9,1
	Dépôts à terme .....	...	+ 0,1	...	...	— 0,2	— 0,2	—	—	...	...	...	...	+ 0,1	— 0,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	—	...	—	—	+ 1,0	—	—	...	...	...	...	...	+ 1,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	...	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	—	...	...
Divers	+ 0,3	...	— 0,2	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,4
(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	(+0,1)	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	(+ 0,1)
Total ...	+10,5	+ 0,1	— 0,2	...	...	+10,3	...	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 10,9
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (11)	Oblig. accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Oblig. non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	— 0,2	+ 0,7	...	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,2
	Réserves de sécurité sociale	+ 0,1	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	
	Réserves mathématiques	+ 8,7	—	—	—	—	+ 8,7	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,7	
	Divers	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	...	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,9
Total ...	+ 9,0	...	...	...	+ 0,1	+ 9,1	...	+ 0,1	...	— 0,2	+ 1,0	...	+ 1,0	+ 0,8	+ 10,8
Organismes publics de crédit non monétaires* (12)	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,1	—	—	...	...	...	...	...	+ 0,1
	Argent à très court terme	—	...	—	...	— 0,1	...	+ 0,2	— 0,1	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,6	— 0,2	+ 0,6
	Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	+ 0,6	—	+ 0,6
	Dépôts à terme	+ 0,5	+ 0,1	...	+ 0,2	...	+ 0,8	+ 0,8
	Engag. en comptes courants ou d'avances	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 0,1
	Oblig. accessibles à tout placeur	+ 8,0	+ 0,1	...	— 0,1	+ 0,3	+ 8,3	+ 0,3	+ 1,4	+ 0,1	— 0,2	+ 1,6	+ 0,1	+ 3,0	...	+ 11,6
	Oblig. non accessibles à tout placeur	+ 0,3	+ 0,5	...	— 0,2	+ 1,1	...	+ 1,4	+ 0,2	+ 1,9
	Divers	— 0,1	...	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
(Actions et parts)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+0,2)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)	
Total ...	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 9,9	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,6	— 0,1	+ 2,8	+ 0,3	+ 5,3	+ 0,3	+ 16,4	
Total des intermédiaires financiers (13) = (6) + (12)		+50,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 3,0	+ 0,2	+56,1	+15,0	+ 9,8	+ 6,4	— 0,5	+ 4,2	+ 0,2	+20,1	+ 2,4	+ 93,6
Secteurs indéterminés et ajustements (14)		...	+ 0,2	+ 0,3	— 0,2	+ 0,2	+ 0,4	— 3,6	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,5	— 1,5	— 1,3	+ 0,8	—	— 2,4
(15) = (6) + (7) + (14)		+52,0	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,4	— 0,3	+59,6	+ 9,4	+51,4	+ 5,0	+11,8	+ 7,9	+16,1	+92,3	+ 3,0	+164,3
(16) + (15)		+28,5	+ 3,1	+18,1	+ 8,5	— 0,7	+57,6	+15,6	+50,3	+ 5,2	+10,9	+10,8	+16,4	+93,6	— 2,4	+164,3
17. Solde des créances (+) et des dettes (—) [(15) — (16)]		+23,5	— 1,4	—14,4	— 6,1	+ 0,4	+ 2,0	— 6,2	+ 1,1	— 0,2	+ 0,9	— 2,9	— 0,3	— 1,3	+ 5,4	...

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

* Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour leur activité non monétaire), Société Nationale du Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Réescampte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie), Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

1 Pour les années 1958 à 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII année, vol. I, n° 2, février 1968.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 2
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics 6	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
		Dépôts 1 en francs belges	Dépôts en devises												
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre 3	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,8	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,9
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 4	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 4	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 4	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	+ 5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 4	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	+ 6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 4	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	+ 6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	+ 6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	+ 7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	+ 8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	-10,4	+ 9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	-11,1	+10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	-11,1	+10,3	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	-11,2	+10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	81,6	167,4	7,5	5,2	180,1	79,0	92,8	-11,2	+10,1	- 7,8
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	p 79,1	p 166,6	6,9	p 5,3	p 178,8	82,2	95,7	-11,3	p+10,1	p- 9,6
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	p 77,6	p 171,5	7,4	p 6,2	p 185,1	91,2	104,1	-11,4	p+10,9	p-10,3

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

3 Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre et décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier et février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

6 Y compris les créances sur les fonds de pension.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63				
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	59,1	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6				
2. Participation au F.M.I.	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1				
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1				
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	...	...	0,6	2,4	0,9	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1				
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	5,5	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1				
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	5,6	7,8	6,2	12,6	15,5	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5				
b) en francs belges ²	0,1	...	0,4	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5				
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Total des créances sur l'étranger .	74,8	77,3	70,5	81,5	80,6	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0				
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2				
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...				
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3				
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,0	8,4	9,4	6,0	8,4	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3				
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,2	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3				
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0				
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2				
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	1,2	1,0	...	...	...	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,4	1,7				
b) effets commerciaux	2,5	2,4	3,5	3,4	2,8	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5				
c) avances	0,1	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— général. accessibles à tout placeur .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	—	—	—	—				
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8				
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
D. Autres	6,5	8,4	12,5	22,0	25,6	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	29,2	33,4	35,0	37,0				
TOTAL DE L'ACTIF ...	129,9	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3				

¹ Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	81-8-60	80-6-60	80-9-60	81-12-60	81-8-61	80-6-61	80-9-61	81-12-61	81-8-62	80-6-62	80-9-62	81-12-62	81-8-63	80-6-63	80-9-63	81-12-63			
A. Engagements envers l'étranger :																			
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2			
2. Envers l'U.E.P.	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
3. Autres :																			
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,7	0,6	0,8	0,6	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6			
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Total des engagements envers l'étranger	0,8	1,0	0,8	1,0	0,8	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8			
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																			
1. Pièces et billets ²	2,0	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8			
2. Autres :																			
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3			
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																			
1. Monnaie fiduciaire ³	118,9	117,1	118,5	121,7	120,4	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7			
2. Monnaie scripturale :																			
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,4	0,5	0,7	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5			
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
3. Liquidités quasi monétaires :																			
a) détenues par les entreprises et particuliers :																			
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
b) détenues par le Trésor	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
5. Autres :																			
a) envers le Fonds des Rentes	2,7	2,9	...	...	1,6	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	—	—	—	—			
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
D. Autres	7,9	9,7	13,8	23,9	26,9	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2			
TOTAL DU PASSIF ...	129,9	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3			

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	81-7-62	81-8-62	30-9-62	31-10-62	30-11-62	31-12-62	31-1-63	28-2-63	31-3-63	30-4-63	31-5-63	30-6-63	31-7-63	31-8-63	30-9-63	31-10-63	30-11-63	31-12-63	31-1-64	29-2-64	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	66,8	67,1	67,1	67,1	67,0	68,3	68,1	68,2	68,6	68,6	68,6	68,6	67,7	68,2	68,4	68,3	68,3	68,6	68,6	68,7	
2. Participation au F.M.I.	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,5	6,8	6,8	7,0	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,5	0,3	0,8	2,0	3,0	3,8	3,5	1,6	3,0	2,7	2,3	3,1	5,0	4,2	3,8	4,0	3,0	4,1	3,1	1,5	
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	14,8	14,2	14,3	13,7	13,1	12,8	14,4	15,7	17,8	19,0	19,4	19,5	20,3	20,2	19,6	20,9	21,5	21,5	21,2	21,0	
b) en francs belges ²	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger .	92,3	88,7	89,4	89,9	90,2	92,0	93,0	92,5	96,4	97,3	98,8	99,5	101,5	101,1	100,5	102,0	101,6	103,0	101,7	100,0	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	...	0,2	0,2	...	...	0,7	0,2
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	1,5	1,3	0,1	...	0,3	...	...	0,2	1,1	0,4	1,5	0,8	0,3	0,3	1,0	0,9
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	7,2	10,0	9,9	9,5	4,6	5,2	7,3	9,2	8,8	8,6	9,3	9,9	6,1	9,2	8,2	8,0	9,2	9,3	6,4	7,8	
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
— à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
— à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations .....	...	...	...	...	0,7	2,7	...	...	0,1	...	...	...	1,0	...	0,4	0,3	...	1,7	...	...
b) effets commerciaux	1,6	1,6	1,7	1,7	1,6	3,6	2,5	2,4	2,4	2,2	2,1	2,5	3,1	2,4	1,5	1,9	1,7	3,5	3,1	3,2	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations:																					
— général. accessibles à tout placeur .	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	0,4	...	0,5	1,0	0,6	0,3	...	0,3	0,3	0,3	...	0,1	...	...	...	0,5	0,8	0,7	0,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
— à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	24,3	23,9	22,6	21,6	19,5	19,9	21,5	26,6	29,2	30,5	31,6	33,4	33,9	34,0	35,0	35,2	36,4	37,0	36,2	37,2	
TOTAL DE L'ACTIF ...	162,4	161,6	160,5	160,1	156,3	162,7	161,6	167,6	174,5	175,8	179,0	182,4	183,9	183,9	184,2	185,2	186,5	192,3	186,7	186,4	

¹ Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	81-7-62	81-8-62	80-9-62	81-10-62	80-11-62	81-12-62	81-1-63	28-2-63	81-8-63	30-4-63	81-5-63	80-6-63	81-7-63	81-8-63	80-9-63	81-10-63	80-11-63	81-12-63	31-1-64	29-2-64
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6	0,5	0,6	0,4	0,7	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,7	0,8	0,7	0,9	0,8	1,0	0,9	0,9	1,0	0,8	0,7	0,8	0,6	0,9	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,7	2,3	2,3	2,3	2,2	2,6	2,4	2,4	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5	2,3	2,6	2,5	2,4	2,8	2,4	2,5
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,6	0,1	0,1	2,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	2,3	0,1	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	130,5	130,8	131,0	132,2	131,8	135,9	134,7	136,9	138,0	139,7	141,8	143,8	144,7	144,7	144,1	144,5	144,7	147,7	145,3	145,6
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,5	0,3	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	2,1	2,0	1,7	0,8	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	25,9	25,2	24,3	23,4	21,1	21,1	23,2	27,0	30,5	32,4	33,7	34,9	35,6	35,6	36,1	37,1	38,2	38,2	37,8	36,9
TOTAL DU PASSIF ...	162,4	161,6	160,5	160,1	156,3	162,7	161,6	167,6	174,5	175,8	179,0	182,4	183,9	183,9	184,2	185,2	186,5	192,3	186,7	186,4

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C6a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63				
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,2	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2				
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Total des créances sur l'étranger .	1,2	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2				
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1				
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1				
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...		
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	29,2	30,9	32,0	34,4	33,2	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	41,2	40,2	44,3				
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
à tout placeur	4,8	4,9	4,9	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,6	5,7				
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	2,1	1,9	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3				
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
à tout placeur	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,1	2,1	0,4	0,4	0,8	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5				
b) effets commerciaux	0,4	0,4	0,4	0,3	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,7	0,9	0,8				
c) avances .....	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1				
d) obligations :																					
— général. accessibles à tout placeur .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles																					
à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1				
D. Autres	3,4	3,9	3,5	2,8	3,7	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1				
TOTAL DE L'ACTIF ...	42,5	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,3				

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres »; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	81-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63				
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) en francs belges	0,8	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1				
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1				
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3				
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...				
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1				
c) envers les banques de dépôts	2,1	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3				
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	4,9	5,0	5,1	5,2	5,1	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0				
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	25,5	26,8	25,6	28,2	27,2	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,6	33,9	32,6	34,1				
b) détenue par les pouvoirs publics	7,5	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1				
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,9	2,5	...	...	1,9	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	—	—	—	—	—				
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3				
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
D. Autres	0,1	0,2	0,2	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	42,5	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,3				

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescote et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est.	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63			
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
3. Obligations	0,7	1,0	0,9	0,9	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,7	p 0,8	p 1,0			
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,9	0,8	0,5	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	2,1	1,7	1,2			
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	9,4	10,4	12,4	11,8	12,2	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,0	25,4	23,4			
b) en francs belges ²	2,2	2,3	2,8	2,4	2,2	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	3,8	4,1	4,0			
7. Ajustement statistique	-0,7	-0,3	-0,3	-0,9	-0,5	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—			
Total des créances sur l'étranger .	12,5	14,2	16,3	14,7	15,7	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	30,6	p32,0	p29,6			
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	2,0	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8			
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3			
b) sur les organismes publics	2,1	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3			
c) sur les banques de dépôts	2,2	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7			
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	33,1	35,0	39,4	32,9	39,0	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,1	p24,1	p23,0			
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur	18,1	17,6	17,7	18,0	18,3	19,3	19,7	20,7	22,9	23,6	25,0	28,5	29,9	29,2	32,0	p31,9	p32,1			
— autres	3,1	3,1	3,1	3,2	3,2	2,4	2,4	2,8	2,6	2,6	2,7	21,9	20,2	20,3	20,3	p20,3	p20,8			
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur	1,5	1,6	1,7	1,5	1,6	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,5	p 0,6	p 0,6			
— autres	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	p 1,0	p 1,0			
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations	1,0	0,8	0,6	1,4	1,2	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	4,9	4,4	3,9			
b) effets commerciaux	18,6	17,2	17,0	20,3	19,6	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	33,4	35,1	38,1			
c) avances	24,8	25,9	25,6	26,2	26,4	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4			
d) obligations :																				
— général. accessibles à tout placeur .	2,0	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,9	2,9	3,1	2,4	p 2,4	p 2,4			
— autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	p 1,0	p 1,0			
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,1	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	—	—	—	—	—			
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles à tout placeur	5,1	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	p10,1	p10,2			
— autres .....	...	...	...	...	...	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	p 0,5	p 0,5			
D. Autres	20,2	22,0	20,5	21,9	22,0	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	36,2	40,4	39,3	p37,4	p38,1			
TOTAL DE L'ACTIF ...	155,4	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8			

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 178.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63 1	30-9-63	31-12-63			
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	5,6	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4			
b) en francs belges ^{1 2 3}	9,2	10,0	10,7	11,2	10,8	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9			
4. Ajustement statistique	-0,8	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—			
Total des engagements envers l'étranger	14,0	16,5	19,0	19,3	22,5	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3			
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3			
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	
c) envers les banques de dépôts	2,2	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7			
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers	60,4	62,4	55,8	57,4	60,7	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5			
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
3. Liquidités quasi monétaires:																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	20,3	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8			
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,8	15,7	15,6	15,7	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2			
— dépôts en devises	4,8	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1			
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
4. Emprunts obligataires	6,9	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4			
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	0,6	...	...	...	0,9	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	—	—	—	—	—			
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2			
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
D. Autres	30,4	32,2	32,7	33,3	32,8	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,2	48,2	45,8	45,5	46,3			
TOTAL DU PASSIF ...	155,4	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8			

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 8a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 8b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 4	30-9-63	31-12-63					
A. Créances sur l'étranger :																						Colonne du tableau XIII-I « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise
1. Or	59,1	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6					
2. Participation au F.M.I.	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1					
3. Obligations	0,8	1,1	1,0	1,3	1,4	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,8 ^p	0,9 ^p	1,1					
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,1	2,2	2,0	3,3	3,2	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	5,3	5,5	5,5					
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	5,5	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1					
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	15,0	18,2	18,6	24,4	27,7	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,5	45,0	44,9					
b) en francs belges ²	2,3	2,3	3,2	2,4	2,2	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	5,3	5,6	5,5					
7. Ajustement statistique	- 0,7	- 0,3	- 0,3	- 0,9	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1								
Total des créances sur l'étranger ..	88,5	92,9	87,7	96,6	98,0	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	130,2 ^p	132,5 ^p	132,8 ^p				(6)	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,7	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1					
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3					
b) sur les organismes publics	2,1	1,5	2,6	3,1	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,6	3,4					
c) sur les banques de dépôts	2,2	2,1	3,4	2,1	2,3	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0					
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	71,3	74,3	80,8	73,3	80,6	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	73,2 ^p	72,5 ^p	76,6 ^p				(7)	
b) à plus d'un an :																						
— obligations généralement accessibles																						
à tout placeur	25,2	24,8	24,8	25,4	25,6	26,7	27,1	28,1	30,4	31,1	32,4	36,1	37,7	37,0	39,9 ^p	39,8 ^p	40,1 ^p				(7)	
— autres	37,1	37,1	37,1	37,2	37,2	36,4	36,4	36,8	36,6	36,6	36,7	55,9	54,2	54,3	54,3 ^p	54,3 ^p	54,8 ^p				(7)	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	2,1	1,8	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3				(9)	
b) à plus d'un an :																						
— obligations généralement accessibles																						
à tout placeur	1,6	1,9	2,0	1,8	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,7 ^p	0,9 ^p	0,8 ^p				(9)	
— autres	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0 ^p	1,0 ^p	1,0 ^p				(9)	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	2,1	2,9	2,2	2,8	2,0	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	5,0	4,9	6,1				(11)	
b) effets commerciaux	21,5	20,0	20,9	24,0	23,0	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,6	37,5	42,4				(11)	
c) avances	24,9	26,3	25,7	26,2	26,4	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5				(11)	
d) obligations :																						
— général. accessibles à tout placeur ..	2,0	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,9	2,9	3,1	2,4 ^p	2,4 ^p	2,4 ^p				(15)	
— autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0 ^p	1,0 ^p	1,0 ^p				(15)	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ³	6,1	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	—	—	—	—	—				(8)	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8				(14)
b) à plus d'un an :																						
— obligations généralement accessibles																						
à tout placeur	5,1	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9 ^p	10,1 ^p	10,2 ^p				(14)	
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6 ^p	0,6 ^p	0,6 ^p				(14)	
D. Autres	30,1	34,3	36,5	46,7	51,3	53,8	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	70,1	79,0	77,2 ^p	75,5 ^p	78,2 ^p				(15)	
TOTAL DE L'ACTIF ...	327,8	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,4					

¹ Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.³ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».⁴ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63	31-12-63				
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2				
2. Envers l'U.E.P.	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	5,6	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4			
b) en francs belges ^{1 2}	10,5	11,6	12,0	13,5	12,7	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6			
4. Ajustement statistique	-0,8	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—			
Total des engagements envers l'étranger	15,6	18,4	20,5	21,8	24,6	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2			
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ³	2,7	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1			
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	2,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3			
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	0,1			
c) envers les banques de dépôts	6,1	4,0	4,2	5,9	6,2	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3			
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ⁴	118,8	122,1	123,6	126,9	125,5	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7			(1)
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	86,2	89,6	81,9	86,4	88,4	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,9	110,0	106,5	113,1			(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	7,5	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1			(1)
3. Liquidités quasi monétaires:																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	20,3	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8			(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,8	15,7	15,6	15,6	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2			(2)
— dépôts en devises	4,8	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1			(3)
b) détenues par le Trésor	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...			(4)
4. Emprunts obligataires	6,9	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4			(13)
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	4,2	5,4	...	...	4,4	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	—	—	—	—	—			(8)
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5			(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			(7)
D. Autres	38,4	42,1	46,7	57,5	59,7	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,7	83,1	80,7	81,6	84,5			(15)
TOTAL DU PASSIF ...	327,8	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,4			

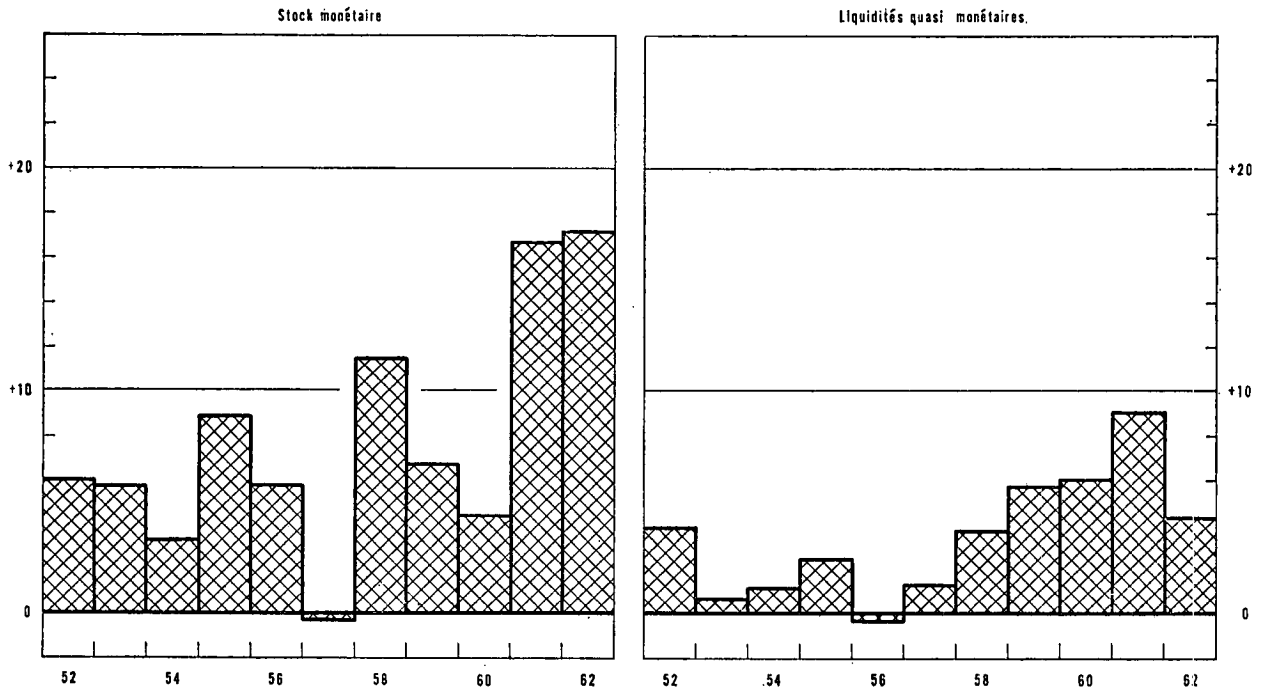
Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise
(6)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.
2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.
3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.
4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C 5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».
7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

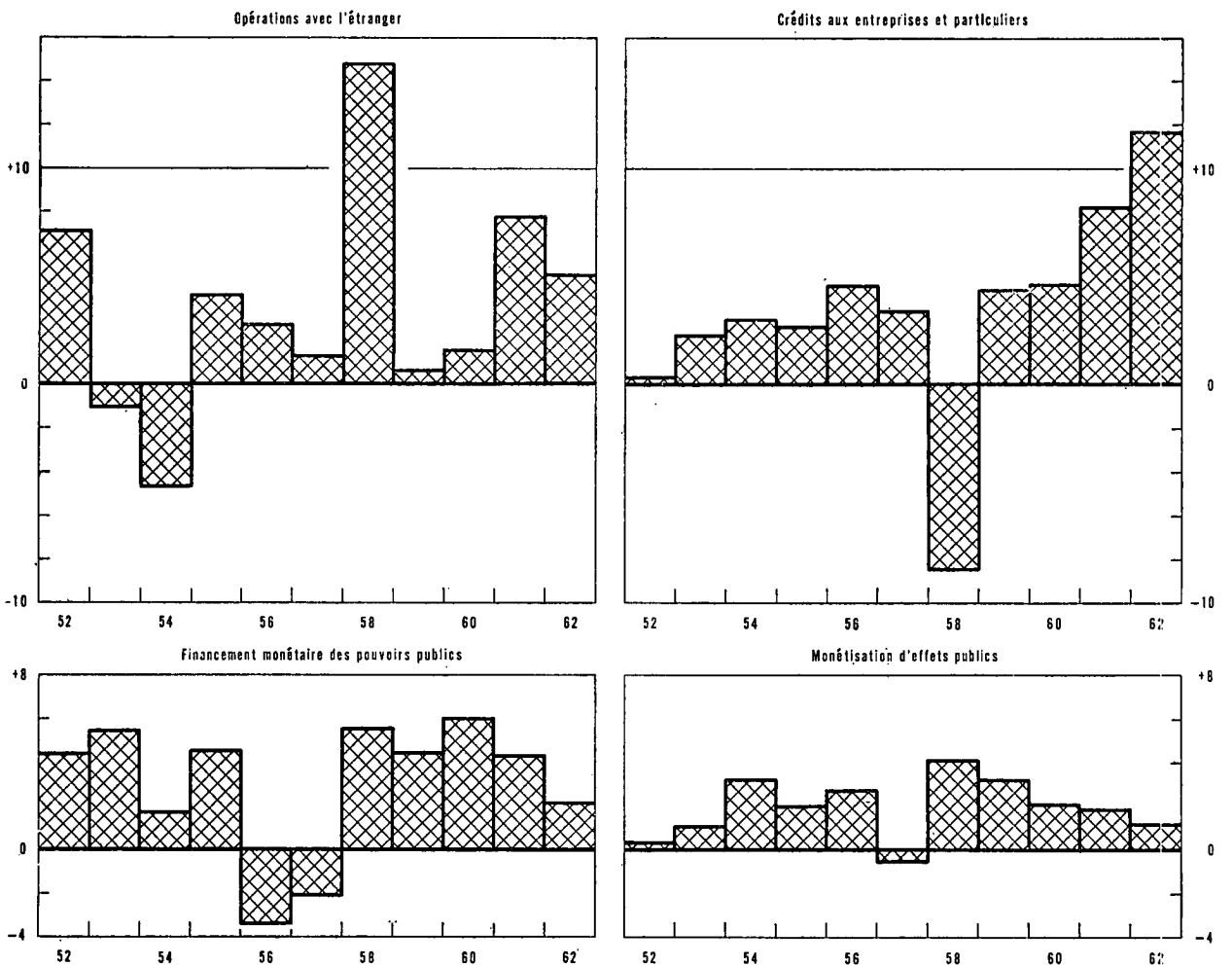
XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES

(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des transferts et des opérations en capital des pouvoirs publics) (4)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers résidant en Belgique (10)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (11)	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Divers (13)
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics 3 (7)	achats sur le marché par les organismes monétaires (8)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (9)				
					par cession de titres de la dette (5)	par cession nette de devises (6)							
1958 1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 ^e trimestre	- 2,7 ¹	+ 0,7 ¹	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+ 12,9 ¹	+ 2,4 ¹	+ 15,3	+ 14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,8	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	+ 0,6	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	...	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,2	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,0	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,9	...
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 5,2 ²	+ 2,8 ²	- 2,4 ²	- 4,6	+ 7,3	- 1,8	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,4	- 2,5
4 ^e trimestre	+ 6,1 ²	... ²	+ 6,1 ²	+ 1,6	- 5,2	+ 5,3	+ 1,3	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,4	- 0,5
Total ...	+ 4,4 ²	+ 6,1 ²	+ 10,5 ²	+ 1,6	+ 3,0	+ 0,9	+ 2,2	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	- 0,1	- 3,2
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ²	+ 3,3 ²	+ 5,4 ²	- 1,5	+ 5,2	...	- 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 1,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,4	+ 5,9	- 6,4	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,7
3 ^e trimestre	+ 1,7 ²	+ 3,6 ²	+ 5,3 ²	+ 4,5	+ 3,6	- 1,5	- 0,4	+ 0,4	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ²	+ 1,8 ²	+ 10,6 ²	+ 5,6	- 6,2	+ 0,6	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5
Total ...	+ 16,7 ²	+ 9,1 ²	+ 25,8 ²	+ 9,0	+ 8,5	- 7,3	+ 2,1	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	- 1,0	+ 2,4	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 4,0	- 1,2	+ 2,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	+ 0,4	- 0,5	- 0,2	- 1,1
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 2,0	+ 4,0	- 4,1	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	- 0,7	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 0,4	+ 4,4	- 2,2	+ 0,9	+ 0,4	- 0,1	+ 3,3	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 0,2	- 4,3	+ 0,1	+ 1,6	- 0,7	+ 0,9	+ 6,1	- 0,6	+ 0,6	+ 1,9
Total ...	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 6,2	+ 2,9	- 3,9	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 11,6	- 2,4	+ 2,5	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 2,9	+ 9,8	+ 0,9	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 1,6	- 0,1	+ 0,5	- 4,0
2 ^e trimestre (est.)	+ 10,6	+ 1,4	+ 12,0	+ 0,4	+ 5,1	+ 0,8	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	+ 4,2	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	p - 0,9	p - 0,7	p - 1,3	p + 0,1	p - 0,5	- 0,4	+ 3,2	- 0,1	p - 0,2	p - 1,8
4 ^e trimestre	+ 11,1	+ 2,7	+ 13,8	p - 0,9	p + 7,6	p - 1,1	p + 0,9	p - 0,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,1	p + 0,1	p - 0,4
Total ...	+ 25,3	+ 8,3	+ 33,6	p + 1,5	p + 21,7	p - 0,7	p - 0,2	p - 1,4	- 0,1	+ 18,0	- 0,4	p + 0,5	p - 5,3

N.B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

¹ Les comptes bancaires à plus d'un mois des sociétés financières qui jusqu'en juillet 1958 étaient englobés dans le stock monétaire ont pu être reclassés dans les liquidités quasi monétaires à partir d'août 1958. Les chiffres qui figurent aux colonnes (1) et (2) du présent tableau pour les variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires au 3^e trimestre de 1958 et durant l'année 1958 font abstraction des mouvements comptables qui ont résulté de cette modification de la statistique. — ² Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,8 0,2 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (8) du présent tableau. — ³ Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (10) : (9)	
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Janvier	6,2	137,1	140,5	9,2	0,3	32,7	70,5	103,5	112,7	253,2	55,5
Février	6,2	139,3	142,7	10,1	0,4	30,0	73,1	103,5	113,6	256,3	55,7
Mars	6,2	140,5	143,8	12,5	0,3	30,9	75,1	106,3	118,8	262,6	54,8
Avril	6,2	142,2	145,5	11,4	0,3	32,2	73,5	106,0	117,4	262,9	55,4
Mai	6,2	144,2	147,6	11,7	0,3	31,9	75,7	107,9	119,6	267,2	55,3
Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Juillet	6,3	147,3	150,7	10,6	0,4	34,2	73,1	107,7	118,3	269,0	56,0
Août	6,3	147,1	150,7	10,1	0,3	30,9	75,2	106,4	116,5	267,2	56,4
Septembre	6,3	146,8	150,1	11,2	0,3	31,3	74,9	106,5	117,7	267,8	56,1
Octobre	6,3	146,9	150,4	9,3	0,2	33,3	75,4	108,9	118,2	268,6	56,0
Novembre	6,3	147,1	150,6	10,8	0,3	31,1	77,0	108,4	119,2	269,8	55,8
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Janvier	6,3	147,7	151,3	9,5	0,3	34,1	76,0	110,4	119,9	271,2	55,8
Février	6,3	148,1	151,6	10,5	0,4	31,8	75,8	108,0	118,5	270,1	56,1

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire. (cf. tableau XIII - 1, note 4).

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution						Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Transferts et opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des transferts et des opérations en capital des pouvoirs publics) (9) = (6) - (7) - (8)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (6)] et ceux de la balance des paiements [col. (11)] 5 (10)	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6 (11)
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1953 Année	52,7	- 2,4	50,3	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	+ 1,3	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	+14,9	- 0,4	+15,9
1959 1 ^{er} trimestre ..	70,6	- 0,3	70,3	- 4,9	+ 2,9	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 ^e trimestre	73,5	- 3,8	69,7	+ 2,9	- 3,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 ^e trimestre	74,7 ^{7,8}	- 3,5	71,2 ^{7,8}	+ 0,9	- 1,6 ^{7,8}	- 0,7 ^{7,8}	+ 0,3	- 0,7 ⁸	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 ^e trimestre	72,3 ⁷	- 1,6	70,7 ⁷	- 2,5 ⁷	+ 1,9	- 0,6 ⁷	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
				- 6,1 ^{7,8}	+ 2,0	- 4,1 ^{7,8}	- 4,0	- 0,8 ⁸	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 ^{er} trimestre ..	74,0	- 1,2	72,8	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,9	- 3,9	+ 1,1	+ 4,7	+ 1,5	+ 3,4
2 ^e trimestre	76,3	- 1,8	74,5	+ 2,3	- 0,7	+ 1,6	+ 1,3	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 1,7
3 ^e trimestre	69,7	- 2,5 ⁹	67,2 ⁹	- 6,6	+ 0,3 ⁹	- 6,3 ⁹	- 1,8	+ 0,1	- 4,6	+ 0,3	- 6,0
4 ^e trimestre	80,5	- 5,7 ⁹	74,8 ⁹	+10,8	- 3,7 ⁹	+ 7,1 ⁹	+ 5,3	+ 0,2	+ 1,6	...	+ 7,1
				+ 8,2	- 3,9 ⁹	+ 4,3 ⁹	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,6	+ 1,9	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre ..	79,7	- 6,4 ⁹	73,3 ⁹	- 0,8	- 1,0 ⁹	- 1,8 ⁹	...	- 0,3	- 1,5	+ 0,6	- 1,2
2 ^e trimestre	82,6	-14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 6,4	+ 0,3	+ 0,4	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre	86,0	-15,1 ⁹	70,9 ⁹	+ 3,4	- 0,4 ⁹	+ 3,0 ⁹	- 1,5	...	+ 4,5	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre	92,7	-14,9 ⁹	77,8 ⁹	+ 6,7	- 0,4 ⁹	+ 6,3 ⁹	+ 0,6	+ 0,1	+ 5,6	- 0,3	+ 6,0
				+12,2	-10,4 ⁹	+ 1,8 ⁹	- 7,3	+ 0,1	+ 9,0	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre ..	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,3	+ 0,3	+ 4,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 4,1	...	+ 2,0	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 2,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,1	...	- 0,2	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 3,9	+ 0,4	+ 6,2	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre ..	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,6	+ 3,8	+ 0,9	...	+ 2,9	- 1,4	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 0,8	...	+ 0,4	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série 10</i>											
2 ^e trimestre	98,6	-17,0	81,6								
3 ^e trimestre	99,6	p-20,5	p79,1	+ 1,0	p- 3,2	p- 2,2	p- 1,3	...	p- 0,9	...	- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	p-24,6	p77,6	+ 2,6	p- 4,5	p- 1,9	p- 1,1	+ 0,1	p- 0,9	...	- 1,9
				+11,2	p-10,3	p+ 0,9	p- 0,7	+ 0,1	p+ 1,5	- 1,1	- 0,2

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 3.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

5 Cette différence comprend : a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) jusqu'au 31 décembre 1960, les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.; d) depuis le 3^e trimestre 1963 l'ensemble des avoirs nets des résidents luxembourgeois auprès des banques belges.

6 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2, rubrique 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser, dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

8 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (9). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

9 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

10 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...					1	1	1	2
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.248
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
Trésor public } taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre
ACTIF					
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	—	—	—	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)					
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...
c) F.M.I.	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064
d) autres accords .....	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	326	247
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430
Divers	515	698	544	1.778	1.186
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241
Compte d'ordre :					
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500
PASSIF					
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508
Comptes courants :					
{ compte ordinaire ...	7	24	1	5	3
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	387	309
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)					
a) A.M.E.	344	249	200	185	126
b) autres accords	224	263	365	413	333
<i>Total des engagements à vue</i> ...	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453
Capital	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241
Compte d'ordre :					
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1963 7 janvier	1964 6 janvier	1963 4 février	1964 8 février	1963 4 mars	1964 9 mars	1963 8 avril	1964 6 avril
ACTIF								
Encasse en or	68.231	68.548	68.084	68.633	69.563	68.678	68.605	68.926
Monnaies étrangères	13.007	22.090	14.429	21.305	16.518	20.881	18.765	20.543
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	2.885	11.354	3.806	10.986	6.516	10.440	8.195	12.738
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	1.500	—	1.500	—	1.500	—	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	251	118	218	111	214	106	209	102
b) A.M.E.	25	...	40	...	15	...	...	...
c) F.M.I.	6.738	7.064	6.738	7.064	6.738	7.214	6.738	8.214
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	12.732	21.747	13.955	20.930	16.670	20.230	18.349	20.069
Effets de commerce	8.672	8.144	4.751	5.308	3.552	4.433	4.191	6.971
Avances sur nantissement	36	1.468	123	2.461	31	1.975	244	1.973
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	7.215	7.125	9.990	7.525	9.150	8.975	8.175	6.575
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	327	237	351	260	369	298	367	276
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	1	1	1	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.627	2.703	2.703	2.793	2.702	2.793	2.702	2.794
Immeubles, matériel et mobilier	1.539	1.593	1.593	1.657	1.593	1.657	1.593	1.657
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.275	1.397	1.330	1.492	1.333	1.496	1.329	1.493
Divers	1.387	1.558	708	985	847	1.131	990	1.046
Compte d'ordre :	160.949	190.647	162.820	187.011	169.812	185.809	174.454	188.879
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.911	1.500	1.685	1.366	1.491	1.195	1.345	1.091
PASSIF								
Billets en circulation	138.036	149.688	137.613	147.858	139.969	147.762	141.157	148.785
Comptes courants :								
compte ordinaire ...	19	12	23	8	19	13	3	24
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	27	17	25	16	26	16	24	16
compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	378	319	494	333	464	340	549	343
Comptes courants divers	890	900	1.730	1.188	954	1.018	782	875
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	176	127	183	103	105	112	146	128
b) autres accords	463	313	224	289	240	365	212	317
<i>Total des engagements à vue ...</i>	139.989	151.376	140.292	149.795	141.777	149.626	142.873	150.488
Monnaies étrangères et or à livrer	15.607	33.091	17.751	31.915	23.185	30.721	26.541	32.832
Caisse de Pensions du Personnel	1.275	1.397	1.330	1.492	1.333	1.496	1.329	1.493
Divers	1.451	2.080	744	1.016	814	1.173	1.008	1.273
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.227	2.303	2.303	2.393	2.303	2.393	2.303	2.393
Compte d'ordre :	160.949	190.647	162.820	187.011	169.812	185.809	174.454	188.879
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.911	1.500	1.685	1.366	1.491	1.195	1.345	1.091

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières)		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1956	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,8	29,2	45,7	111,2	46,0	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,8	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,3	92
1962 3 ^o trimestre	900	43,4	31,8	48,4	114,8	48,7	114,8	326,7	92
4 ^o trimestre	907	44,2	31,6	54,7	128,4	52,8	128,4	364,3	92
1963 1 ^{er} trimestre	913	48,8	34,5	52,1	127,5	52,9	127,5	359,8	93
2 ^o trimestre	915	46,8	35,0	52,0	121,8	51,5	121,8	347,0	92
3 ^o trimestre	924	48,5	34,6	56,6	133,8	57,6	133,8	381,7	91
4 ^o trimestre	933	47,7	35,1	58,4	139,0	56,4	139,0	392,7	93
1964 1 ^{er} trimestre	937	49,1	36,1	57,8	140,0	58,5	140,0	396,4	93
1963 Mars	913	44,5	34,0	53,4	123,6	50,3	123,6	350,9	93
Avril	913	47,1	34,7	51,2	120,4	51,6	120,4	343,7	92
Mai	914	46,9	34,8	52,6	126,3	53,9	126,3	359,0	92
Juin	915	46,4	35,6	52,2	118,6	48,9	118,6	338,4	92
Juillet	917	53,5	35,3	69,1	159,6	69,8	159,6	458,0	93
Août	919	45,8	34,5	49,9	123,6	53,4	123,6	350,3	89
Septembre	924	46,2	34,0	50,8	118,2	49,5	118,2	336,7	92
Octobre	929	48,0	34,7	60,0	145,9	59,0	145,9	410,7	93
Novembre	931	45,9	34,9	51,5	127,4	53,0	127,4	359,2	92
Décembre	933	49,1	35,7	63,7	143,7	57,2	143,7	408,3	93
1964 Janvier	935	51,6	36,5	61,7	153,6	64,9	153,6	433,8	93
Février	936	47,5	36,0	53,9	132,7	55,8	132,7	375,2	93
Mars	937	48,3	35,8	57,9	133,7	54,9	133,7	380,2	93

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1962 31 janvier	1963 31 janvier	1963 28 février	1964 29 février
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux, C.N.C.P.	5.933	7.533	6.523	7.851	3.084	3.076	3.051	3.267
Prêts au jour le jour	1.277	1.214	1.272	2.095	806	935	972	2.188
Banquiers	8.103	10.782	13.192	16.665	15.031	18.337	17.308	17.909
Maison-mère, succursales et filiales	3.236	4.287	4.717	6.286	5.388	6.830	5.852	6.661
Autres valeurs à recevoir à court terme	6.017	6.742	8.248	8.787	9.405	9.497	9.064	10.038
Portefeuille-effets	55.155	66.088	46.685	72.460	52.441	79.089	55.561	76.934
a) Effets publics ²	33.627	40.213	16.569	29.415	19.466	35.008	19.976	33.107
b) Effets commerciaux ³	21.528	25.875	30.116	43.045	32.975	44.081	35.585	43.827
Reports et avances sur titres	1.168	1.237	1.317	1.230	1.189	1.239	1.213	1.250
Débiteurs par acceptations	12.682	14.318	17.927	18.784	17.308	18.339	17.334	19.389
Débiteurs divers	26.064	30.726	38.608	45.661	39.227	46.554	38.848	45.930
Portefeuille-titres	39.274	53.444	75.148	72.105	74.245	71.745	74.709	71.687
a) Valeurs de la réserve légale	401	429	468	541	468	541	468	541
b) Fonds publics belges ^{2 4}	36.199	50.094	71.460	67.875	70.703	67.492	71.132	67.421
c) Fonds publics étrangers ⁴	275	473	317	556	278	559	234	584
d) Actions de banques	1.291	1.261	1.282	1.545	1.368	1.553	1.444	1.553
e) Autres titres	1.108	1.187	1.621	1.588	1.428	1.600	1.431	1.588
Divers	1.570	1.552	2.339	2.576	2.292	2.135	2.150	2.221
Capital non versé	7	9	9	—	9	—	9	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	160.486	197.932	215.985	254.500	220.425	257.776	226.071	257.474
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	20	19	17	18	16	17	16	17
Immeubles	1.190	1.251	1.301	1.434	1.327	1.461	1.330	1.460
Participations dans les filiales immobilières	258	273	265	255	265	265	264	265
Créances sur les filiales immobilières	345	278	312	336	323	342	326	356
Matériel et mobilier	153	166	200	289	203	294	201	299
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	1.966	1.987	2.095	2.332	2.134	2.379	2.137	2.397
Total de l'actif ...	162.452	199.919	218.080	256.832	222.559	260.155	228.208	259.871

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'à présent, étaient repris parmi les fonds publics belges.

³ Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parastatiques
(millions de francs)

1960 31 décembre	6.547	1962 31 décembre	8.488	1963 31 janvier	6.650	1964 31 janvier	9.184
1961 31 décembre	6.999	1963 31 décembre	8.078	1963 28 février	6.316	1964 29 février	9.860

⁴ La rubrique « Fonds publics belges » se voit, en outre, réduite à partir de juin 1963 de la fraction des titres de la dette congolaise qui, n'étant pas émis sous la garantie de l'Etat belge, sont désormais comptés parmi les Fonds publics étrangers.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

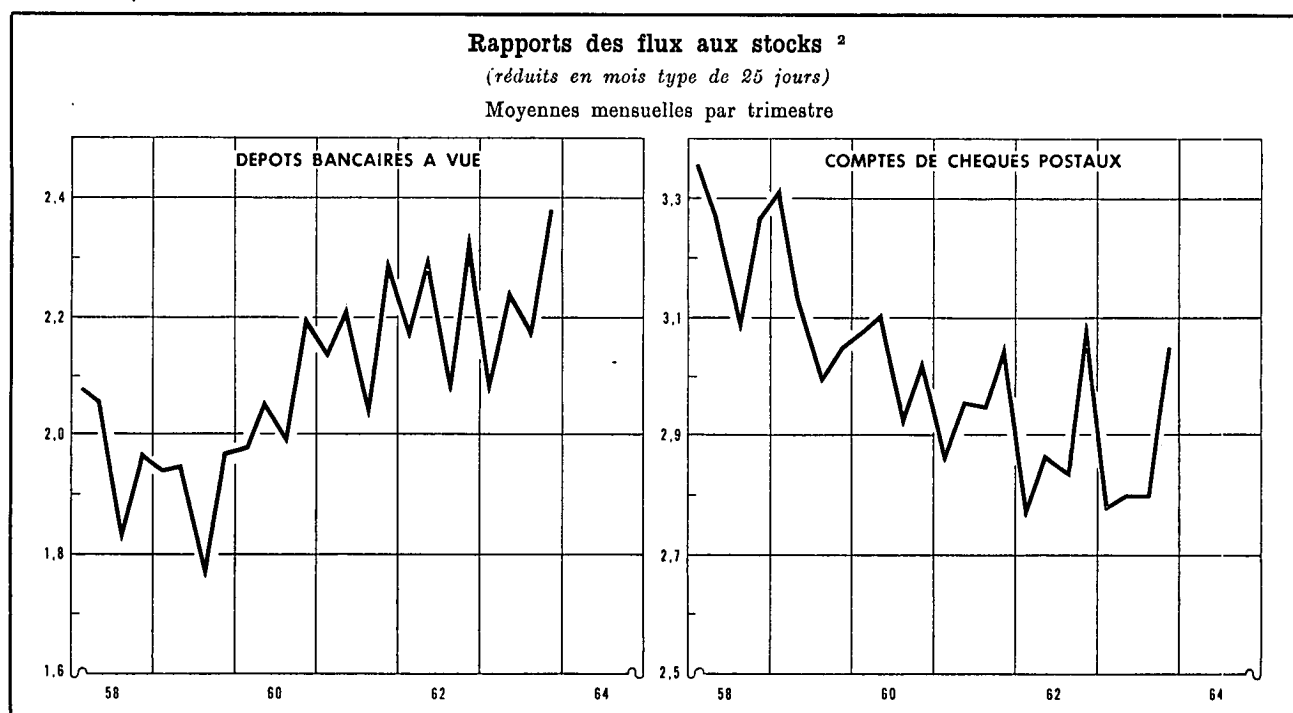
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1963 31 janvier	1964 31 janvier	1963 28 février	1964 29 février
A. Opérations d'épargne (art 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	330	398	1.747	804	428	1.411	641	1.262
Emprunts au jour le jour	1.332	2.110	871	1.406	2.685	1.943	1.649	1.650
a) Garantis par des sûretés réelles	1.247	1.986	815	1.232	2.598	1.698	1.468	1.372
b) Non garantis par des sûretés réelles	85	124	56	174	87	245	181	278
Banquiers	14.208	28.067	26.553	38.661	29.073	41.585	34.037	40.349
Maison-mère, succursales et filiales	3.165	3.911	4.300	7.884	4.166	7.397	3.633	7.517
Acceptations	12.683	14.319	17.928	18.784	17.308	18.339	17.334	19.389
Autres valeurs à payer à court terme	2.382	2.776	3.875	4.901	6.129	6.007	5.318	5.748
Créditeurs pour effets à l'encaissement	990	967	1.095	1.216	988	1.199	1.020	1.193
Dépôts et comptes courants	103.790	121.118	130.986	150.290	131.077	149.593	133.686	150.013
a) A vue	61.080	66.746	71.259	81.543	70.395	77.982	72.389	78.028
b) A un mois au plus	4.873	6.112	5.532	5.159	5.760	5.474	6.118	5.280
c) A plus d'un mois	19.200	27.902	29.392	30.007	29.354	30.734	28.915	30.984
d) A plus d'un an	956	1.529	2.201	1.138	2.095	1.350	2.036	1.194
e) A plus de deux ans	1.975	2.495	2.671	3.049	2.653	3.069	2.617	3.037
f) Carnets de dépôts	14.115	14.613	17.937	27.355	18.821	28.898	19.577	29.441
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.591	1.721	1.994	2.039	1.999	2.086	2.034	2.049
Obligations et bons de caisse	7.573	8.619	11.060	11.433	11.074	11.499	11.134	11.145
Montants à libérer sur titres et participations	635	615	689	672	689	674	696	679
Divers	4.940	6.007	6.104	6.809	5.921	6.419	5.775	6.832
<i>Total de l'exigible ...</i>	<i>152.028</i>	<i>188.907</i>	<i>205.208</i>	<i>242.860</i>	<i>209.538</i>	<i>246.066</i>	<i>215.124</i>	<i>245.777</i>
C. Non exigible :								
Capital	6.201	6.520	7.636	8.221	7.634	8.254	7.708	8.251
Fonds indisponibles par prime d'émission	284	292	785	838	785	880	793	881
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	406	428	467	541	467	541	468	541
Réserve disponible	3.363	3.652	3.828	4.179	4.009	4.202	4.009	4.210
Provisions	170	120	156	193	126	212	106	211
<i>Total du non exigible ...</i>	<i>10.424</i>	<i>11.012</i>	<i>12.872</i>	<i>13.972</i>	<i>13.021</i>	<i>14.089</i>	<i>13.084</i>	<i>14.094</i>
Total du passif ...	162.452	199.919	218.080	256.832	222.559	260.155	228.208	259.871

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois types de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
1956	83,2	70,3	153,5	1,98	1,95	3,01
1957	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,98	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1962 2 ^e trimestre	123,4	99,2	222,6	2,28	2,31	2,87
3 ^e trimestre	112,3	98,0	210,3	2,12	2,10	2,84
4 ^e trimestre	130,1	105,3	235,4	2,36	2,34	3,09
1963 1 ^{er} trimestre	117,8	103,8	221,6	2,12	2,09	2,78
2 ^e trimestre	133,8	105,6	239,4	2,24	2,26	2,80
3 ^e trimestre	131,1	104,8	235,9	2,24	2,18	2,80
4 ^e trimestre	147,4	114,0	261,4	2,41	2,38	3,05
1963 Février	115,8	108,3	224,1	1,99	2,07	2,90
Mars	115,3	99,4	214,7	2,10	2,02	2,68
Avril	132,9	103,9	236,8	2,30	2,30	2,74
Mai	138,8	109,3	248,1	2,34	2,34	2,97
Juin	129,9	103,5	233,4	2,07	2,15	2,68
Juillet	143,6	113,2	256,8	2,47	2,38	2,93
Août	118,9	103,8	222,7	2,08	2,00	2,81
Septembre	130,7	97,5	228,2	2,17	2,17	2,66
Octobre	139,9	111,8	251,7	2,46	2,28	3,03
Novembre	138,2	113,0	251,2	2,16	2,25	3,07
Décembre	164,1	117,1	281,2	2,60	2,60	3,04
1964 Janvier	146,3	120,5	266,8	2,42	2,33	3,10
Février	154,2	114,9	269,1	2,52	2,52	3,03

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthodes d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* (cf. N.B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées ^{1 3}	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse ²
		valeur nominale								
1953	3.532	—	—	—	—	—	1.999	1.000	...	120
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	2	1.327
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.582	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.653	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.923	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1961 Janvier	6.617	20	1.200	750	1.802	6.966	...	—	...	...
Février	6.434	90	...	2.917	1.932	7.932	...	—	...	...
Mars	5.978	10	825	1.644	3.273	8.401	...	—	...	...
Avril	6.104	18	1.875	1.086	3.569	9.266	...	—	...	...
Mai	6.054	25	2.525	2.150	2.685	10.042	...	—	...	...
Juin	6.394	78	825	1.916	4.239	10.043	...	—	...	...
Juillet	6.288	9	100	3.131	3.272	9.442	...	—	...	...
Août	6.371	...	...	4.377	3.410	10.800	...	—	...	...
Septembre	6.448	...	...	6.391	2.267	11.701	...	—	...	...
Octobre	6.599	166	150	6.876	2.030	12.511	...	—	...	...
Novembre	6.613	...	150	8.004	2.169	13.605	...	—	...	...
Décembre	6.923	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962 Janvier	6.149	200	...	6.831	75	9.996	...	—	...	...
Février	6.235	220	...	3.300	2.696	9.253	...	—	...	...
Mars	6.188	130	...	3.188	1.600	7.961	...	—	...	...
Avril	6.112	1.018	...	3.521	1.878	9.391	...	—	...	...
Mai	6.215	280	...	3.003	2.192	8.492	...	—	...	...
Juin	6.701	11	...	2.108	2.923	8.589	...	—	...	...
Juillet	6.887	438	...	2.069	1.972	8.336	...	—	...	...
Août	6.803	200	1.175	2.041	1.401	8.593	...	—	...	...
Septembre	6.910	248	1.100	1.724	1.681	8.623	...	—	...	...
Octobre	7.233	572	1.200	796	2.564	9.248	...	—	...	...
Novembre	7.946	1.175	2.100	1	790	8.905	...	—	...	...
Décembre	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...

¹ Y compris les opérations à réméré.

² Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

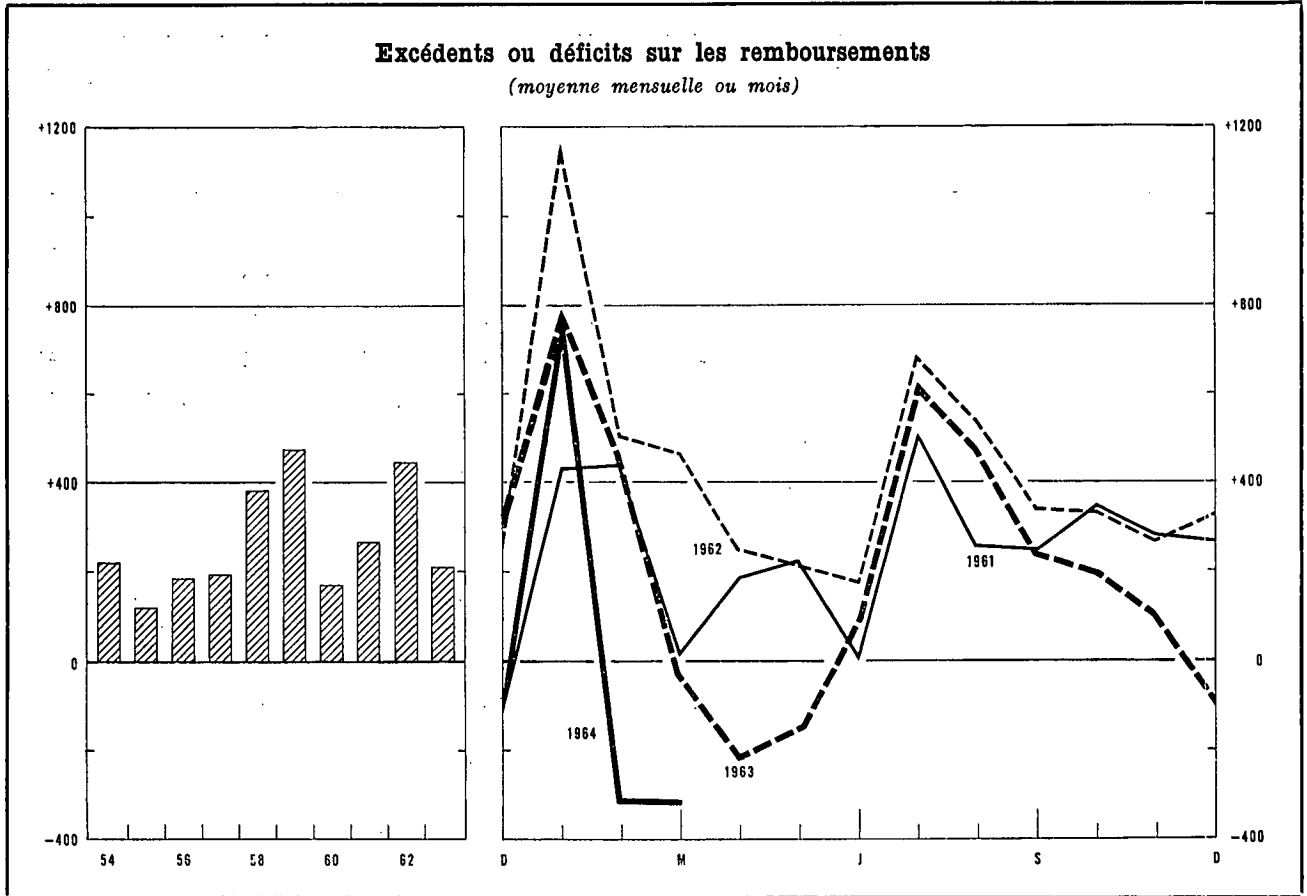
³ Il s'agit des valeurs nominales pour les chiffres de fin d'année et des valeurs comptables pour les autres mois.

XIV - 5. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements (1)		Remboursements (2)		Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)		Soldes des dépôts à fin de période (4)	
1953	13.204		9.684		3.520		45.493 ¹	
1954	13.383		10.764		2.619		49.459 ¹	
1955	13.624		12.176		1.448		52.854 ¹	
1956	14.518		12.295		2.223		56.132 ¹	
1957	16.783		14.455		2.328		60.144 ¹	
1958	18.912		14.316		4.596		66.700 ¹	
1959	21.939		16.232		5.707		74.442 ¹	
1960	21.840		19.786		2.054		78.887 ¹	
1961	22.799		19.585		3.214		84.633 ¹	
1962	25.995		20.717		5.278		92.654 ¹	
1963	p 26.345		p 23.801		p 2.544		p 97.949 ¹	
	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964
Janvier	2.388	p 2.798	1.600	p 2.032	788	p 766	93.442	p 98.715
Février	2.020	p 2.206	1.556	p 2.517	464	p -311	93.906	p 98.404
Mars	2.016	p 2.109	2.047	p 2.427	- 31	p -318	93.875	p 98.086
Avril	2.051		2.260		-209		93.666	
Mai	2.168		2.304		-135		93.531	
Juin	2.199		2.095		103		93.634	
Juillet	2.640		2.013		627		94.261	
Août	2.254		1.765		489		94.749	
Septembre	p 2.119		p 1.878		p 241		p 94.991	
Octobre	p 2.295		p 2.090		p 205		p 95.196	
Novembre	p 2.042		p 1.932		p 110		p 95.306	
Décembre	p 2.187		p 2.270		p - 83		p 97.949 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Disponible ¹	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	7,6	7,7	9,1	10,8	12,4	15,1
Avances à l'industrie	—	2,0	3,3	5,2	7,3	8,6
Crédit d'exportation	—	...	0,2	0,4	0,5	0,7
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	0,4	1,6	1,7	2,4	2,5	3,0
Certificats de Trésorerie	1,5	5,2	4,3	2,0	4,3	6,2
Prêts au jour le jour	1,3	0,8	1,1	0,8	0,7	0,9
Total des placements provisoires ...	10,8	17,3	19,7	21,6	27,7	34,5
Placements définitifs :						
Rentes belges directes	18,4	17,3	19,7	20,0	20,2	23,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	13,6	15,4	16,5	17,8	16,6	14,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6
et communes						
Obligations de sociétés belges	1,5	1,2	1,2	1,0	1,0	0,9
Avances à l'Etat résultant du paiement des allo-						
cations complémentaires aux prisonniers politiques, et						
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la						
guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	2,8	2,9	3,3	3,8	4,3	4,8
Crédit agricole	3,4	3,4	3,5	3,6	3,6	3,8
Avances à la Société nationale du logement, aux						
sociétés agréées et aux communes en vue de la						
construction d'habitations sociales	18,3	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0
Total des placements définitifs ...	60,8	62,8	68,2	71,0	71,0	74,1

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	60,0	66,5	74,3	78,7	84,5	92,5
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,6	4,9	3,8	3,7	3,7	4,9
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	...
Total des dépôts sur livrets ...	65,0	71,8	78,5	82,8	88,5	97,6
Dépôts en comptes courants ²	1,9	3,5	3,7	3,0	3,4	4,1
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotations, fonds de prévisions diverses et fonds						
de réserve	6,2	6,7	7,3	7,9	8,7	9,4

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprendrent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite * (milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	7,2	7,5	7,7	7,3	7,1	6,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	9,1	10,1	11,0	11,6	12,5	13,9
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, des provinces, villes et communes	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	1,4	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9
Prêts hypothécaires	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	19,5	20,5	21,5	21,5	22,0	22,5
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	13,2	13,5	13,8	13,1 ¹	13,4	13,6
Réserves mathématiques ²	6,7	7,4	8,2	8,8	9,4	10,1
Total ...	19,9	20,9	22,0	21,9	22,8	23,7

* La C.G.E.R. publie séparément :

- a) *Depuis 1957* :
- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie.
 - 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
 - 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation. En vertu de la loi du 8 avril 1962, cette gestion est reprise par la Caisse Nationale des Pensions pour Employés. Le transfert des fonds correspondant a été effectué en 1963 conformément à la situation de clôture au 31 décembre 1962.
 - 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants. Toutefois depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des indépendants.
- b) *Depuis 1958* : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).
- c) *Depuis 1960* : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 » et, ultérieurement, par la loi du 8 avril 1962, conçues selon le principe de la capitalisation.
- ¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».
- ² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹ (milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	2,0	1,9	2,2	3,0	2,9	2,8
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	0,7	1,1	1,3	2,0	2,6	3,4
Obligations du Crédit Communal, des provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	3,6	4,0	4,5	6,0	6,5	7,1
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ¹	2,7	2,9	3,2	4,6 ¹	4,9	5,3
Fonds de réserve	1,0	1,2	1,4	1,5	1,8	2,0

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers			Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public		
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique		Autres organismes parastataux	Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 3 ^e trimest.	22,1	6,1	5,1	33,3	2,5	19,6	0,5	22,6	6,7	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,9	36,5
4 ^e trimest.	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 1 ^{er} trimest.	24,1	6,7	5,5	36,3	2,2	20,9	0,5	23,6	7,6	0,2	0,1	0,4	0,4	6,6	15,3	38,9
2 ^e trimest.	24,8	7,0	5,7	37,5	2,2	21,9	0,5	24,6	7,6	0,3	0,1	0,4	0,4	7,2	16,0	40,6
3 ^e trimest.	25,7	7,2	5,9	38,8	2,4	22,7	0,5	25,6	8,1	0,3	0,1	0,5	0,5	7,3	16,8	42,4
4 ^e trimest.	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 1 ^{er} trimest.	28,3	8,0	6,3	42,6	2,9	24,3	0,6	27,8	9,4	0,4	...	0,5	0,6	7,9	18,8	46,6
2 ^e trimest.	29,0	8,7	6,3	44,0	3,0	24,9	0,5	28,4	9,8	0,4	...	0,5	0,6	8,3	19,6	48,0
3 ^e trimest.	29,9	9,3	6,2	45,4	3,2	25,7	0,4	29,3	10,2	0,5	...	0,5	0,5	8,6	20,3	49,6

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	6,7	8,6	9,8	10,5	10,9	11,7
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	5,1	5,5	6,2	6,7	7,2	8,0
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	7,1	7,8	10,5	13,1	15,7	19,6
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	1,9	2,0	1,8	1,7	1,6	1,5
Crédits commerciaux à moyen terme	1,0	0,8	0,8	1,3	1,0	1,5
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3	1,3
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,4	2,5	2,7	2,7	2,8	2,7
PASSIF						
Obligations	21,4	24,9	30,1	35,9	37,5	39,4
Bons de caisse	4,1	5,7	6,3	6,9	7,3	8,4
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,9	1,9	1,8	1,7	1,7	1,4
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	0,7	0,8	1,1	1,2	1,2	1,3

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'Aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total								
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (8) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1954	1.320	3.650		2.146	5.796	165	5.250	5.415	1.701	22.868	1.850	1.785	349	15.518	
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061	
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.356	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516 ¹	6.827	1.589	3.214	26.300	
1962	Février	3.387	254	110	106	470	24	493	517	3.340	6.096	1.204	1.829	1.697	
	Mars	3.340	448	129	122	699	33	681	714	3.325	6.275	1.614	1.796	2.488	
	Avril	3.325	282	86	105	473	28	426	454	3.344	6.417	1.267	1.934	2.026	
	Mai	3.344	392	97	114	603	34	545	579	3.368	6.968	1.729	1.491	1.593	
	Juin	3.368	745	88	116	949	30	797	827	3.490	7.050	1.725	1.579	1.801	
	Juillet	3.490	865	141	109	1.115	35	733	768	3.837	6.798	1.404	2.158	3.202	
	Août	3.837	715	105	126	946	34	758	792	3.991	6.536	1.334	2.368	1.458	
	Septembre	3.991	521	125	105	751	17	881	898	3.844	6.855	1.188	2.543	1.460	
	Octobre	3.844	682	147	114	943	24	917	941	3.846	6.682	1.067	3.234	2.338	
	Novembre	3.846	633	154	83	870	40	827	867	3.849	6.654	1.164	3.456	1.390	
	Décembre	3.849	551	118	146	815	31	753	784	3.880	52.178	7.337	1.333	3.086	
1963	Janvier	3.880	479	155	56	690	13	784	797	3.773	52.158	7.352	4.235	3.781	
	Février	3.773	675	214	140	1.029	15	607	622	4.180	53.033	6.848	3.778	1.944	
	Mars	4.180	820	154	78	1.052	15	758	773	4.459	53.984	7.632	3.797	1.992	
	Avril	4.459	599	69	110	778	26	415	441	4.796	54.035	7.582	3.282	2.401	
	Mai	4.796	566	28	82	676	20	757	777	4.695	54.611	7.930	1.689	1.743	
	Juin	4.695	562	59	65	686	17	788	805	4.576	55.174	8.156	1.644	3.081	
	Juillet	4.576	724	125	173	1.022	27	880	907	4.691	55.672	7.892	1.557	3.470	
	Août	4.691	432	130	103	665	13	794	807	4.549	56.216	7.999	1.692	1.121	
	Septembre	4.549	692	112	110	914	16	922	938	4.525	57.066 ¹	7.736	3.002	1.842	
	Octobre	4.525	689	148	192	1.029	38	1.053	1.091	4.463	57.385 ¹	7.323	1.628	2.589	
	Novembre	4.463	516	160	67	743	17	750	767	4.439	58.061 ¹	6.962	1.922	1.583	
	Décembre	4.439	727	163	175	1.065	24	1.064	1.088	4.416	58.516 ²	6.827	1.959	2.260	
1964	Janvier	4.416	891	174	114	1.179	11	870	893	4.714	58.883 ¹	6.724	1.489	4.967	
	Février	4.714	651	219	96	966	19	759	778	4.902	59.731 ¹	6.813	1.945	2.512	

¹ Dont consolidation de déficits ordinaires des comptes communaux.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	1,4	1,7	2,3	2,6	3,1	1,0	1,1	1,2	1,4	1,6
Prêts hypothécaires	7,1	7,8	9,0	10,5	11,4	1,8	2,0	2,3	2,7	3,2
Prêts sur police	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	2,9	3,5	4,8	5,3	5,7	2,8	3,1	3,2	3,4	3,6
Valeurs étrangères	0,5	0,8	1,3	1,9	1,5	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4
Titres garantis par le Congo	0,2	0,4	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	2,6	3,1	4,2	4,2	4,6	0,4	0,4	0,7	0,7	0,8
Titres des autres organismes										
parastataux	1,0	1,2	1,4	1,4	1,6	0,9	1,0	0,9	1,0	1,1
Titres des provinces et com-										
munes	1,7	1,7	1,4	1,7	1,8	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	6,4	7,2	7,2	7,4	8,1	0,5	0,6	0,5	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,5	1,7	2,1	2,2	2,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7
Total des valeurs mobilières ...	17,8	19,6	22,5	24,2	25,7	5,9	6,5	6,7	7,2	7,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	27,0	31,0	35,3	38,7	41,7	9,0	9,8	10,7	11,6	12,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1955	1,67
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1962 2 ^e trimestre .	2,88
3 ^e trimestre .	3,13
4 ^e trimestre .	3,41
1963 1 ^{er} trimestre .	3,05
2 ^e trimestre .	2,99
3 ^e trimestre .	3,48
4 ^e trimestre .	3,80

¹Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraites.

Modalités d'épargne	1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisse d'épargne	5,0		5,0		6,0		5,5		9,8		9,9		6,6		9,3		14,2	
Banques	3,0		2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1		4,0		10,4		5,9	
Institutions parastatales de crédit ..	0,3		-0,2		0,3		-0,5		2,2		0,3		1,2		1,7		1,7	
Total ...		8,3		7,0		5,6		6,1		16,6		15,3		11,8		21,4		21,8
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	3,4		3,7		3,5		5,1		5,0		3,2		2,5		3,0		1,9	
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,0		1,1		1,2		1,0		1,1		0,9		0,7		1,1		1,0	
Caisses de vacances annuelles	0,1		0,3		0,1		0,4		-0,1		-0,1		-0,1		-0,1		0,2	
Organismes d'assurances sur la vie ..	3,1		3,4		3,5		3,5		3,8		5,4		6,8		4,9		4,6	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,1		0,2		0,2		0,2		0,2		0,1		0,2		0,2		0,2	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,2		0,3		0,3		0,4		0,3		0,4		0,4		0,5		1,2	
Total ...		7,9		9,0		8,8		10,6		10,3		9,9		10,5		9,6		9,1
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,9		2,9		1,8		2,1		1,8		1,8		1,1		2,4		3,3	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	5,2		6,2		6,5		7,0		7,4		8,5		9,2		9,9		12,5	
Constructions d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	7,3		7,9		7,4		8,9		9,1		10,3		11,4		12,5		13,8	
Total ...		15,4		17,0		15,7		18,0		18,3		20,6		21,7		24,8		29,6
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public	13,1		10,5		7,9		13,6		16,2		13,4		17,0		13,8		18,1	
Total (1 à 4)		44,7		43,5		38,0		48,3		61,4		59,2		61,0		69,6		78,6
Doubles emplois ² ...	0,6		0,2		-0,6		0,2		-1,4		0,6		0,1		0,1		-0,2	
Total net (1 à 4) ...		45,3		43,7		37,4		48,5		60,0		59,8		61,1		69,7		78,4
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	23,8		25,4		28,5		30,9		29,8		30,7		35,0		35,9		34,3	
Epargne nette	7,8 ³		9,6 ³		10,0		9,2		5,2		5,2		7,7		8,4		6,0	
Total ...		31,6		35,0		38,5		40,1		35,0		35,9		42,7		44,3		40,3
Total général (1 à 5) ...		76,9		78,7		75,9		88,6		95,0		95,7		103,8		114,0		118,7

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

³ Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes		
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(5) = (3) + (4)	(6) = (7) - (8)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)			
1. Etat (dette directe uniquement)	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	- 1,0	4,1	
	1958	18,2	8,9	0,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8	
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3	
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8	
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0	
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1	
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6	
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7	
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9	
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2	
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	r 3,9	0,7	r 3,2	r 5,1	
3. Organismes paraétatiques de crédit	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	2,5	0,2	2,3	5,4	
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1	
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6	
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8	
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0	
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2	
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8	
	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3	
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2	
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3	
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7	
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	6,2	3,5	2,7	18,0	
	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9	
	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5	
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	r 13,5	4,0	r 9,5	r 36,5	
6. Congo et Rwanda-Burundi	1957	...	0,3	- 0,3	...	- 0,3	...	...	...	- 0,3
	1958	4,0	0,4	3,6	...	3,6	...	...	...	3,6
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	6,2	3,5	2,7	17,7	
	1958	27,9	13,9	14,0	10,2	24,2	5,8	3,5	2,3	26,5	
	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9	
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	r 13,5	4,0	r 9,5	r 36,5	
7. Rectifications à apporter pour :	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	- 1,9	—	- 1,9	—	
	a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁶	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—	
	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—	
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—	
	b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁷	1957	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	
	1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—	
	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—	
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—	
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—	
1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—		

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1956 : - 4,0; en 1957 : - 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 8,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociation hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁷ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ¹ (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission		
Mois	Jour								
1961	Mai	25	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ²	98,25	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,82 ³	
	Juin	8	Etat belge 1961-1973	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 9 ou 12 ans	6 mois	7.007	5,83
	Août	24	Ville d'Anvers	5,25-5,50-5,75-6,00	98,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans		800	5,83
	Octobre	2	Etat belge 1961-1981	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans		6.000	5,75
	Novembre	20	S.N.C.I.	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans		2.650	5,88 ³
	Décembre	11	Fonds des Routes	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans		2.500	5,78
1962	Février	1	Etat belge 1962-1982, 1 ^{re} série	5,00-5,25-5,50	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans		7.450	5,54
	Mars	1	Ville de Liège 1962-1982	5,25-5,50-5,75	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans		800	5,75
	Mars	29	R.T.T. 1962-1982	5,00-5,25-5,50	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans		2.500	5,54
	Mai	2	S.N.C.B. 1962-1982	5,00-5,25-5,50	99,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans		1.550	5,48
	Mai	28	Ville de Bruxelles 1962-1982	5,00-5,25-5,50	99,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans		1.000	5,43
	Juin	14	Etat belge 1962-1982, 2 ^e série	5,00 — 5,25	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans		8.100	5,26
	Août	27	Ville d'Anvers 1962-1982	5,00-5,25-5,50	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans		1.000	5,37
	Septembre	24	Fonds des Routes	5,00 — 5,25	100,00	à 10, 15 ou 20 ans		2.500	5,20
	Novembre	12	Etat belge 1962-1982, 3 ^e série	4,75-5,00-5,25	98,50	à 10, 15 ou 20 ans		10.480	5,06
1963	Mars	4	Etat belge 1963-1983, 1 ^{re} série	5,00 — 5,25	100,00	à 10, 15 ou 20 ans		5.900	5,09 ¹⁰
	Avril	18	R.T.T. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans		1.350	5,55 ¹⁰
	Mai	16	S.N.C.B. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans		1.300	5,55 ¹⁰
	Mai	30	C.N.C.P. 1963-1968-1973	5,20 — 5,50 ¹¹	100,00	à 5 ou 10 ans		350	5,49 ¹⁰
	Juin	20	Etat belge 1963-1983, 2 ^e série	5,50 — 5,75 ¹²	99,00	à 10, 15 ou 20 ans		5.250	5,72 ¹⁰
	Septembre	3	Ville de Liège 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ¹³	99,00	à 10 ou 20 ans		1.000	5,90 ¹⁰
	Septembre	3	Ville de Gand 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ¹³	99,00	à 10 ou 20 ans		600	5,90 ¹⁰
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983, 3 ^e série	5,50-5,75 ¹²	98,50	à 10, 15 ou 20 ans		3.232	5,80 ¹⁰
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983	6,00	100,00	à 20 ans		4.270	6,00 ¹⁰
	Novembre	18	Fonds des Routes 1963-1983	6,00	99,00	à 20 ans		2.500	6,12 ¹⁰
	Décembre	11	Ville de Brux. 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ¹⁴	98,00	à 10 ou 20 ans		516	6,14 ¹⁰
	Décembre	11	Ville d'Anvers 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ¹⁴	98,00	à 10 ou 20 ans		781	6,14 ¹⁰
1964	Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ¹⁵	100,00	à 5 ou 10 ans		12.000	6,44 ¹⁰
	Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50 ¹⁵	100,00	à 5 ou 10 ans		5.000	6,44 ¹⁰

- ¹ Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI 1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux ministères par la C.A.D.G.
- ² Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,50 % pendant les dernières années.
- ³ Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
- ⁴ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 4 années suivantes et 5,75 % pendant les dernières années.
- ⁵ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,75 % de la 11^e à la 15^e année et 6 % de la 16^e à la 20^e année.
- ⁶ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 10 dernières années.
- ⁷ Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années, 5,25 % pendant les 5 années suivantes et 5,50 % pendant les 10 dernières années.
- ⁸ Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.
- ⁹ Intérêts : 4,75 % pendant les 10 premières années, 5 % pendant les 5 années suivantes et 5,25 % pendant les 5 dernières années.
- ¹⁰ Rendement sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.
- ¹¹ Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 dernières années.
- ¹² Intérêts : 5,50 % pendant les 10 premières années, 5,75 % pendant les 10 dernières années.
- ¹³ Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,40 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.
- ¹⁴ Intérêts : 5,30 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.
- ¹⁵ Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté ¹		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1961	Mai	16	S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	F.S. 50	4,50 ²
	Mai	18	Etat belge 1961-1981	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 75	4,75
	Juillet	3	Soc. Nat. Distr. d'Eau	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 50	4,75
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	U.S. \$ 3	5,00 ²
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	{ U.S. \$ 20 ou D.M. 80	5,32 ²
	Octobre	3	Sabena	4,75	99,0	20 ans	Fl. P.B. 22	4,92
	Novembre	14	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	U.S. \$ 30	5,61 ²
	Novembre	28	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 25	5,88
	Décembre	12	Sabena 1961-1981 ³	5,00	100,0	20 ans	FLux 250	5,06
1962	Mars	27	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30	5,55
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴

- ¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté relatif à été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communicant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.
- ² Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
- ³ Emprunt de conversion.
- ⁴ Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou de toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.
- * Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au Moniteur belge.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales ²
	intérieures					extérieures					
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée ²	à moyen et court terme	totale ²	Total de la dette directe ²		
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0
1962 Mars	222,6	18,4	75,1	32,0	348,1	18,7	26,4	45,1	393,2	25,4	418,6
Avril	221,1	20,4	79,7	33,3	354,5	20,1	23,4	43,5	398,0	25,4	423,4
Mai	220,9	20,2	80,5	32,7	354,3	20,1	23,2	43,3	397,6	25,3	422,9
Juin	220,7	20,0	82,4	32,7	355,8	19,9	20,1	40,0	395,8	25,3	421,1
Juillet	223,8	20,0	79,3	34,0	357,1	19,8	19,9	39,7	396,8	25,2	422,0
Août	223,6	20,0	82,0	32,3	357,9	19,8	19,0	38,8	396,7	25,2	421,9
Septembre	223,4	20,0	82,8	32,4	358,6	19,7	18,4	38,1	396,7	25,2	421,9
Octobre	222,9	22,0	82,3	33,1	360,3	19,7	17,0	36,7	397,0	27,5	424,5
Novembre	232,2	20,9	76,3	33,0	362,4	19,7	16,7	36,4	398,8	27,5	426,3
Décembre	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2
1963 Janvier	250,7	16,7	56,1	37,4	360,9	19,5	18,1	37,6	398,5	27,5	426,0
Février	249,9	16,8	60,2	34,4	361,3	19,5	19,1	38,6	399,9	27,5	427,4
Mars	254,6	16,7	60,5	35,4	367,2	19,3	21,2	40,5	407,7	27,5	435,2
Avril	253,9	16,3	63,4	36,4	370,0	19,2	21,9	41,1	411,1	27,4	438,5
Mai	253,8	16,2	61,9	35,8	367,7	19,2	24,0	43,2	410,9	27,4	438,3
Juin	254,0	16,2	61,4	36,1	367,7	19,0	24,3	43,3	411,0	27,4	438,4
Juillet	257,7	15,8	56,0	37,8	367,3	18,9	24,6	43,5	410,8	27,2	438,0
Août	257,5	15,7	58,3	34,3	365,8	18,9	24,9	43,8	409,6	27,2	436,8
Septembre	256,7	15,7	58,3	35,2	365,9	18,7	25,1	43,8	409,7	27,1	436,8
Octobre	263,5	13,3	55,9	37,4	370,1	18,6	26,6	45,2	415,3	27,0	442,3
Novembre	262,3	13,7	57,1	35,1	368,2	18,6	27,4	46,0	414,2	27,9	442,1
Décembre	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0
1964 Janvier	260,2	14,3	56,7	38,9	370,1	18,4	27,9	46,3	416,4	29,2	445,6
Février	270,6	9,0	55,0	36,6	371,2	18,4	29,3	47,7	418,9	29,2	448,1
Mars	270,1	9,8	55,0	38,2	373,1	18,1	29,3	47,4	420,5	29,1	449,6

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
A. Secteur public belge (fonds publics belges) :															
1. Etat ²	170,6	187,7	204,2	216,2	231,8	48,7	45,9	44,9	42,5	66,6 ⁷	219,3	233,6	249,1	258,7	298,4 ⁷
2. Organismes publics de crédit non monétaires ..	64,9	74,2	84,5	96,1	106,0	15,6	17,3	18,9	20,2	21,9	80,5	91,5	103,4	116,3	127,9
3. Paraétatiques d'exploitation	23,5	26,8	26,2	25,4	26,5	4,1	5,3	5,5	6,0	6,5	27,6	32,1	31,7	31,1	33,0
4. Fonds de pension	—	—	—	—	—	3,1	4,4	5,9	7,1	9,8	3,1	4,4	5,9	7,1	9,8
5. Secteur public non compris ailleurs	26,2	27,0	26,2	25,7	26,2	8,3	9,2	9,9	10,1	10,6	34,5	36,2	36,1	35,8	36,8
B. Trésor congolais (fonds publics congolais)	12,8	12,2	10,8	10,8	10,8	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	14,1	13,5	12,1	12,1	12,1
Total ...	298,0	327,9	351,9	374,2	401,3	81,1	83,4	86,4	87,2	116,7	379,1	411,3	438,3	461,4	518,0

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
A. Secteurs nationaux non financiers :															
1. Entreprises privées et particuliers ³	163,4	180,2	194,9	207,0	214,7	9,9	8,7	6,3	5,5	7,7	173,3	188,9	201,2	212,5	222,4
2. Paraétatiques d'exploitation	1,7	2,2	2,5	2,8	3,1	0,2	0,2	0,5	0,5	0,4	1,9	2,4	3,0	3,3	3,5
3. Secteur public non compris ailleurs ⁴	1,4	1,6	1,8	1,6	1,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,5	1,7	1,9	1,7	1,8
4. Sécurité Sociale	1,1	1,0	1,0	1,3	1,4	0,6	0,6	1,0	1,0	0,9	1,7	1,6	2,0	2,3	2,3
B. Etranger : Congo et Rwanda-Burundi ⁵	4,1	4,0	3,4	2,6	2,6	1,1	0,7	0,3	0,3	0,2	5,2	4,7	3,7	2,9	2,8
C. Intermédiaires financiers :															
1. Organismes monétaires ⁶	31,5	35,4	35,6	41,1	49,9	36,5	36,3	37,7	37,6	59,6	68,0	71,7	73,3	78,7	109,5 ⁷
2. Fonds des Rentes	3,3	4,5	6,6	6,9	7,8	—	—	—	—	—	3,3	4,5	6,6	6,9	7,8
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	34,6	38,8	40,7	41,9	45,4	12,7	13,6	14,8	14,2	14,8	47,3	52,4	55,5	56,1	60,2
4. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	51,4	53,7	58,3	60,8	64,8	20,0	23,2	25,7	28,0	30,7	71,4	76,9	84,0	88,8	95,5
5. Organismes publics de crédit non monétaires	5,5	6,5	7,1	8,2	9,9	—	—	—	—	2,3	5,5	6,5	7,1	8,2	12,2
Total ...	298,0	327,9	351,9	374,2	401,3	81,1	83,4	86,4	87,2	116,7	379,1	411,3	438,3	461,4	518,0

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique Etranger « Congo et Rwanda-Burundi ».

⁴ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

⁵ Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Rwanda-Burundi.

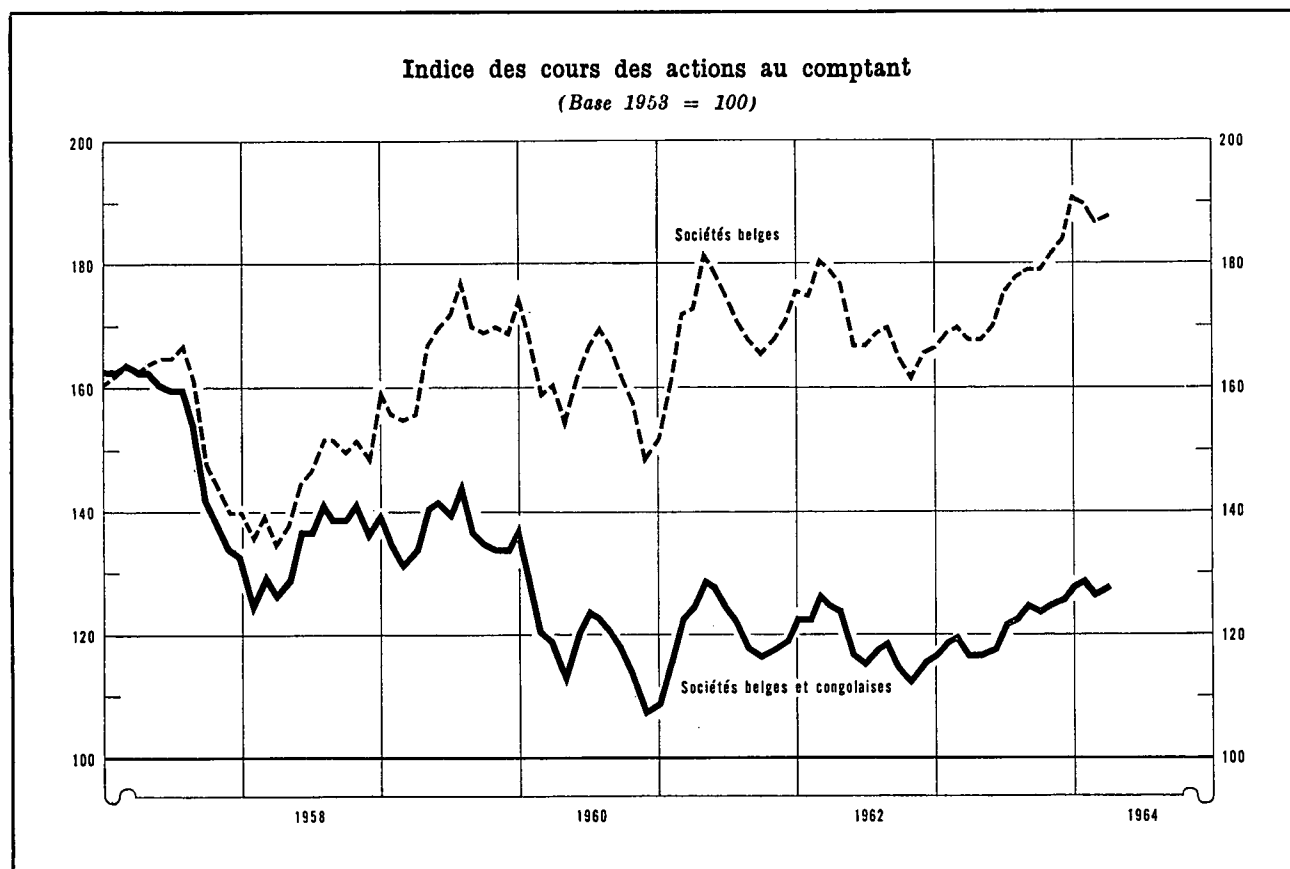
⁶ A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes

⁷ Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n^o 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n^o 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n^o 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ».

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités		Indice global du cours des actions				Taux de rendement % ³					
	moyennes par séances - (millions de francs) ^{1 5}		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises ^{4 6}		Valeurs belges ⁵				
			Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		1963	1964	1963	1964			
(Base 1953 = 100) ^{2 4}												
1954 Moyenne mensuelle .	110		118	116	108		3,3		n.d.			
1955 Moyenne mensuelle .	152		157	146	141		3,0		n.d.			
1956 Moyenne mensuelle .	113		164	158	139		3,3		n.d.			
1957 Moyenne mensuelle .	106		155	158	133		3,6		n.d.			
1958 Moyenne mensuelle .	70		135	145	117		3,9		n.d.			
1959 Moyenne mensuelle .	105		137	166	129		3,4		2,9			
1960 Moyenne mensuelle .	93		121	162	116		4,5		2,8			
1961 Moyenne mensuelle .	103		120	169	115		4,5		3,1			
1962 Moyenne mensuelle .	82		119	171	113		3,2		3,2			
1963 Moyenne mensuelle .	88		121	174	116		2,7		3,0			
		1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964	1963	1964	
Janvier	93	137	117	128	167	191	113	118	2,9	2,4	3,2	2,7
Février	89	118	119	129	169	190	117	115	2,9	2,5	3,1	2,7
Mars	79	83	120	127	170	187	116	113	2,9	2,5	3,2	2,8
Avril	89		117	128	168	188	114	117	2,9		3,2	
Mai	83		117		168		114		2,8		3,1	
Juin	83		118		170		114		2,7		3,0	
Juillet	89		122		176		116		2,5		2,9	
Août	84		123		178		118		2,5		2,8	
Septembre	87		125		179		119		2,5		2,8	
Octobre	85		124		179		116		2,4		2,8	
Novembre	95		125		182		117		2,4		2,7	
Décembre	98		126		184		117		2,4		2,7	

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

² Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

³ Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

⁴ Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

⁵ Bourse de Bruxelles.

⁶ Jusqu'en 1963, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	p10.800	447

Sociétés financières et immobilières ⁵

1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	p12.928	602

Industrie des fabrications métalliques

1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	p 1.856	117

Métallurgie du fer

1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	p 5.437	286

Industrie textile

1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	p 346	24

Notes - voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Déficitaires	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	<i>p</i> 751	52

Industrie chimique

1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	<i>p</i> 962	66

Electricité

1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	0,1	1.690	82	<i>p</i> 6.997	340

Industrie du charbon

1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	<i>p</i> 398	27

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique^{6 7}

1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.585
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	<i>p</i> 45.172	2.259

Notes : Voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunte obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1954	487	29.262	16.173	8.246	156	4.917	429	1.659	73
1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	393	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	<i>p</i> 1.019	35

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	<i>p</i> 46.191	2.294

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 Janvier	<i>p</i> 151	4,0	1,0	0,4	...	0,2	0,4
2 premiers mois	<i>p</i> 390	4,8	2,9	1,0	...	0,8	0,8
3 premiers mois	<i>p</i> 2.198	19,9	12,9	3,6	0,3	2,0	1,1
4 premiers mois	<i>p</i> 5.582	55,9	33,5	8,9	1,0	4,5	1,5
5 premiers mois	<i>p</i> 9.506	122,1	71,5	17,7	2,5	9,2	1,8
6 premiers mois	<i>p</i> 11.500	139,6	84,6	20,8	2,8	10,6	2,2
7 premiers mois	<i>p</i> 12.189	147,2	91,0	22,1	3,0	11,2	2,6
8 premiers mois	<i>p</i> 12.408	148,1	91,6	22,2	3,0	11,2	2,9
9 premiers mois	<i>p</i> 12.786	150,0	92,9	22,5	3,0	11,3	3,2
10 premiers mois	<i>p</i> 13.369	157,2	96,7	23,6	3,2	11,8	3,6
11 premiers mois	<i>p</i> 13.760	171,2	107,5	25,1	3,7	12,8	3,9
12 mois	<i>p</i> 14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 Janvier	<i>p</i> 103	2,2	0,7	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	<i>p</i> 263	2,9	2,5	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	<i>p</i> 1.660	19,9	11,4	3,1	0,4	2,1	0,6
4 premiers mois	<i>p</i> 4.089	52,3	29,4	7,7	0,9	4,2	0,8
5 premiers mois	<i>p</i> 6.875	116,9	70,2	15,0	1,7	8,1	1,0
6 premiers mois	<i>p</i> 8.455	138,7	85,4	18,5	2,2	9,8	1,3
7 premiers mois	<i>p</i> 9.021	143,7	90,1	19,1	2,3	10,1	1,4
8 premiers mois	<i>p</i> 9.290	145,0	91,0	19,3	2,3	10,2	1,6
9 premiers mois	<i>p</i> 9.662	146,9	92,2	19,6	2,4	10,3	1,7
10 premiers mois	<i>p</i> 10.145	156,3	98,6	20,8	2,6	10,6	1,9
11 premiers mois	<i>p</i> 10.501	167,4	105,9	22,0	2,7	11,4	2,2
12 mois	<i>p</i> 10.877	183,5	113,9	23,7	2,8	12,7	2,4

Notes : Voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 Janvier	3	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	17	0,3	0,1	...	...	...	...
4 premiers mois	41	1,3	0,5	0,1	...	...	...
5 premiers mois	87	19,8	11,8	4,4	0,1	2,4	...
6 premiers mois	194	30,0	14,4	5,4	0,2	2,8	...
7 premiers mois	237	33,5	16,2	5,6	0,3	2,9	...
8 premiers mois	240	33,6	16,2	5,6	0,3	2,9	...
9 premiers mois	250	34,3	17,1	5,6	0,5	2,9	...
10 premiers mois	267	34,7	17,2	5,6	0,5	2,9	...
11 premiers mois	285	37,1	18,2	5,8	0,6	3,0	...
12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 Janvier	2	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	6	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	24	1,7	0,6	...	...	...	...
4 premiers mois	45	2,8	0,9	...	...	...	...
5 premiers mois	85	20,2	15,8	2,0	0,1	0,8	...
6 premiers mois	192	31,2	22,1	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	228	34,4	23,9	2,7	0,4	1,1	...
8 premiers mois	231	34,4	24,0	2,7	0,4	1,1	...
9 premiers mois	240	34,7	24,0	2,7	0,4	1,1	...
10 premiers mois	255	35,7	24,4	2,7	0,4	1,1	...
11 premiers mois	273	38,6	26,0	2,8	0,6	1,2	...
12 mois	291	40,7	27,4	2,8	0,6	1,2	0,1

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 Janvier	154	4,0	1,0	0,4	...	0,2	0,4
2 premiers mois	398	4,9	2,9	1,0	...	0,8	0,8
3 premiers mois	2.215	20,2	13,0	3,6	0,3	2,0	1,1
4 premiers mois	5.623	57,2	34,0	9,0	1,0	4,5	1,5
5 premiers mois	9.593	141,9	83,3	22,1	2,6	11,6	1,8
6 premiers mois	11.694	169,6	99,0	26,2	3,0	13,4	2,2
7 premiers mois	12.426	180,7	107,2	27,7	3,3	14,1	2,6
8 premiers mois	12.648	181,7	107,8	27,8	3,3	14,1	2,9
9 premiers mois	13.036	184,3	110,0	28,1	3,5	14,2	3,2
10 premiers mois	13.636	191,9	113,9	29,2	3,7	14,7	3,6
11 premiers mois	14.045	208,3	125,8	30,9	4,3	15,8	3,9
12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 Janvier	105	2,2	0,7	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	269	3,0	2,5	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	1.684	21,6	12,0	3,1	0,4	2,1	0,6
4 premiers mois	4.134	55,1	30,3	7,7	0,9	4,2	0,8
5 premiers mois	6.960	137,1	86,0	17,0	1,8	8,9	1,0
6 premiers mois	8.647	169,9	107,5	21,2	2,5	10,9	1,3
7 premiers mois	9.249	178,1	114,0	21,8	2,7	11,2	1,4
8 premiers mois	9.521	179,4	115,0	22,0	2,7	11,3	1,6
9 premiers mois	9.902	181,6	116,2	22,3	2,8	11,4	1,7
10 premiers mois	10.400	192,0	123,0	23,5	3,0	11,7	1,9
11 premiers mois	10.774	206,0	131,9	24,8	3,3	12,6	2,2
12 mois	11.168	224,2	141,3	26,5	3,4	13,9	2,5

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I., et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1954	7.358	3.489	1.777	879	898	529	1.427	4.916	8.331
1955	14.192	4.273	1.560	1.257	303	532	835	5.108	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.404	297	389	686	4.189	6.562
1957	27.682	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.507	1.637	1.288	2.925	7.833	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.568	1.628	814	2.442	6.202	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.645	22	844	866	6.880	12.660
1962	19.173	7.519	3.138	1.845	1.293	1.747	3.040	10.559	15.477

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1954	2.760	1.764	392	66	326	...	326	2.090	1.445
1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	269	128	...	85	— 85	— 24	— 109	19	— 64
1962	398	195	...	36	— 36	...	— 36	159	159

Total général

1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.776
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.514	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.620	2.324	833	3.157	10.489	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.631	1.963	1.339	3.302	9.372	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.655	1.756	793	2.549	6.922	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.282	6.142	1.667	1.730	— 63	820	757	6.899	12.596
1962	19.571	7.714	3.138	1.881	1.257	1.747	3.004	10.718	15.636

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continuées brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continuées brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1960 12 mois	16.065	5.216	1.213	6.429	6.443	1.628	20	1.648
1961 3 premiers mois ...	2.929	645	176	821	28	...	...	...
6 premiers mois ...	6.873	1.847	357	2.204	145	6	...	6
9 premiers mois ...	8.945	2.648	472	3.120	145	6	...	6
12 mois	19.013	3.681	777	4.458	209	45	...	45
1962 3 premiers mois ...	3.181	1.267	220	1.487	219	30	...	30
6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.172	6.519	1.840	8.359	399	196	...	196
1963 3 premiers mois ...	1.614	693	706	1.399	...	...	...	...
6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
1962 Juillet	5.111	1.027	23	1.050	...	...	...	...
Août	570	457	3	460	...	...	...	...
Septembre	1.573	723	...	723	139	165	...	165
Octobre	1.202	790	...	790	...	...	...	...
Novembre	958	155	50	205	4	...	...	...
Décembre	3.067	490	200	690	...	...	...	...
1963 Janvier	422	129	102	231	...	...	...	...
Février	500	200	100	300	...	...	...	...
Mars	692	364	504	868	...	...	...	...
Avril	1.526	1.042	1.475	2.517	...	...	...	...
Mai	1.724	843	96	939	200	40	...	40
Juin	940	251	83	334	32	...	...	...
Juillet	800	193	210	403	...	...	...	...
Août	463	132	95	227	...	...	...	...
Septembre	1.654	698	252	950	...	...	...	...
Octobre p	1.211	394	...	394	...	...	...	...
Novembre p	1.914	242	...	242	...	...	...	...
Décembre p	3.044	801	...	801	...	...	...	...
1964 Janvier p	1.236	259	...	259	...	...	...	...
Février p	886	272	...	272	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

I. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par				Capitaux empruntés par				Total (9) = (1) + (2) + (8) + (4) ou (5) + (6) + (7) + (8)	Retraits de capitaux (10)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)		(10)
1954	2.330	...	21	2.985	19	2.295	2.733	289	5.336	...
1955	2.325	...	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	15	2.780	22	2.313	2.602	286	5.223	185
1957	2.288	...	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	8	1.821	15	968	2.504	420	3.907	577
1959	2.191	159	...	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	...	1.561	1.025	10	3.001	1.047	5.083	37
1961	2.487	1.811	...	1.523	1.817	1	3.014	989	5.821	23
1962	1.518	943	10	1.593	1.517	1	1.275	1.271	4.064	307
1963	1.585	202	73	1.568	1.600	122	925	781	3.428	49
1962 3 ^e trimestre	1.198	1.573	3	1.640	1.953	...	1.083	1.378	4.414	...
4 ^e trimestre	1.509	820	26	1.431	1.279	...	1.134	1.373	3.786	92
1963 1 ^{er} trimestre	1.780	221	46	1.651	1.430	163	1.198	907	3.698	174
2 ^e trimestre	1.608	373	25	1.609	1.822	56	1.000	737	3.615	20
3 ^e trimestre	1.115	169	64	1.493	1.766	19	591	465	2.841	3
4 ^e trimestre	1.855	51	155	1.523	1.384	252	923	1.025	3.584	...
1964 1 ^{er} trimestre	1.810	...	2.024	...	1.426	765	1.643	...	3.834	45
1963 Mars	1.880	45	95	1.544	1.382	478	765	939	3.564	345
Avril	1.913	222	15	1.260	1.536	163	1.078	633	3.410	14
Mai	1.630	515	29	1.913	1.994	...	1.119	974	4.087	44
Juin	1.246	382	31	1.662	1.948	...	784	589	3.321	...
Juillet	944	343	40	1.471	1.713	...	511	574	2.798	9
Août	1.058	52	119	1.737	1.926	5	672	363	2.966	...
Septembre	1.358	96	35	1.276	1.662	55	599	449	2.765	...
Octobre	1.800	...	12	1.532	1.171	420	827	926	3.344	...
Novembre	1.114	60	304	1.646	1.767	159	334	864	3.124	...
Décembre	2.585	100	177	1.400	1.271	153	1.560	1.278	4.262	...
1964 Janvier	2.033	...	127	2.118	1.288	705	1.264	1.021	4.278	...
Février	1.712	...	2.315	...	1.626	1.084	1.317	...	4.027	141
Mars	1.669	...	1.517	...	1.380	523	1.283	...	3.186	...

* Du 27 février 1956 au 10 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

1 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION
Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1955	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	520	356	311	73	823	428
1962 2 ^e trimestre	39	3	169	474	182	477	351	282	65	759	416
3 ^e trimestre	39	3	172	436	198	439	370	276	68	715	438
4 ^e trimestre	39	3	143	504	231	507	374	304	73	811	447
1963 1 ^{er} trimestre	39	3	140	451	206	454	346	285	72	739	418
2 ^e trimestre	39	3	133	505	206	508	339	308	71	816	410
3 ^e trimestre	39	2	112	508	239	510	351	312	72	822	423
4 ^e trimestre	39	2	132	576	253	578	386	339	77	916	462
1963 Février	39	3	121	360	191	463	312	274	69	637	381
Mars	39	2	132	480	206	482	338	284	68	766	406
Avril	39	3	126	519	221	522	347	318	75	840	422
Mai	39	3	158	526	209	529	367	322	74	851	441
Juin	39	2	116	471	188	473	304	284	65	757	369
Juillet	39	3	118	546	272	549	390	340	76	889	466
Août	39	2	112	468	225	470	337	283	66	753	403
Septembre	39	2	106	509	220	511	326	314	72	825	398
Octobre	39	2	134	596	233	598	417	352	80	950	497
Novembre	39	2	103	512	232	514	335	300	69	814	404
Décembre	39	2	160	620	244	622	404	363	82	985	486
1964 Janvier	39	2	157	597	262	599	419	340	83	939	502
Février	39	2	128	535	265	537	393	312	78	849	471

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.
2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	autres effets publics ²	
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 366 jours ¹				
1958 28 août	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %		Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	5,25	
30 octobre ...	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—				5,—	
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75				4,75	
24 décembre .	4,—	4,—	4,60	4,75	5,25	5,25				5,—	
1960 4 août	5,—	5,—	5,60	5,75	6,25	6,25				6,25	
		représentatives									
		d'importations	d'exportations								
10 novembre .	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25			6,25	
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—			6,—	
								Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours	
28 décembre .	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50

¹ Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

² Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 31 mars 1964.

Cert. de tréas. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyenne ¹	
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1961	2,57
1962	2,13
1963	2,28
1963 Avril	1,78
Mai	2,07
Juin	2,19
Juillet	2,87
Août	2,49
Septembre	2,55
Octobre	2,16
Novembre	2,78
Décembre	2,73
1964 Janvier	3,16
Février	3,24
Mars	3,77

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme ²				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁷		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			6 mois	9 mois	12 mois
1958	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25	1960 5 janv.	4,171	*	4,354
Du 17-11 au 31-12 ...						1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1960						1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1961						1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1962	2,50	2,75	3,—	—	3,30 3,27	1963 7 mai	3,500	3,542	3,588
1962 Mars ...	2,50	2,75	3,—	—	3,40 3,40	4 juin	3,541	3,600	3,650
Avril ...	2,50	2,75	3,—	—	3,40 3,40	2 juil.	3,566	3,600	3,675
Mai ...	2,50	2,75	3,—	—	3,75 3,65	6 août	3,875	3,900	4,000
Juin ...	2,80	3,10	3,40	—	3,80 3,80	3 sept.	3,900	3,950	4,037
Juillet ...	2,85	3,15	3,45	—	4,— 3,92	8 oct.	4,075	4,200	4,120
Août ...	3,25	3,50	3,75	—	4,20 4,18	12 nov.	*	*	4,500
Sept. ...	3,30	3,60	3,90	—	4,35 4,31	10 déc.	*	4,600	4,750
Oct. ...	3,50	3,80	4,10	—	4,55 4,46	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
Nov. ...	3,60	3,90	4,20	—	4,65 4,64	11 févr.	4,850	4,950	5,050
Déc. ...	3,75	4,00	4,25	—	4,75 4,72	10 mars	4,900	5,000	*
1964 Janvier	3,60	3,90	4,20	—		14 avril	4,950	5,000	5,100
Février	3,65	3,95	4,25	—					
Mars ...	3,75	4,00	4,25	—					

¹ Les moyennes publiées ci-dessous sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. Jusqu'au 16 novembre 1959, moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers. Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.

Nous signalons que l'I.R.G. établit ses moyennes en comptant le nombre total de jours du mois.

² Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion, à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches (10.000, 5.000 et 4.820 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 81-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

⁶ Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

⁷ Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Compte de dépôt à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 100.000 F	de 100.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois			
1955	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,00	1,50	0,50
1956	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,00	1,50	0,50
1957	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	jusqu'à 200.000 F 3,00	au-delà de 200.000 F 2,00	
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	jusqu'à 250.000 F 3,00 ³	au-delà de 250.000 F 2,00	
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00 ³	2,00	
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00 ³	2,00 ³	
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00 ³	2,00 ³	
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
1963 Mars	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ³	2,00 ³	
Avril	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ³	2,00 ³	
Mai	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Juin	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Juillet	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Septembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Octobre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³	
Novembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
Décembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
1964 Janvier	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
Février	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³	
Mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ³	2,00 ³	

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Prime de fidélité égale à 10 % des intérêts acquis sur toutes sommes restées en dépôt pendant l'année civile entière. Pour les sommes jusqu'à 250.000 F, pas de majoration en 1959. Pour les dépôts excédant 250.000 F, la prime de fidélité est appliquée depuis le 1-1-1960.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1955	4,20	—	3,89 ¹	4,59 ²	—	4,46
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11
1961	4,89	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94
1963 Avril	4,01	4,67	4,42	4,90	4,83	4,83
Mai	4,00	4,59	4,41	4,91	4,85	4,84
Juin	4,00	4,60	4,51	4,94	4,88	4,88
Juillet	4,03	4,71	4,54	5,03	4,92	4,94
Août	4,02	4,71	4,50	5,03	4,95	4,95
Septembre	4,02	4,74	4,47	5,02 ³	4,95 ³	4,94 ³
Octobre	4,02	4,84	4,67	5,12 ³	5,01 ³	5,03 ³
Novembre	4,03	4,89	4,82	5,17 ³	5,08 ³	5,09 ³
Décembre	4,03	4,99	4,87	5,26 ³	5,16 ³	5,18 ³
1964 Janvier	4,04	5,04	4,92	5,32 ³	5,21 ³	5,23 ³
Février	4,09	5,36	5,16	5,54 ³	5,38 ³	5,45 ³
Mars	4,07	5,34	5,18	5,51 ³	5,44 ³	5,44 ³
Avril	4,00	5,37	5,21	5,50 ³	5,47 ³	5,45 ³

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 % — 3 Uniquement pour les emprunts émis avant le 1^{er} décembre 1962.

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, n^o 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, n^o 6, juin 1951 ; « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 ; « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 ; « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 ; « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1956		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
1956 Mars	8	4,50														
Avril			13	2,75												
Mai	19	5,50										25	3,25			
Août			24	3,—												
Septembre .	6	5,—														
Octobre ...												22	3,75			
Novembre .														22	4,—	
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—										
Mai															15	2,50
Juillet ...												17	4,25	11	5,—	
Août			23	3,50	12	5,—						16	5,—			
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75								24	4,50			
Mars			7	2,25			20	6,—				25	4,—			
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50						3	4,50	
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—				15	3,—			
1959 Janvier ...	10	2,75										21	2,75			
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .												16	3,50			
1960 Janvier ...							21	5,—						15	5,—	
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50	18	3,50		
Juin													14	4,—		
Juillet ...			17	3,50												
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—	31	4,50		
Février ...							27	5,—								

1 Federal Reserve Bank of New York.
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 7 mars	1964 5 mars	1963 4 avril	1964 9 avril
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	3.969	5.744	9.985	13.355	14.763	17.640	15.503	17.584
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹ .....	...	656	1.314	2.546	2.546	2.660	2.546	2.869
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>				2.204	2.204	2.309	2.204	2.515
<i>Autres opérations</i>				342	342	351	342	354
Annuités de Prêt de la B.I.R.D.	—	—	—	—	—	630	—	630
Monnaies divisionnaires	101	23	18	8	10	32	11	15
Comptes courants postaux	669	561	553	481	599	745	730	822
Prêts à l'Etat ²	6.500	6.500	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.640	901	2.358	3.221	4.350	4.427	4.390	4.427
Portefeuille d'escompte	16.392	18.851	18.675	20.608	16.281	16.719	15.977	17.373
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	4.232	5.118	5.846	6.310	6.832	6.227	7.050	6.213
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	1	1	1	..	1	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	699	878	797	1.223	628	436	679	315
<i>Obligations cautionnées</i>						2.933		2.430
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	11.460	12.854	12.031	13.074	8.820	3.439	8.247	4.329
<i>Autres crédits à moyen terme</i>						3.684		4.086
Effets négociables achetés en France ⁵	2.827	3.554	2.878	2.412	2.552	3.518	2.886	3.378
Avances à 30 jours sur effets publics ...	169	205	187	166	148	21	162	27
Avances sur titres	83	70	74	67	61	78	67	74
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	863	529	553	870	442	563	542	511
Divers	627	764	834	885	1.091	1.304	1.094	1.304
Total ...	39.162	42.680	48.251	54.391	52.615	58.109	53.680	58.786

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	34.947	39.320	44.348	50.082	49.209	54.384	50.243	55.040
Comptes créditeurs :	2.943	2.066	2.590	2.718	1.918	2.020	1.996	2.152
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	...	1	...	1	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	1.965	967	1.561	200	212	236	176	182
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .				1.291	672	726	739	796
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>				978	1.098	1.029	1.226	1.034	1.057	1.081	1.174
Capital de la Banque	150	150	150	150	150	250	150	250
Divers	1.122	1.144	1.163	1.441	1.338	1.455	1.291	1.344
Total ...	39.162	42.680	48.251	54.391	52.615	58.109	53.680	58.786

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1960 29 February	1961 28 February	1962 28 February	1963 28 February	1963 6 March	1964 6 March	1963 10 April	1964 8 April
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------	-----------------	------------------	-----------------

Issue Department

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.136	2.237	2.313	2.338	2.338	2.488	2.388	2.538
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	.2	1	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.150	2.250	2.325	2.350	2.350	2.500	2.400	2.550
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.150	2.250	2.325	2.350	2.350	2.500	2.400	2.550

Notes Issued :

In Circulation	2.116	2.212	2.302	2.309	2.316	2.444	2.364	2.534
In Banking Department	34	38	23	41	34	56	36	16
Total ...	2.150	2.250	2.325	2.350	2.350	2.500	2.400	2.550

Banking Department

Government Securities	274	425	507	266	229	239	262	280
Other Securities :								
Discounts and Advances	33	28	44	54	61	34	49	44
Securities	20	19	20	22	22	26	21	25
Notes	34	38	23	41	34	56	36	16
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	362	511	595	384	347	356	369	366

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	4	4	3	3
Public Deposits :								
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)	12	18	13	11	14	11	10	14
Special Deposits	—	155	241	—	—	—	—	—
Other Deposits :								
Bankers	264	251	249	280	242	255	270	257
Others Accounts	67	68	73	74	72	71	71	77
Total ...	362	511	595	384	347	356	369	366

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1961 31 December	1962 31 December	1963 31 December	1963 6 March	1964 6 March	1963 10 April	1964 8 April
ASSETS							
Gold certificate account	15.445	14.430	13.819	14.332	13.774	14.328	13.770
Redemption fund for F.R. notes	1.170	1.266	1.418	1.263	1.407	1.272	1.416
Total gold certificates reserves ...	16.615	15.696	15.237	15.595	15.181	15.600	15.186
Cash	320	288	182	406	267	348	210
Discounts and advances	130	38	63	212	77	329	130
Acceptances :							
Bought outright	48	52	70	54	62	48	60
Held under repurchase agreement	3	58	92	—	15	—	45
U.S. Government securities :							
Bought outright :							
Bills	3.193	2.442	4.142	2.435	4.011	2.643	4.453
Certificates	1.699	13.182	7.066	13.580	3.265	13.580	3.265
Notes	19.984	10.717	17.729	10.289	21.621	10.524	21.622
Bonds	3.846	4.137	4.645	4.164	4.555	4.299	4.576
Total bought outright ...	28.722	30.478	33.582	30.468	33.452	31.046	33.916
Held under repurchase agreement	159	342	11	84	—	26	16
Total U.S. Government securities ...	28.881	30.820	33.593	30.552	33.452	31.072	33.932
Total loans and securities	29.062	30.968	33.818	30.818	33.606	31.449	34.167
Cash items in process of collection	6.125	6.518	6.435	5.107	5.437	4.835	5.312
Bank premises	111	104	104	104	103	103	103
Other assets	237	357	400	336	562	420	594
Total assets ...	52.470	53.931	56.176	52.366	55.156	52.755	55.572

LIABILITIES							
Federal Reserve notes	28.802	30.151	32.381	29.392	31.309	29.849	31.776
Deposits :							
Member bank reserves	17.387	17.454	17.049	16.494	16.874	16.233	16.993
U.S. Treasurer - general account	465	597	880	857	947	985	912
Foreign	279	247	171	184	136	193	144
Other	320	424	291	198	203	213	185
Total deposits ...	18.451	18.722	18.391	17.733	18.160	17.624	18.234
Deferred availability cash items	3.825	3.584	3.835	3.672	3.990	3.680	3.830
Other liabilities and accrued dividends ...	59	73	82	67	92	71	92
Total liabilities ...	51.137	52.530	54.689	50.864	53.551	51.224	53.932

CAPITAL ACCOUNTS							
Capital paid in	445	467	497	474	558	478	509
Surplus	888	934	990	934	990	934	990
Other capital accounts .....	...	...	...	94	107	119	141
Total liabilities and capital accounts ...	52.470	53.931	56.176	52.366	55.156	52.755	55.572
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	126	86	92	84	97	83	114
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined ...	34,8 %	31,8 %	29,7 %	32,7 %	30,3 % ²	32,6 %	30,1 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liabilities combined » includes \$ 482 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1959 31 december	1960 31 december	1961 31 december	1962 31 december	1963 4 maart	1964 9 maart	1968 8 april	1964 6 april
ACTIVA								
Goud	4.281	5.487	5.698	5.698	5.698	5.770	5.698	5.770
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	786	1.107	484	586	560	825	625	756
Buitenlandse betaalmiddelen	1	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	71	40	14	7	7	26	6	28
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	6	...	48	...	...	...	16	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^c van de Bankwet 1948)	547	249	523	597	310	405	564	590
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	62	12	52	72	3	41	3	4
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	35	51	21	13	15	16	15	14
Belegging van kapitaal en reserves	165	174	183	183	183	180	183	179
Gebouwen en inventaris	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen	12	12	8	10	12	17	15	23
Totaal ...	5.967	7.133	7.032	7.167	6.789	7.281	7.126	7.365
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	4.513	4.900	5.279	5.758	5.623	6.054	5.623	6.174
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.139	1.603	1.421	1.086	813	890	1.162	871
's Rijks schatkist	528	934	995	620	310	674	533	663
Banken in Nederland	484	519	283	283	356	183	313	175
Andere ingezetenen	127	150	143	133	147	33	316	33
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	65	59	77	112	82	68	85	62
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	56	48	71	106	80	62	79	58
Andere niet-ingezetenen	9	11	6	6	2	6	6	4
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	6	320	14	18	30	17	23	17
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	152	164	168	168	168	168	168	168
Diverse rekeningen	72	67	53	55	53	64	45	53
Totaal ...	5.967	7.133	7.032	7.167	6.789	7.281	7.126	7.365
N. B. Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	105	110	69	63	61	60	62	61

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1960 dicembre	1961 dicembre	1962 dicembre	1963 dicembre p	1963 gennaio	1964 gennaio p	1963 febbraio	1964 febbraio p
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato	—	—	—	—	—	—	—	—
Cassa ¹	10	13	12	25	16	21	24	54
Portafoglio ²	443	500	616	942	628	849	608	933
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	64	107	260	337	156	327	280	371
Prorogati pagamenti	7	6	12	42	6	17	27	34
Ufficio italiano dei cambi	1.257	1.810	2.146	1.770	2.095	1.622	2.080	1.511
Disponibilita in divisa all'estero	63	63	63	65	63	64	64	65
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	75	83	244	167	148	156	135	153
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	119	123	132	232	138	306	136	325
Partite varie	2	—	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni temporanee al Tesoro	64	—	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	485	485	440	440	410	440	410
Emissioni per forze alleate	—	—	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	20	—	—	—	—	—	—	—
C/c servizio tesoreria	—	—	—	506	—	445	—	298
Servizi diversi per conto dello Stato	—	1	—	—	—	—	—	—
Spese	43	45	56	63	2	2	5	5
Totale attivo ...	3.652	4.236	5.026	5.589	4.692	5.219	4.799	5.159
Circolazione dei biglietti ⁵	2.424	2.779	3.235	3.699	2.944	3.329	2.967	3.302
Vaglia assegni e debiti a vista ⁶	23	39	43	62	20	21	18	29
Conti in correnti liberi	117	118	122	87	46	44	50	41
Conti correnti vincolati	694	797	988	1.305	1.376	1.392	1.383	1.352
Creditori diversi	170	189	237	355	243	412	240	413
C/c servizio tesoreria	159	263	320	—	37	—	115	—
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	—	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	16	—	18	10	17	10	14	8
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	3	4	4	5	5	5	5	5
Fondo di riserva straordinario	2	2	2	3	2	3	2	3
Rendite	44	45	57	63	2	2	5	5
Utile provvisorio del precedente esercizio	—	—	—	—	—	1	—	1
Totale passivo e patrimonio ...	3.652	4.236	5.026	5.589	4.692	5.219	4.799	5.159
Depositanti di titoli e valori	4.407	4.775	4.845	4.273	4.735	4.126	4.554	4.208
1 Comprese monete di Stato	5	6	8	5	8	5	8	5
2 Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	} 437	246	298	343	293	338	293	344
— istituti speciali		235	290	274	292	271	291	270
3 Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	n. d.	104	256	334	154	325	277	369
— privati	3	3	4	2	2	2	2	2
4 Compresi BOT per investimento riserve obbligatorie	n. d.	n. d.	81	7	32	14	29	12
5 Compresi biglietti presso il Tesoro	1	2	3	2	3	2	2	
6 Compresi vaglia e assegni	14	21	18	29	15	14	13	16

XX · 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1961 31 Dezember	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1963 7 März	1964 6 März	1963 5 April	1964 7 April
AKTIVA							
Gold	14.426	14.490	15.138	14.705	15.176	14.769	15.603
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	11.387	10.929	12.894	10.376	13.459	10.700	12.467
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	292	329	417	284	341	305	392
Kredite an internationalen Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.442	2.289	2.122	2.288	2.120	2.271	2.105
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	<i>1.038</i>	<i>897</i>	<i>751</i>	<i>896</i>	<i>750</i>	<i>884</i>	<i>740</i>
<i>b) an Weltbank</i>	<i>1.342</i>	<i>1.342</i>	<i>1.342</i>	<i>1.342</i>	<i>1.342</i>	<i>1.342</i>	<i>1.342</i>
Deutsche Scheidemünzen	57	45	81	85	134	82	125
Postcheckguthaben	281	546	376	164	134	135	182
Inlandswechsel	1.146	1.967	1.647	2.302	1.594	3.407	2.693
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	...	125	...	30	...	69
Lombardforderungen	220	158	208	22	31	72	26
Kassenkredite	167	739	1.749	59	425	...	16
Wertpapiere	1.484	1.369	1.222	1.345	1.185	1.337	1.184
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.432	4.958	3.990	3.917	2.957	4.406	3.765
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.636	2.156	2.294	2.164	2.371	2.165	2.651
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.778	3.703	3.595	3.703	3.595	3.703	3.595
Sonstige Aktiva	307	253	406	271	231	275	229
	42.055	43.931	46.264	41.685	43.783	43.627	45.102

PASSIVA							
Banknotenumlauf	22.992	24.147	25.426	23.156	24.620	23.576	24.066
Einlagen von	16.600	16.795	18.006	15.888	16.280	17.433	18.200
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	<i>11.615</i>	<i>12.232</i>	<i>13.607</i>	<i>11.329</i>	<i>12.511</i>	<i>10.530</i>	<i>12.785</i>
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	<i>4.733</i>	<i>4.284</i>	<i>4.126</i>	<i>4.310</i>	<i>3.517</i>	<i>6.068</i>	<i>5.156</i>
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	<i>252</i>	<i>279</i>	<i>273</i>	<i>249</i>	<i>252</i>	<i>235</i>	<i>259</i>
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	368	374	270	373	329	329	278
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	<i>274</i>	<i>353</i>	<i>234</i>	<i>340</i>	<i>286</i>	<i>292</i>	<i>232</i>
<i>Sonstige</i>	<i>94</i>	<i>21</i>	<i>36</i>	<i>33</i>	<i>43</i>	<i>37</i>	<i>46</i>
Rückstellungen	867	950	1.076	950	1.076	950	1.076
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	588	638	701	638	701	638	701
Sonstige Passiva	350	737	495	390	487	411	491
	42.055	43.931	46.264	41.685	43.783	43.627	45.102

XX . 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1963 7 mars	1964 7 mars	1963 6 avril	1964 7 avril
ACTIF								
Encaisse or	9.455	11.078	11.078	12.204	10.650	11.024	10.651	10.983
Devises	583	842	867	1.083	765	857	754	857
Portefeuille effets sur la Suisse	53	70	124	142	65	79	55	149
<i>Effets de change</i>	53	70	79	107	65	79	55	81
<i>Rescriptions de la Confédération suisse</i> .....	...	...	45	35	...	...	...	68
Avances sur nantissement	38	66	72	97	10	15	9	29
Bons du Trésor de l'étranger en FS	—	—	207	207	207	207	207	207
Titres	43	43	43	52	43	55	293	57
<i>pouvant servir de couverture</i>	1	17	16	...	16	...	266	1
<i>autres</i>	42	26	27	52	27	55	27	56
Correspondants :								
<i>en Suisse</i>	52	65	88	71	23	18	15	31
<i>à l'étranger</i>	45	58	78	62	7	8	6	8
<i>à l'étranger</i>	7	7	10	9	16	10	9	23
Autres postes de l'actif	30	30	41	35	28	33	33	33
Total ...	10.254	12.194	12.985	13.891	11.791	12.288	12.017	12.346

PASSIF								
Fonds propres	52	53	54	55	54	55	55	56
Billets en circulation	6.854	7.656	8.506	9.035	7.715	8.291	7.865	8.425
Engagements à vue	2.756	2.947	2.800	3.188	2.380	2.287	2.460	2.187
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	2.288	1.996	2.294	2.700	2.099	1.957	2.035	1.665
<i>Autres engagements à vue</i>	468	951	506	488	281	330	425	522
Comptes de virements de banques temporairement liés	—	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	390	293	373	357	400	400	400	400
Autres postes du passif	202	210	217	221	207	220	202	243
Total ...	10.254	12.194	12.985	13.891	11.791	12.288	12.017	12.346

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : *Boletino*. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE 1

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	31	31	28	29	31	31	Passif	31	31	28	29	31	31
	décembre 1962	décembre 1963	février 1963	février 1964	mars 1963	mars 1964		décembre 1962	décembre 1963	février 1963	février 1964	mars 1963	mars 1964
I. Or en lingots et monnayé	1.883	1.603	2.324	2.489	2.396	2.318	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	49	40	43	39	56	48	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
III. Portefeuille réescomptable ...	667	729	326	639	307	574	II. Réserves	25	25	25	25	25	25
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	9	96	9	69	9	69	1. Fonds de Réserve légale	12	12	12	12	12	12
V. Dépôts à terme et avances : ...	1.344	1.666	1.287	1.422	1.245	1.594	2. Fonds de réserve générale	13	13	13	13	13	13
a) à 3 mois au maximum ...	1.184	1.427	1.141	938	1.064	1.174	III. Dépôts (or) :	2.214	2.733	2.218	2.822	2.316	2.562
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	3	3	3	1. Banques centrales :						
c) de 3 à 6 mois	121	227	121	469	156	402	a) de 9 à 12 mois	38	21	—	—	—	20
d) de 6 à 9 mois	29	9	12	—	4	—	b) de 6 à 9 mois	—	—	38	21	38	21
e) de 9 à 12 mois	4	—	3	12	11	15	c) de 3 à 6 mois	10	10	—	—	—	—
f) à plus d'un an	3	—	7	—	7	—	d) à 3 mois au maximum ...	559	764	313	534	302	514
VI. Autres effets et titres :	740	1.195	813	961	868	1.106	e) à vue	1.479	1.825	1.751	2.078	1.934	1.820
1. Or :							2. Autres déposants :						
a) à 3 mois au maximum ...	3	161	—	186	58	146	a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 3 à 6 mois	10	—	18	—	93	88	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	75	69	128	108	93	43	c) de 3 à 6 mois	—	—	—	—	—	—
d) de 9 à 12 mois	87	41	13	16	—	32	d) à 3 mois au maximum ...	—	—	—	—	—	69
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	e) à vue	128	113	116	189	42	118
2. Monnaies :							IV. Dépôts (monnaies) :	2.160	2.180	2.265	2.381	2.245	2.808
a) à 3 mois au maximum ...	65	380	202	337	187	450	1. Banques centrales :						
b) de 3 à 6 mois	367	445	313	220	318	252	a) à plus d'un an	84	48	85	47	84	45
c) de 6 à 9 mois	34	14	47	21	29	21	b) de 9 à 12 mois	—	—	—	19	—	21
d) de 9 à 12 mois	28	24	19	9	23	10	c) de 6 à 9 mois	69	82	133	70	54	—
e) à plus d'un an	71	60	73	64	67	64	d) de 3 à 6 mois	272	364	428	257	509	412
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1	e) à 3 mois au maximum ...	1.343	1.364	1.171	1.456	1.116	1.720
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68	f) à vue	19	19	19	20	20	17
Total actif ...	4.761	5.398	4.871	5.688	4.950	5.778	2. Autres déposants :						
							a) de 9 à 12 mois	—	—	3	—	3	—
							b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	25	—
							c) de 3 à 6 mois	—	6	16	49	16	43
							d) à 3 mois au maximum ...	359	275	385	439	396	522
							e) à vue	14	22	25	24	22	28
							V. Effets :						
							à 3 mois au maximum	—	77	—	78	—	—
							VI. Divers	40	54	41	53	42	54
							VII. Comptes de profits et pertes ...	8	8	8	8	8	8
							VIII. Prov. pour charges éventuelles	189	196	189	196	189	196
							Total passif ...	4.761	5.398	4.871	5.688	4.950	5.778

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)							Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	153	153	153	153	153	153
2. Effets de bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Gouvernem. allem.	76	76	76	76	76	76
Total ...	297	297	297	297	297	297	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
							Total ...	297	297	297	297	297	297

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 17 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élevaient à l'équivalent de francs or 149.920.380.—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABBREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.B.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VII. — Prix et indices de prix.	
1. Population	I - 1	1. Prix de gros mondiaux	VII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
4. Affectation du produit national :		4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a	VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b	1. Tableau général	VIII - 1
II. — Emploi et chômage.		2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	3. Importations par groupes de produits	VIII - 3
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	b) Indices du volume	VIII - 4b
III. — Agriculture et pêche.		5. Orientation géographique	VIII - 5
1. Production agricole	III - 1	IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	1. Chiffres annuels	IX - 1
IV. — Industrie.		2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1	3. Chiffres trimestriels	IX - 3
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	X. — Marché des changes.	
3. Energie	IV - 3	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
4. Métallurgie	IV - 4	2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
5. Construction : données annuelles	IV - 5	XI. — Finances Publiques.	
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	1. Situation de Trésorerie	XI - 1
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2
V. — Services.		3. Détail des recettes fiscales	XI - 3
1. Transports :		4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
b) Navigation maritime	V - 1b	1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960	XII - 1a
c) Navigation intérieure	V - 1c	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961	XII - 1b
2. Tourisme	V - 2	2. Mouvements des créances et des dettes en 1961	XII - 2
3. Commerce intérieur :		XIII. — Organismes monétaires.	
a) Indices des ventes	V - 3a	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
b) Ventes à tempérament	V - 3b	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
VI. — Revenus.		a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	c) Banque de dépôts	XIII - 2c
		d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
		4. Stock monétaire	XIII - 4
		5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
		6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6
		Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6
		Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6
		7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7
		8. Situation globale des banques	XIII - 8
		9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9

	Numérotation des tableaux
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10
XV. — Principales modalités de l'épargne dispo- nible à l'intérieur du pays	XV
XVI. — Emissions et dettes du secteur public.	
1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du sec- teur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4
XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.	
1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres men- suels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
XVIII. — Marché monétaire.	
1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3
XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rende- ment.	
1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

	Numérotation des tableaux
4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5
XX. — Banques d'Emission étrangères.	
1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dé- penses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjonc- ture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure pres- tée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
IX - — Balance des paiements de l'U.E.B.L. .	IX
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effec- tués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comp- tant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
 } Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
